

## Trois petits pays venus soutenir Tunis

La Libre Belgique ^,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 20

Reportage Vincent Braun Envoyé spécial à Tunis

C'est en toute décontraction que les Premiers ministres du Benelux sont venus soutenir la fragile mais vitale mue démocratique de la Tunisie, lors d'une première mission commune à l'étranger. La Tunisie, choisie tant pour ses enjeux politiques et économiques que pour son défi sécuritaire régional et vis-à-vis de l'Europe, est un "exemple" à suivre pour les pays arabes, a dit Xavier Bettel, le Premier ministre luxembourgeois, sous les ors du Palais présidentiel de Carthage, non loin de la capitale Tunis. La Tunisie, qui s'est engagée non sans mal dans un "processus inédit" au lendemain de son "printemps" en janvier 2011, "a besoin d'un soutien, sans en abuser", a estimé le président tunisien Beji Caïd Essebsi.

L'objectif de cette mission consiste à identifier les champs de coopération et développer les partenariats déjà amorcés ces dernières années afin de créer une "stabilité" profitable au redressement économique d'un pays d'où les touristes ont littéralement déserté après les attaques terroristes de 2015.

A titre d'exemples, les pays du Benelux assistent déjà la Tunisie dans des domaines aussi variés que les renseignements et la formation des forces de sécurité (s'agissant de la Belgique), la formation professionnelle (des jeunes en particulier) et la micro-finance (le Grand-duché de Luxembourg), la lutte contre la corruption et le radicalisme, ont souligné à tour de rôle le Belge Charles Michel, le Néerlandais Mark Rutte et le Luxembourgeois Xavier Bettel.

Deuxième partenaire belge

La Tunisie est ainsi devenue le deuxième partenaire de la Belgique dans le domaine de la défense, après le Congo. "Nous avons multiplié par quatre les efforts de partenariat avec la Tunisie durant ces dernières années", a souligné Charles Michel, après un entretien collectif à la Kasba, le siège du "Premier ministère", comme on dit à Tunis.

Et d'autres coopérations s'annoncent. Le nouveau Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a indiqué avoir proposé au trio d'établir une "infrastructure officielle pour la coopération dans le domaine numérique" entre son pays et le Benelux. Avec à la clé des emplois pour les Tunisiens amenés à travailler sur des projets numériques identifiés par cette structure.

Le redressement économique du pays est la priorité du gouvernement tunisien, outre l'obsessionnel défi sécuritaire. Les deux vont bien sûr de pair car, comme le souligne Charles Michel, "la stabilité et la sécurité créent les conditions favorables pour les investisseurs et des perspectives de croissance économique". Et si l'économie marche bien, ajoute M. Bettel, "il y a de l'espoir et du travail et c'est le meilleur rempart contre le radicalisme et le terrorisme". Pour ce dernier, il importe d'aider la Tunisie à "garder cet enthousiasme, cet espoir que des millions de jeunes ont placé dans le changement démocratique, l'espoir de pouvoir s'exprimer, de pouvoir voter et d'avoir la chance de réussir".

Un autre coup de pouce consiste à alléger la dette tunisienne. La Belgique s'est

engagée il y a plusieurs années à convertir 11,5 % du montant de cette dette, soit environ 3 millions d'euros, mais n'avait jamais formalisé cette promesse. C'est désormais chose faite : Charles Michel a remis la lettre d'intention au Premier ministre Chahed. Ce montant sera investi dans divers projets d'infrastructure dont le pays a besoin. Le domaine numérique constitue une piste. Par exemple, les frais d'itinérance (roaming) pour les communications sont prohibitifs en Tunisie, constate M. Michel, et "c'est un frein pour les investisseurs, pour le développement économique et la promotion des droits fondamentaux" .

Les Premiers belge Charles Michel, luxembourgeois Xavier Bettel et néerlandais Mark Rutte chez le président tunisien Béji Caïd Essebsi.



## Trois petits pays venus soutenir Tunis

La Libre Belgique \*,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 20

Reportage Vincent Braun Envoyé spécial à Tunis

C'est en toute décontraction que les Premiers ministres du Benelux sont venus soutenir la fragile mais vitale mue démocratique de la Tunisie, lors d'une première mission commune à l'étranger. La Tunisie, choisie tant pour ses enjeux politiques et économiques que pour son défi sécuritaire régional et vis-à-vis de l'Europe, est un "exemple" à suivre pour les pays arabes, a dit Xavier Bettel, le Premier ministre luxembourgeois, sous les ors du Palais présidentiel de Carthage, non loin de la capitale Tunis. La Tunisie, qui s'est engagée non sans mal dans un "processus inédit" au lendemain de son "printemps" en janvier 2011, "a besoin d'un soutien, sans en abuser", a estimé le président tunisien Beji Caïd Essebsi.

L'objectif de cette mission consiste à identifier les champs de coopération et développer les partenariats déjà amorcés ces dernières années afin de créer une "stabilité" profitable au redressement économique d'un pays d'où les touristes ont littéralement déserté après les attaques terroristes de 2015.

A titre d'exemples, les pays du Benelux assistent déjà la Tunisie dans des domaines aussi variés que les renseignements et la formation des forces de sécurité (s'agissant de la Belgique), la formation professionnelle (des jeunes en particulier) et la micro-finance (le Grand-duché de Luxembourg), la lutte contre la corruption et le radicalisme, ont souligné à tour de rôle le Belge Charles Michel, le Néerlandais Mark Rutte et le Luxembourgeois Xavier Bettel.

Deuxième partenaire belge

La Tunisie est ainsi devenue le deuxième partenaire de la Belgique dans le domaine de la défense, après le Congo. "Nous avons multiplié par quatre les efforts de partenariat avec la Tunisie durant ces dernières années", a souligné Charles Michel, après un entretien collectif à la Kasba, le siège du "Premier ministère", comme on dit à Tunis.

Et d'autres coopérations s'annoncent. Le nouveau Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a indiqué avoir proposé au trio d'établir une "infrastructure officielle pour la coopération dans le domaine numérique" entre son pays et le Benelux. Avec à la clé des emplois pour les Tunisiens amenés à travailler sur des projets numériques identifiés par cette structure.

Le redressement économique du pays est la priorité du gouvernement tunisien, outre l'obsessionnel défi sécuritaire. Les deux vont bien sûr de pair car, comme le souligne Charles Michel, "la stabilité et la sécurité créent les conditions favorables pour les investisseurs et des perspectives de croissance économique". Et si l'économie marche bien, ajoute M. Bettel, "il y a de l'espoir et du travail et c'est le meilleur rempart contre le radicalisme et le terrorisme". Pour ce dernier, il importe d'aider la Tunisie à "garder cet enthousiasme, cet espoir que des millions de jeunes ont placé dans le changement démocratique, l'espoir de pouvoir s'exprimer, de pouvoir voter et d'avoir la chance de réussir".

Un autre coup de pouce consiste à alléger la dette tunisienne. La Belgique s'est

engagée il y a plusieurs années à convertir 11,5 % du montant de cette dette, soit environ 3 millions d'euros, mais n'avait jamais formalisé cette promesse. C'est désormais chose faite : Charles Michel a remis la lettre d'intention au Premier ministre Chahed. Ce montant sera investi dans divers projets d'infrastructure dont le pays a besoin. Le domaine numérique constitue une piste. Par exemple, les frais d'itinérance (roaming) pour les communications sont prohibitifs en Tunisie, constate M. Michel, et "c'est un frein pour les investisseurs, pour le développement économique et la promotion des droits fondamentaux" .

Les Premiers belge Charles Michel, luxembourgeois Xavier Bettel et néerlandais Mark Rutte chez le président tunisien Béji Caïd Essebsi.



## Trois petits pays venus soutenir Tunis

La Libre Belgique <sup>^</sup>,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 20

Reportage Vincent Braun Envoyé spécial à Tunis

C'est en toute décontraction que les Premiers ministres du Benelux sont venus soutenir la fragile mais vitale mue démocratique de la Tunisie, lors d'une première mission commune à l'étranger. La Tunisie, choisie tant pour ses enjeux politiques et économiques que pour son défi sécuritaire régional et vis-à-vis de l'Europe, est un "exemple" à suivre pour les pays arabes, a dit Xavier Bettel, le Premier ministre luxembourgeois, sous les ors du Palais présidentiel de Carthage, non loin de la capitale Tunis. La Tunisie, qui s'est engagée non sans mal dans un "processus inédit" au lendemain de son "printemps" en janvier 2011, "a besoin d'un soutien, sans en abuser", a estimé le président tunisien Beji Caïd Essebsi.

L'objectif de cette mission consiste à identifier les champs de coopération et développer les partenariats déjà amorcés ces dernières années afin de créer une "stabilité" profitable au redressement économique d'un pays d'où les touristes ont littéralement déserté après les attaques terroristes de 2015.

A titre d'exemples, les pays du Benelux assistent déjà la Tunisie dans des domaines aussi variés que les renseignements et la formation des forces de sécurité (s'agissant de la Belgique), la formation professionnelle (des jeunes en particulier) et la micro-finance (le Grand-duché de Luxembourg), la lutte contre la corruption et le radicalisme, ont souligné à tour de rôle le Belge Charles Michel, le Néerlandais Mark Rutte et le Luxembourgeois Xavier Bettel.

Deuxième partenaire belge

La Tunisie est ainsi devenue le deuxième partenaire de la Belgique dans le domaine de la défense, après le Congo. "Nous avons multiplié par quatre les efforts de partenariat avec la Tunisie durant ces dernières années", a souligné Charles Michel, après un entretien collectif à la Kasba, le siège du "Premier ministre", comme on dit à Tunis.

Et d'autres coopérations s'annoncent. Le nouveau Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a indiqué avoir proposé au trio d'établir une "infrastructure officielle pour la coopération dans le domaine numérique" entre son pays et le Benelux. Avec à la clé des emplois pour les Tunisiens amenés à travailler sur des projets numériques identifiés par cette structure.

Le redressement économique du pays est la priorité du gouvernement tunisien, outre l'obsessionnel défi sécuritaire. Les deux vont bien sûr de pair car, comme le souligne Charles Michel, "la stabilité et la sécurité créent les conditions favorables pour les investisseurs et des perspectives de croissance économique". Et si l'économie marche bien, ajoute M. Bettel, "il y a de l'espoir et du travail et c'est le meilleur rempart contre le radicalisme et le terrorisme". Pour ce dernier, il importe d'aider la Tunisie à "garder cet enthousiasme, cet espoir que des millions de jeunes ont placé dans le changement démocratique, l'espoir de pouvoir s'exprimer, de pouvoir voter et d'avoir la chance de réussir".

Un autre coup de pouce consiste à alléger la dette tunisienne. La Belgique s'est

engagée il y a plusieurs années à convertir 11,5 % du montant de cette dette, soit environ 3 millions d'euros, mais n'avait jamais formalisé cette promesse. C'est désormais chose faite : Charles Michel a remis la lettre d'intention au Premier ministre Chahed. Ce montant sera investi dans divers projets d'infrastructure dont le pays a besoin. Le domaine numérique constitue une piste. Par exemple, les frais d'itinérance (roaming) pour les communications sont prohibitifs en Tunisie, constate M. Michel, et "c'est un frein pour les investisseurs, pour le développement économique et la promotion des droits fondamentaux" .

Les Premiers belge Charles Michel, luxembourgeois Xavier Bettel et néerlandais Mark Rutte chez le président tunisien Béji Caïd Essebsi.

## Hommage des pays du Benelux aux victimes de l'attentat du Bardo

L'Avenir\*,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 8

Le Premier ministre belge Charles Michel et ses homologues luxembourgeois et néerlandais, Xavier Bettel et Mark Rutte, ont déposé ce lundi après-midi une gerbe devant le mémorial dédié aux victimes de l'attaque terroriste au musée du Bardo à Tunis.

Vingt-deux personnes, dont une ressortissante belge originaire d'Anvers, ont perdu la vie lors de cet attentat survenu le 18 mars 2015 et revendiqué le lendemain par l'organisation État islamique.

«Nous souhaitons avoir un moment de recueillement dans le cadre de cette visite. Il s'agit d'un devoir de mémoire», a commenté Charles Michel.

Après l'attentat du Bardo, la Tunisie a été frappée en 2015 par deux autres attaques sanglantes du groupe État Islamique, sur une plage de Sousse (39 touristes, dont une Belge, tués) puis contre un bus de la sécurité présidentielle (12 morts) en plein cœur de Tunis.

Ces attaques ont eu de lourdes conséquences pour l'industrie du tourisme, dont les recettes, pour les neuf premiers mois de l'année, sont inférieures de 34,1% à celles enregistrées à la même période en 2014.

Les Affaires étrangères déconseillent pour l'instant toujours les voyages non essentiels vers la Tunisie. Le Premier ministre tunisien Youssef Chahed a plaidé lundi pour une levée de ces restrictions, en soulignant les efforts réalisés en matière de sécurité.



## Michel, Rutte et Bettel ensemble pour soutenir la Tunisie

L'Echo,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 10

Les Premiers ministres des pays du *Benelux*, Charles Michel, Mark Rutte et Xavier Bettel ont organisé pour la première fois une visite conjointe à l'étranger. C'était hier à Tunis, avec un message unanime de soutien au pays, seul exemple réussi de transition démocratique après le Printemps arabe, mais dont l'économie souffre toujours fortement depuis une série d'attentats djihadistes qui ont fait plonger le tourisme. Les Affaires étrangères belges déconseillent toujours pour l'instant les voyages non-essentiels vers la Tunisie, "en raison de la persistance du niveau élevé de la menace terroriste". Le Premier ministre tunisien Youssef Chahed a plaidé lundi pour une levée de ces restrictions, en soulignant les efforts réalisés en matière de sécurité. Charles Michel a promis une écoute attentive des arguments tunisiens, sans s'engager davantage.

---

## Benelux-buddies

Het Nieuwsblad\*,  
Di. 06 Dec. 2016, Pagina 8

Premier Michel reist vandaag van Tunesië naar Algerije, om daar Theo Francken te ontmoeten.

In Tunesië heeft Michel samen met zijn Nederlandse en Luxemburgse ambtsgenoten een ontmoeting gehad met de Tunesische president Beji Caid Essebsi. De drie regeringsleiders spraken hun steun uit voor de "democratische transitie" in het land. Ze brachten ook een bezoek aan het Bardo Museum, waar vorig jaar een terroristische aanslag plaatsvond. Ook een Belgische toeriste werd toen gedood.

## Renforcer les coopérations pour mieux lutter contre la traite des êtres humains

La Meuse - Luxembourg,  
Ma. 05 Dec. 2016, Pagina 5

*Les ministres de la Justice des Pays-Bas, de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg ont signé ce vendredi une **déclaration d'intention relative à la coopération en matière de lutte contre la traite des êtres humains**. Un premier pas pour renforcer la collaboration afin de mieux combattre ce phénomène en augmentation.*

La traite des êtres humains : un sujet sensible qu'a voulu développer le Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de sa présidence du *Benelux*. Une problématique qui est peu visible et secrète mais qui pourtant est en augmentation. Et cela ne concerne pas uniquement les victimes d'exploitation sexuelle. On recense en effet de plus en plus de personnes victimes de travail forcé.

Ce constat, interpellant, a mené les trois pays qui constituent le *Benelux* (les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg) à lancer en 2012 une coopération afin d'échanger les bonnes pratiques et l'analyse des tendances en la matière. Ce vendredi, ils ont fait un pas plus loin en signant une déclaration d'intention pour renforcer la coopération entre les trois pays en matière de traite des êtres humains. L'objectif est, entre autres, de renforcer la lutte au niveau transfrontalier et la coopération entre les différents acteurs qui s'occupent de la problématique (police, autorités judiciaires...)

80 condamnations par an

Plusieurs initiatives, comme une brochure commune au *Benelux* traitant du sujet, ont été mises en place avant cette signature, qui mènera prochainement à la création d'un groupe de travail sur la thématique. « Il faut plus que jamais alerter, sensibiliser le public, agir et protéger les victimes », a ainsi commenté Félix Braz, ministre luxembourgeois de la Justice.

Lors de cette conférence de clôture, les ministres et les experts ont expliqué comment la lutte contre la traite des êtres humains était abordée dans leur pays respectif. « Chaque année, il y a environ 80 condamnations en la matière en Belgique », a expliqué Koen Geens, le ministre belge de la Justice. « L'approche pluridisciplinaire est primordiale pour combattre ce phénomène », a-t-il insisté. Et le ministre de rappeler que dans chaque arrondissement judiciaire du pays, un magistrat référent a été désigné afin d'assurer le suivi spécifique de ces dossiers. Ils constituent ainsi un réseau d'experts sur la question. « Mais c'est toujours un problème qui reste caché, pour lequel il est difficile d'avoir des chiffres », précise-t-il.

Car les victimes elles-mêmes, par honte ou par gêne, ne se considèrent pas toujours victimes en tant que telles. Elles sont souvent esseulées et plus vulnérables. « Pour qu'une victime arrive à parler, il faut gagner sa confiance. Et pour qu'elle s'en sorte, il faut réussir à casser le lien qui l'unit à son employeur ou à son proxénète, qu'elle considère bien souvent comme un sauveur. L'objectif est de leur donner de l'espoir, de leur montrer qu'une vie meilleure est



possible », explique un policier spécialisé dans la matière. Un travail essentiel qui se voit encore renforcé avec la signature de cette déclaration d'intention.

Mérodie Mouzon

Mérodie Mouzon ■

## Koen Geens contre la traite des êtres humains

La Dernière Heure\*,  
Vr. 02 Dec. 2016, Pagina 11

LUXEMBOURG Le ministre de la justice Koen Geens sera aujourd'hui à Luxembourg-ville pour signer une **déclaration d'intention dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains**, apprend-on auprès du ministère.

Dorénavant, les pays du *Benelux* examineront la possibilité d'assister et prendre en charge dans un autre pays du *Benelux* les victimes de traite des êtres humains. L'objectif est d'empêcher qu'elles subissent des pressions dans le pays où elles ont été victimes, ce qui arrive la plupart du temps. "Des pays qui coopèrent sont bien plus forts que s'ils agissent seuls", a précisé Koen Geens, qualifiant les victimes d'abus "d'extrêmement vulnérables".

Le nombre de condamnations pour exploitation économique ou sexuelle est en augmentation en Belgique. 98 personnes ont été condamnées en 2015, 88 entre janvier et octobre 2016.

Ju. B.

## Oostenrijk Europa kan plots extreemrechtse president hebben

Het Nieuwsblad \*,  
Za. 03 Dec. 2016, Pagina 36

De verkiezing zondag is een herkansing voor Norbert Hofer van de Vrijheidspartij (FPÖ). Eind mei won de onafhankelijke Alexander Van der Bellen, gesteund door de groenen, met 50,3 procent de presidentsverkiezingen. Na een klacht van Hofer over onregelmatigheden bij het tellen vernietigde het Hoogerechtshof de uitslag.

Gevaar voor de EU? Het zou een blamage zijn voor Europa mocht de eerste extreemrechtse president verkozen worden sinds de Tweede Wereldoorlog. Vorige week zei Hofer dat hij, als Europa verder aan het soevereine parlement knaagt, een referendum over een exit vraagt.

Trumpfactor? Hofer bespeelt dezelfde thema's als Trump. Economisch eigen Oostenrijk eerst, anti-migranten, tegen de opvang van vluchtelingen en vijandig tegenover de islam. En hij deelt de visie van Trump: de media zijn een broeinest van linkse samenzweerdere.

Brexit-factor? Hofer feliciteerde de Britten. Hij was voorstander van een 'Auxit'. Na wat er in het Verenigd Koninkrijk gebeurde, is hij terughoudender geworden. Hij wil naar **het voorbeeld van de Benelux** een front vormen met kleine buurlanden om meer te wegen op de EU.

Voorspellingen? De peilingen spreken elkaar tegen. Maar het wordt nipt.



## 'Als enig Benelux-land tobintaks invoeren is masochisme'

De Tijd,  
Wo. 30 Nov. 2016, Pagina 7

*Na de N-VA zegt nu ook Open VLD dat de invoering van de tobintaks in België geen zin heeft. De oppositie eist dat premier Charles Michel (MR) het dossier naar zich toetrekt.*

De N-VA is niet de enige partij die niet staat te springen om een taks op financiële transacties in te voeren (De Tijd, 29 november). Ook de Vlaamse liberalen maakten gisteren duidelijk dat ze de taks liever niet zien invoeren in België. 'Open VLD is gewonnen voor de tobintaks, maar enkel als ze wordt toegepast in de hele Europese Unie of op zijn minst in de Benelux', zei Open VLD-vicepremier Alexander De Croo. 'Zo'n taks kan alleen als ook andere Europese landen en in de eerste plaats onze buurlanden meedoen. Anders is het economisch masochisme.'

De N-VA riep haar coalitiepartners in de federale regering op de stekker uit de tobintaks te trekken. 'De tijd lijkt rijp om na een lange lijdensweg de stekker uit de taks te trekken en het nieuwe belastingidee te begraven', schreef Europees Parlementslid Sander Loones (N-VA). De N-VA vreest dat de taks 'de doodsteek zou betekenen voor de financiële sector in België'.

Dat leidde tot een stroom van negatieve reacties bij de oppositie. 'Om de grootbanken en de vrienden van Febelfin (de bankenfederatie, red.) te plezieren saboteert de partij een internationaal project voor meer fiscale rechtvaardigheid', stelde sp.a-Kamerlid Dirk Van der Maelen. Hij riep premier Michel op het dossier naar zich toe te trekken.

Door haar pleidooi gaat de N-VA volgens de sp.a ook in tegen het regeerakkoord. 'Daarin staat dat ons land constructief zal meewerken aan de financiëletransactietaks', zei Van der Maelen.

Groen reageerde al even verontwaardigd. 'Dit is totaal onaanvaardbaar. Nadat de N-VA de fiscale rechtvaardigheid op nationaal niveau heeft gesaboteerd, speelt ze nu ook op Europees niveau stokebrand', zei Groen-Kamerlid Kristof Calvo. Ook de Franstalige zusterpartij Ecolo vroeg premier Michel om de N-VA 'tot de orde te roepen en de tobintaks niet los te laten'.

De tobintaks is een taks op financiële transacties waar op Europees niveau op gebroed wordt. Tien landen, waaronder België, onderhandelen al jaren over de transactietaks. Binnenkort komt een compromisvoorstel op tafel bij de Europese ministers van Financiën. Op dat moment moet ook minister van Financiën Johan Van Overtveldt (N-VA) zich over de taks uitspreken.

Voordien moet de regering tot een eensgezind standpunt komen. CD&V lijkt de tobintaks evenwel niet zomaar te willen lossen. 'Wij houden ons aan het regeerakkoord en bespreken het verder in de regering', klonk het bij de Vlaamse christendemocraten. Ook de MR is altijd een voorstander geweest van de tobintaks.

PIETER BLOMME ■

## N-VA begräbt Tobin-Tax

Grenz Echo,  
Wo. 30 Nov. 2016, Pagina 6

Die flämischen Nationalisten (N-VA) rufen ihre Koalitionspartner dazu auf, auf die Einführung einer Finanztransaktionssteuer zu verzichten. Das sorgte für reichlich Kritik vonseiten der Oppositionsparteien. „Die Zeit scheint reif dafür zu sein, nach einem langen Leidensweg den Stecker aus dieser Steuer zu ziehen und die neuen Abgabenidee zu begraben“, schrieb der N-VA-Europaabgeordnete Sander Loones (N-VA) in einem Meinungsbeitrag in der flämischen Wirtschaftszeitung „De Tijd“. Die Idee einer Finanztransaktionssteuer geht auf den US-Ökonomen James Tobin zurück. Dieser brachte 1972 eine Steuer auf alle grenzüberschreitenden Devisenspekulationen ins Spiel. Die Idee dieser Tobin-Tax war auch einer der zentralen Gedanken bei der Gründung des Netzwerks Attac - die französische Abkürzung für „Vereinigung zur Besteuerung von Finanztransaktionen im Interesse der Bürger“.

Seit mehreren Jahren verhandeln elf EU-Länder darüber - darunter auch Belgien. Anfang Dezember soll es einen ersten Kompromissvorschlag geben. Dann muss auch Finanzminister Johan Van Overtveldt (N-VA) Farbe bekennen. Er gilt auch als Gegner der Abgabe. „Die Steuer hat mehr Nach- als Vorteile“, schreibt Sander Loones. Sie belaste den Finanzsektor und würde bei einer Einführung Tausende Arbeitsplätze gefährden. Regierungspartner Open VLD wäre dafür, aber nur, wenn sie **zumindest in den drei Benelux-Ländern** eingeführt werde. „Ohne die EU-Mitgliedsstaaten oder ohne unsere Nachbarländer würde die Steuer für Belgien einen wirtschaftlichen Masochismus bedeuten“, so Open-VLD-Vizepremierminister Alexander De Croo. Weil die Niederlande und Luxemburg nicht mitmachen möchten, dürften die Liberalen Nein sagen.

Die Opposition übte heftige Kritik. Die N-VA begrabe mit der Finanztransaktionssteuer auch die internationale Steuergerechtigkeit, meinte der Fraktionsvorsitzende der Grünen in der Kammer, Kristof Calvo. Die Nationalisten wollten offenbar auch in Europa Unheil anrichten, nachdem sie bereits auf nationaler Ebene die Steuergerechtigkeit „sabotiert“ hätten. Notfalls müsse Premier Charles Michel (MR) die Angelegenheit persönlich betreuen, erklärten dagegen die flämischen Sozialisten. „Um den Großbanken und den Freunden der Febelfin (Bankenverband, A.d.R.) eine Freude zu machen, sabotiert diese Partei tatsächlich ein internationales Projekt für mehr Steuergerechtigkeit“, kritisierte der SPA-Kammerabgeordnete Dirk Van der Maelen. Er wies auf das Koalitionsabkommen hin. Darin sei klar festgehalten, dass der Staat „konstruktiv mitarbeiten (werde) an der Finanztransaktionssteuer“. Regierungschef Charles Michel habe diese Steuer vor zwei Monaten bei einer Rede vor den Vereinten Nationen noch „eine Frage von elementarer Gerechtigkeit“ genannt. (sc)



## Afgang dreigt voor Michel

Het Nieuwsblad <sup>+</sup>,  
Wo. 30 Nov. 2016, Pagina 8

*De Europese taks die premier Charles Michel (MR) voor het oog van de hele wereld "een kwestie van elementaire rechtvaardigheid" noemde, wordt zo goed als zeker gekelderd door zijn eigen regering. Een stevige blamage voor de premier, die een kleine week heeft om zijn Vlaamse coalitiepartners nog te overtuigen.*

"Dit is een kwestie van elementaire rechtvaardigheid. We moeten er dus in slagen om de technische en politieke hindernissen weg te werken." Aan het woord op het spreekgestoelte van de Verenigde Naties: onze eigenste premier Charles Michel (MR). Eind september hield de premier er nog een vurig pleidooi voor de invoering van de zogenaamde Tobintaks, een Europese taks op grote financiële transacties.

Twee maanden later worden die plannen door zijn eigen regering gekelderd. "De tijd lijkt rijp om na een lange lijdensweg de stekker uit de taks te trekken en het nieuwe belastingidee te begraven", laat N-VA nu klaar en duidelijk verstaan. CD&V-vicepremier Kris Peeters uitte vorige week al zijn twijfels en ook Open VLD-vicepremier Alexander De Croo benadrukt dat de Tobintaks niet kan doorgaan. De Vlaamse regeringspartijen sturen Michel op die manier met het schaamrood op de wangen Europa in.

Pijnlijk, want voor Belgische premiers is de toespraak op de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties een absoluut politiek hoogtepunt. Het is dé kans om voor de ogen van 193 landen en politieke leiders een statement te maken. Ex-premier Elio Di Rupo (PS) riep er in 2012 nog op voor meer respect voor de rechten van holibi's en transgenders.

Dubbel pijnlijk

Premier Michel benadrukte er in zijn speech het belang van "transparante en rechtvaardige internationale regels die ten dienste staan van menselijke ontwikkeling", waaronder dus ook de Europese Tobintaks.

Maar voorlopig vlot het niet meteen met de Europese onderhandelingen over de taks. Van de 28 lidstaten zitten er intussen nog maar tien aan de onderhandelingstafel. De afspraak is dat de taks er maar komt als negen landen ze gelijktijdig invoeren. Met andere woorden: als België afhaakt, komt de hele regeling op de helling te staan. Voor Michel wordt het dus dubbel pijnlijk als ons land de handdoek in de ring gooit. En daar stuurt vooral N-VA nu sterk op aan.

Uiterlijk tegen volgende week maandag moet de Belgische regering haar standpunt bepalen over de taks. De premier heeft dus nog wat tijd om zijn Vlaamse coalitiepartners te overtuigen, maar veel illusies moet hij zich niet maken.

Duizenden jobs bedreigd

Volgens N-VA-ondervoorzitter Sander Loones zou de taks "de doodsteek betekenen voor de financiële sector in België" en mag ons land dan "duizenden jobs uitwuiwen". Open VLD-vicepremier Alexander De Croo heeft het zelfs over



“economisch masochisme” als ons land nu als enige *Benelux*-land doorgaat met de taks. De premier laat voorlopig alleen weten dat hij “erover gaat praten met zijn collega's”.

Simon Andries ■

## Referendum Italië zet EU op scherp

De Telegraaf,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 17

Op 4 december is er een referendum in Italië. De Italiaanse premier Renzi heeft aangekondigd dat hij zal aftreden als de uitslag negatief is. Alle signalen wijzen daar op.

Als premier Renzi aftreedt, heeft dit grote gevolgen voor het EU-lidmaatschap van Italië. Die zullen dan mogelijk ook uit de EU stappen, net als Groot-Brittannië. Ook in Nederland wordt de roep op uittreden steeds luider. Het verkwanselen van onze rijkdom aan arrogante overheden van andere landen is daarvan de reden. Door al het gerommel in de EEG en het regulerend omzetten naar EU onder hoofdzakelijk linkse politiek, werd de mooie opzet van de EEG, naar het perfect functionerende *Benelux*-model, volledig om zeep geholpen. Bijna alle huidige EU-landen zijn failliet. Omdat de individuele regeringen, naar links gebruik, altijd te veel geld hebben uitgegeven. Tot 1973 was Nederland volkomen schuldvrij. Joop den Uyl heeft dat veranderd. Daarom hebben wij inmiddels zo'n groot overheidstekort. Italianen, succes met jullie referendum. Ik zie jullie wel in een nieuw op te zetten economische gemeenschap. Maar dan deze keer wel volgens *Benelux*-model. Dus behoud van eigen identiteit. Jan Holland

## La Belgique et les Pays-Bas partagent six ambassades

Le Soir\*,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 9

*Amsterdam De notre envoyée spéciale Une visite d'Etat, comme celle qu'effectuent de lundi à mercredi Philippe et Mathilde aux Pays-Bas, est traditionnellement l'occasion de montrer ou renforcer les (bonnes) relations entre deux pays. A Amsterdam, lundi, c'est par une maquette que le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, et ...*

Amsterdam

De notre envoyée spéciale

Une visite d'Etat, comme celle qu'effectuent de lundi à mercredi Philippe et Mathilde aux Pays-Bas, est traditionnellement l'occasion de montrer ou renforcer les (bonnes) relations entre deux pays. A Amsterdam, lundi, c'est par une maquette que le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, et sa collègue néerlandaise à la Coopération, Lilianne Ploumen, ont démontré l'intensité des relations diplomatiques entre la Belgique et les Pays-Bas. Ils ont dévoilé la maquette de la future ambassade belge à Kinshasa. Le bâtiment est belge, mais il abritera aussi l'ambassade néerlandaise.

Voilà qui est assez original. Et même plutôt inédit si on replace cela dans un contexte plus large : ce sont bientôt six ambassades que nos pays partageront d'une façon ou d'une autre : depuis une semaine, à Yaoundé au Cameroun, dans une seule ambassade, le numéro un est belge et le numéro deux est néerlandais. A Tirana, en Albanie, c'est l'inverse : l'ambassadeur est hollandais et le numéro deux est belge. A Buenos Aires, en Argentine, nos deux pays partagent les mêmes locaux. A Caracas, au Venezuela, les Belges se sont installés à l'ambassade néerlandaise. Et à Kinshasa, donc, c'est l'inverse. Enfin à Astana, au Kazakhstan, nos deux pays louent des locaux dans le même bâtiment. Voilà qui n'est pas qu'une question immobilière. « Cela permet des économies d'échelle en termes de sécurité, d'accueil, de fonctionnement, explique Didier Reynders. Mais cela constitue aussi un gain en efficacité, car nous pouvons aller à des tas de choses en se répartissant les tâches. Mais chacun gère sa relation commerciale. »

La relation diplomatique ne s'arrête pas là. Des visites conjointes de ministres *Benelux* sont organisées : il y en a déjà eu deux en Ukraine, une en Géorgie et une en Moldavie. Et l'an prochain, il y en aura une à Bagdad. Les trois Premiers ministres iront, eux, ensemble en Tunisie dans quelques jours.

MARTINE DUBUISSON

MARTINE DUBUISSON ■



## Du bon sens dans des inepties juridiques

L'Avenir/Local: Luxembourg,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 13

*Les ambulances grand-ducales ne pouvaient pas circuler en Belgique. Le problème est aujourd'hui réglé.*

Christian VAN HERCK

C'est en grande pompe que le ministre de l'Intérieur du grand-duché du Luxembourg, Dan Kirsch, a signé lundi, une décision des ministres du *Benelux*, autorisant le transport frontalier urgent des ambulances entre le Grand-Duché et la Belgique. L'ambassadeur de Belgique à Luxembourg, Thomas Antoine, s'est réjoui de cette signature: «À l'heure où les citoyens s'interrogent sur l'utilité des institutions comme l'Europe ou le *Benelux*, l'accord signé aujourd'hui, lui apporte l'illustration de ce qu'il faut faire au quotidien.»

Dans la réalité, cet accord ne changera cependant strictement rien, car tous les concernés outrepassent depuis des années, malgré les problèmes d'assurance qui auraient pu se poser, les inepties de lois non seulement obsolètes, mais aussi tellement différentes d'un état à l'autre. Une ambulance grand-ducale est mieux équipée qu'une ambulance belge. Son poids dépasse souvent les quatre tonnes. Or en Belgique, la législation prévoit que pour conduire une ambulance, un permis B est suffisant. Ce permis B permet de conduire des ambulances pesant moins de trois tonnes, ce qui est le cas de toutes les ambulances belges. Cela signifie que le conducteur d'une ambulance grand-ducale ne peut pas circuler sur le territoire belge, même pour une situation urgente ou pour le transport d'un organe à greffer, sauf, s'il est titulaire d'un permis poids lourd.» Au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un *Benelux* qui existe depuis 1944, dans une Europe dont beaucoup se plaignent pour sa propension à pondre des multitudes de règlements contraignants et pesants, la vie d'un patient peut être dépendante d'une ineptie juridique. Dans le cas des ambulances entre la Belgique et le Luxembourg, ouf, ce n'est plus le cas depuis ce lundi.

Un autre exemple de cette situation ubuesque qui n'existe plus depuis la signature de l'accord, concerne le déplacement d'ambulances qui peuvent gagner du temps en passant par la Belgique: transporter un patient du petit village de Perlé prend vingt minutes de plus en passant par les routes sinueuses du Grand-Duché, qu'en passant par Arlon.

Attention, le problème subsiste ailleurs

Le ministre de l'Intérieur grand-ducal s'est lui aussi réjoui de cette formidable «avancée». «Nous allons maintenant travailler, se lance, optimiste, Dan Kirsch, pour que cette décision entre la Belgique et le Grand-Duché soit précurseur pour que nous puissions arriver à la même solution avec nos voisins allemands et français.»

Ces nouvelles dispositions ont été signées dans le cadre de l'Union *Benelux*. «Cette coopération entre trois des pays fondateurs de l'Europe, explique Alain De Muyser, son secrétaire général adjoint, c'est une espèce de mini-Europe, mais une Europe de meilleur niveau.»



## Bonus médical outre-frontière

Le Soir/Wallonie,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 29

Sous la présidence luxembourgeoise de l'Union *Benelux*, le ministre de l'Intérieur luxembourgeois, Dan Kersch, a signé ce lundi une convention qui facilitera le transport transfrontalier urgent en ambulance SAMU/SMUR ainsi que le transport d'organes entre la Belgique et le Luxembourg. Les interventions médicales urgentes pourront ainsi être réalisées plus rapidement de même que les conditions de transport d'organes qui seront optimisées. Ce règlement offre également une sécurité juridique au personnel d'intervention des ambulances et du SAMU/SMUR.

Cette convention élargit la décision *Benelux* de 2012 qui réglait déjà le transport médical d'urgence. Cette nouvelle décision lève aussi des obstacles liés au permis exigé pour la conduite d'une ambulance au-delà de la frontière pour des cas qui ne sont pas couverts par la décision *Benelux* 2012. Le permis B sera dorénavant suffisant pour qu'une ambulance luxembourgeoise puisse circuler librement en Belgique.

### Ambulances transfrontalières

Cette décision permettra également aux véhicules autorisés de transporter des organes, des équipes de préleveurs d'organes ou encore des candidats receveurs d'organe de traverser la frontière belgo-luxembourgeoise tout en continuant à utiliser leurs signaux optiques et sonores qui leur confèrent la priorité.

L'administration du ministre grand-ducal rappelle qu' « il est vital pour les Belges et les Luxembourgeois habitant en région frontalière de pouvoir compter en permanence sur un transport médical d'urgence rapide et efficace, tant pour le transport urgent en ambulance que pour le transport d'organes qui doit se dérouler dans des conditions de sécurité et de qualité très strictes. En effet, cette décision *Benelux* permet de raccourcir les délais d'intervention pour la transplantation et d'optimiser les conditions de transports bénéfiques pour le patient en attente d'une greffe d'organe urgente mettant en jeu son pronostic vital. »

Cette évolution s'inscrit dans le cadre de l'une des priorités fixées par la présidence luxembourgeoise de l'Union *Benelux* : accroître la sécurité des personnes et supprimer les obstacles existants et faciliter les soins de santé transfrontaliers au bénéfice de tous les citoyens.

JEAN-LUC BODEUX

JEAN-LUC BODEUX ■

## Im Notfall müssen Grenzen überschritten werden

Tageblatt,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 43

*Innenminister Dan Kersch unterzeichnete gestern in Anwesenheit des belgischen Botschafters einen Beschluss, der den grenzüberschreitenden Notfallhilfsdienst auf luxemburgischem und belgischem Territorium sowie den Organtransport zwischen beiden Ländern vereinfacht.*

LUXEMBURG Gestern hat Innenminister Dan Kersch einen *Benelux*-Beschluss zum **grenzüberschreitenden Transport in der Ambulanz**, im SAMU oder SMUR sowie im Bereich des Organtransports zwischen Belgien und Luxemburg unterschrieben.

Bereits am 12. Juli 2012 wurde ein erstes Reglement zwischen Luxemburg und Belgien verabschiedet, bei dem es um die Handhabung von medizinischen Notfällen geht. Bei der gestrigen Unterzeichnung wurde der gesetzliche und praktische Rahmen dieser Zusammenarbeit beider *Benelux*-Länder vervollständigt.

In Zukunft ist es also möglich, dass luxemburgische Krankenwagen oder der SAMU in Notfällen auch mit Warnlicht und Sirene durch Belgien fahren dürfen, um Zeit zu sparen. Das Gleiche gilt für den belgischen SMUR („Service mobile d'urgence“). Außerdem können in der luxemburgischen zentralen Notfalldienststelle bzw. der belgischen ggf. belgische oder luxemburgische Notfallhilfsdienste angefordert und zu einem Ort geschickt werden. In manchen Fällen ist dies von Vorteil, weil verschiedene grenznahe Orte besser von Belgien oder von Luxemburg aus zu erreichen sind.

Bislang gab es noch Probleme in solchen Fällen. In Belgien ist für das Fahren der Krankenwagen ein C-Führerschein („permis poids-lourds“) notwendig. In Luxemburg reicht ein „normaler“ B-Führerschein. Die Rettungswagenfahrer in Luxemburg besitzen nicht immer den in Belgien erforderlichen Führerschein der Klasse C. Folglich durften sie dort nicht fahren. Dank dem Beschluss ändert sich das demnächst.

Ein anderer wichtiger Punkt ist die Zusammenarbeit in der Transplantationsstiftung „Eurotransplant“. Damit die benötigten Organe schnell den Patienten erreichen, dürfen Organtransporte die luxemburgisch-belgische Grenze überqueren und mit Warnlicht und Sirene weiterfahren. So wird gesichert, dass die lebensnotwendigen Transplantationen so schnell wie möglich durchgeführt werden können.

Dr. Claude Braun, Präsident von „Luxembourg Transplant“, erklärt, dass das Volumen der Organtransporte nicht besonders hoch sei. „Angesichts des großen Mangels zählt aber jedes Organ“, betonte Braun.

Die Vereinbarung wird voraussichtlich am 14. Dezember im „Bulletin de l'Union *Benelux*“ publiziert und tritt dann automatisch in Kraft.

Pascal Federspiel ■



## Faciliter le transfert d'organes avec nos voisins grand-ducaux

La Meuse - Luxembourg,  
Di. 29 Nov. 2016, Pagina 12

*On le sait peu mais la Belgique et le Luxembourg sont des partenaires en termes de soins de santé. Notamment au niveau du **transfert d'organes**. Nos voisins ne disposent pas d'un centre de transplantation organisé. Ils viennent donc se « fournir » chez nous. Mais jusqu'ici la loi n'était pas claire à ce sujet. Un accord entre les deux pays vient d'être entériné.*

Faciliter le transport d'organes entre la Belgique et le Luxembourg et le transport transfrontalier en ambulance, c'est l'objet de l'accord signé ce lundi matin par le ministre de l'Intérieur luxembourgeois Dan Kersch, en présence de l'ambassadeur de Belgique au Grand-duché et du Secrétaire général adjoint de l'Union du *Benelux*. La coopération au sein du *Benelux* existe pourtant depuis 1944 mais, en matière de santé, des améliorations étaient attendues de longue date. En effet, lorsqu'une ambulance grand-ducale doit atteindre le nord-ouest du Luxembourg, il serait plus rapide de passer par la Belgique que d'arpenter toutes les rues luxembourgeoises. Mais jusqu'ici, c'était compliqué. Car les assurances ne couvraient pas les ambulances en cas d'accident sur le sol belge. Cet accord permet donc une plus grande mobilité et une meilleure prise en charge pour les patients grand-ducaux. « Le *Benelux* n'est pas une mini Europe mais bien une Europe de meilleur niveau », estime le secrétaire général adjoint de l'Union du *Benelux*, Alain de Muyser. Une phrase qui inspire le ministre de l'Intérieur luxembourgeois, qui estime que cet accord est « une source de sécurité juridique pour nos deux pays. On attend d'ailleurs des accords identiques avec la France et l'Allemagne ».

### Des lois différentes

Nos voisins grand-ducaux ne disposent plus de centre de transplantation, ils viennent donc se « fournir » en grande partie chez nous, essentiellement à Bruxelles et Liège. Mais nos deux pays ne fonctionnent pas exactement de la même manière au niveau juridique. « En cas de transplantation d'organe, chaque heure compte. On ne peut pas se permettre d'attendre six ou sept heures pour obtenir un accord légal entre les deux pays », estime le docteur Claude Braun, président du Lux-Transplant. Par chance, les différences légales entre la Belgique et le Luxembourg n'ont encore jamais eu d'incidences dramatiques lors du transport d'organes. Mais cela aurait pu arriver. Pour prévenir toute situation difficile, cet accord permet donc aux ambulances et aux services qui transportent des organes de traverser les deux pays sans que cela ne pose de souci au niveau de la législation. Que ce soit en termes de signalétique ou de permis de conduire (les systèmes sont différents dans les deux pays), l'accord met les deux pays sur un pied d'égalité par rapport au transport hospitalier.

« C'est comme une histoire de famille, il y a toujours des petits détails à régler mais jamais je n'avais vu, de toute ma carrière, une relation aussi fraternelle entre nos deux pays », se réjouit l'ambassadeur de Belgique au Luxembourg, présent pour l'occasion.

Cette signature n'est donc qu'un premier pas vers d'autres accords qui pourraient encore améliorer les relations entre la Belgique et le Luxembourg mais surtout améliorer la prise en charge des malades dans la zone transfrontalière qui nous occupe. Surtout lorsque l'on met en exergue les 10.000 navetteurs belges qui passent la frontière grand-ducale quotidiennement.

Fanny Jacques

Fanny Jacques ■



## Timmermans en Thyssen geëerd met Europaprijzen

Algemeen Dagblad \*,  
Ma. 28 Nov. 2016, Pagina 35

Er zijn nog genoeg mensen die Europa zien zitten, zo bleek bij de jaarlijkse academische zitting van het *Benelux*-Universitair Centrum in 's-Hertogenbosch. Daar werden de *BeNeLux*-Europaprijzen uitgereikt aan EU-vicevoorzitter Frans Timmermans en EU-commissaris Marianne Thyssen. „Wat u doet is wat wij in een kleiner wordende wereld nodig hebben: de *Benelux-samenwerkingsgedachte*“, aldus voorzitter prof.dr. Anton van der Geld, die met prins Charles-Louis de Merode van het universitair centrum de oorkonden overhandigde. De prestigieuze prijs, sinds 1999 uitgereikt, ging eerder naar EU-president Herman Van Rompuy, de voormalige premiers Verhofstadt, Juncker en Balkenende, de toenmalig EU-commissarissen Viviane Reding en Neelie Kroes en naar Bernard Wientjens, voorzitter van werkgeversorganisatie VNO-NCW.

## Les marines néerlandaise et belge achètent groupé

L'Echo,  
Vr. 25 Nov. 2016, Pagina 8

Les ministres belge et néerlandais de la Défense, Steven Vandeput et Jeanine Hennis-Plasschaert, vont signer le 30 novembre une lettre d'intention (LoI) en vue de l'acquisition en commun de quatre nouvelles frégates et de douze navires de lutte contre les mines, deux contrats d'un montant total de quatre milliards d'euros, a annoncé le cabinet de la Défense.

Ces nouveaux bâtiments remplaceront les actuelles frégates polyvalentes (les deux M-fregatten de la marine belge rachetées d'occasion aux Pays-Bas et les deux navires identiques encore en service dans la marine néerlandaise) et les chasseurs de mines tripartites (CMT, développés par le passé en commun par les deux pays et la France). Chaque pays fera l'acquisition de deux frégates (un milliard d'euros) et de six navires de lutte contre les mines (un milliard également). Les futures frégates pourront être dotées de capacités contre les missiles balistiques.

Les Pays-Bas, qui ont une expertise reconnue en la matière, seront chargés du développement et de l'acquisition des frégates, tandis que la Belgique prendra en charge l'achat des chasseurs de mines. L'objectif est de signer en 2018 un protocole d'entente ainsi que les contrats correspondants pour l'acquisition.

Les deux Défenses coopèrent déjà dans le domaine naval. La Belgique et les Pays-Bas ont intégré leurs flottes au sein de l'Amiral *Benelux*, un état-major binational installé à Den Helder (Pays-Bas) et qui chapeaute les opérations des deux marines. C'est par ailleurs la Belgique qui entretient les chasseurs de mines néerlandais.

O.G., avec Belga

OLIVIER GOSSET ■

## Ensemble, Belgique et Pays-Bas vont acheter 4 frégates et 12 navires

Le Soir\*,  
Vr. 25 Nov. 2016, Pagina 12

Les ministres belge et néerlandais de la Défense, Steven Vandeput et Jeanine Hennis-Plasschaert, signeront le 30 novembre une « lettre d'intention » (Loi) en vue de l'acquisition en commun de quatre nouvelles frégates et de douze navires de lutte contre les mines, deux contrats d'un montant total de quelque quatre milliards d'euros, a annoncé jeudi le cabinet de M. Vandeput. Ces nouveaux bâtiments doivent remplacer les actuelles frégates polyvalentes (les deux M-fregatten de la Marine belge rachetés d'occasion aux Pays-Bas et les deux navires identiques encore en service dans la marine néerlandaise) et les chasseurs de mines tripartites (CMT, jadis développés en commun par les deux pays et la France).

La signature de la lettre d'intention par les deux ministres est prévue mercredi prochain en fin d'après-midi à l'Institut royal supérieur de Défense (IRSD) à Bruxelles après une conférence sur le thème « La coopération *Benelux* en matière de défense : un catalyseur pour l'intégration de la défense européenne ».

En vertu de cet accord, la Belgique et les Pays-Bas feront chacun l'acquisition de deux nouvelles frégates et de six nouveaux navires de lutte contre les mines, a précisé le cabinet de M. Vandeput (N-VA) dans un communiqué. La Défense néerlandaise prendra en charge le dossier du remplacement des frégates, son homologue belge se chargeant quant à elle des navires de lutte contre les mines.

L'objectif est de signer en 2018 un protocole d'entente ainsi que les contrats correspondants pour l'acquisition.

Le coût d'achat des navires est estimé à un milliard d'euros pour les deux frégates et à un montant similaire pour les six navires de lutte contre les mines, à financer par la loi de programmation militaire approuvée fin octobre par le gouvernement. (b)



## Grote benoemingsronde op komst

De Tijd,  
Wo. 16 Nov. 2016, Pagina 1

*Premier zoekt spoorbaas, Europees rechter, **Benelux-topman** en directeurs Nationale Bank*

Premier Charles Michel (MR) voert gesprekken met zijn vicepremiers om een doorbraak te zoeken in de aanwijzing van een nieuwe spoorbaas. Dat is niet de enige benoeming waar de regering-Michel voor staat. Ze moet ook nog knopen doorhakken in een reeks lucratieve posten die openstaan of binnenkort vacant worden, vernam De Tijd.

Er moet dringend een rechter worden benoemd bij het Gerecht van de Europese Unie. De Franstalige rechter Paul Nihoul werd al in maart aangewezen, maar een Nederlandstalige laat op zich wachten. Geert De Baere, professor aan de KU Leuven, wordt genoemd.

Ook bij de Nationale Bank zijn er vacatures. Daar loopt begin volgend jaar het mandaat af van vier directeurs: Pierre Wunsch (MR), Marcia De Wachter (CD&V), Mathias Dewatripont (PS) en Jean Hilgers (cdH). De vraag is of de oppositiepartijen cdH en PS hun mannetje kunnen behouden op die lucratieve posten van ruim 300.000 euro bruto per jaar. Bovendien zou de N-VA aanspraak kunnen maken op een tweede post bij de Nationale bank, waardoor CD&V een zitje zou verliezen.

Voorts aast Open VLD op een goedbetaalde topfunctie bij de *Benelux*. Daarvoor denken de liberalen aan Luc Willems, een voormalig parlementslid.

De belangrijkste benoeming is die van spoorbaas. Jo Cornu heeft maanden geleden al te kennen gegeven dat hij met pensioen wil. Een headhunterskantoor heeft al een shortlist opgesteld met vier kandidaten: Sophie Dutordoir (ex-Electrabel), Jean-Paul Van Avermaet (beveiligingsbedrijf G4S), Pieter Van den Nieuwenhuizen (CEO afhandelaar Swissport) en Bernard Delvaux (CEO luchtvaartbedrijf Sonaca).

Voor CD&V en de MR is Dutordoir de geknipte kandidaat, maar de N-VA staat op de rem. De partij wil de raad van bestuur reshuffelen omdat ze er nu geen vertegenwoordigers heeft. Dat maakt het voor Michel moeilijk om de puzzel te leggen. Temeer omdat sommige partijen er andere benoemingen aan koppelen, bij Belfius, de Nationale Bank of andere.

PIETER BLOMME EN MARTIN BUXANT ■

## De grens? Die zit vooral heel erg in de weg

De Stem/Bergen op Zoom,  
Do. 03 Nov. 2016, Pagina 42

Brabant en Limburg missen een economische groei van ongeveer drie procent, enkel en alleen omdat de Nederlandse wetgeving niet aansluit op die in Duitsland en België. Er zijn zelfs investeerders die liever naar Azië vertrekken, omdat ze vinden dat grensoverschrijdende regelgeving in Europa inefficiënt is geregeld.

Dat zei commissaris van de Koning Wim van de Donk gisteren tijdens een bezoek van Provinciale Staten van Brabant en Limburg aan de Eerste Kamer in Den Haag. Daar werd onder meer gepraat over 'grenseffecten'. Daar zijn er nogal wat van. "Die grens zit ons verschrikkelijk in de weg", zei Van de Donk.

PvdA-Eerste Kamerlid Ruud Vreeman, oud-burgemeester van Tilburg, heeft zich altijd al verbaasd over het zo goed als afwezig zijn van economisch verkeer tussen Brabant en Vlaanderen. "Aan de ene kant van de grens worstelt een stad om overeind te blijven, aan de andere kant bevindt zich een economisch ijzersterk regio. Toch is er nauwelijks interactie. Blijkbaar zijn die grenzen veel dominanter dan we denken", constateerde Vreeman.

Het Brabantse PvdA-Statelid Martijn de Kort weet wel hoe dat komt: "Er is bij de werknemer veel angst. Het wordt hem niet makkelijk gemaakt om in het buitenland te werken. En als je je werk kwijt raakt, dan krijg je van het UWV te horen dat je in de Randstad aan de slag kan. Terwijl er vijf kilometer naar het zuiden óók werk is."

Van de Donk herkent dat beeld: "Het is toch vreemd dat we bedrijven op allerlei manieren helpen om zich te vestigen, maar dat een werknemer met twee studerende kinderen en een hypotheek te horen krijgt: zoek het maar uit!"

Maar ja, wat moet er dan gebeuren? SP -Kamerlid Hans-Martin Don stelde voor dat er een beroep wordt gedaan op het *Benelux*-parlement. Daarin spreken volksvertegenwoordigers uit Nederland, België en Luxemburg over acute problemen, zoals de vrachtwagenoverlast in Brabantse grensdorpen als Chaam en Baarle-Nassau.

De voormalige burgemeester van Oosterhout, en nu lid van de Eerste Kamer voor de VVD Helmi Huijbregts, temperde het enthousiasme: "Het Beneluxparlement? Ik zou er niet te hard op rekenen..."

NICO SCHAPENDONK ■



## Accord franco-belge sur une approche commune du dumping social

Sud Presse \*,  
Vr. 14 Okt. 2016, Pagina 43

*La France et la Belgique vont coopérer pour lutter contre le dumping social après la signature hier d'un accord par la ministre française du Travail, Myriam El Khomri, et le secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, Philippe De Backer, a annoncé ce dernier.*

Après le *Benelux* et la Bulgarie, M. De Backer (Open Vld) engrange ainsi un 3<sup>e</sup> accord du genre. Le secrétaire d'État a précisé dans un communiqué qu'il se rendrait également prochainement en Pologne, au Portugal et en Roumanie pour y signer d'autres accords bilatéraux. Une première rencontre avec la Roumanie et la Pologne s'est déroulée jeudi «dans un esprit constructif», souligne le communiqué. «La Belgique et la France coopéreront dans la lutte contre le dumping social. Les services d'inspection sociale belges et français échangeront des données pour mieux détecter les fraudeurs et mener ensemble des contrôles sur le terrain. De plus, j'ai trouvé en la France un nouvel allié pour plaider conjointement au niveau européen, avec les Pays-Bas et le Luxembourg, en faveur d'une adaptation des règles européennes sur le détachement, afin de les simplifier et d'en faciliter le contrôle», a affirmé M. De Backer. «À l'initiative de notre pays et grâce au soutien du *Benelux* et de la France, le problème du dumping social reste une priorité politique.»

approche transfrontalière

Le dumping social ne s'arrête pas aux frontières ; il requiert une approche transfrontalière commune. Les entreprises nationales et étrangères doivent respecter les règles du jeu européennes. Nous devons lutter ensemble contre les fraudeurs qui font travailler des personnes à 4 euros de l'heure ou qui ne paient pas de cotisations sociales. C'est la seule manière de permettre une concurrence loyale pour nos entreprises et nos travailleurs», a-t-il conclu.



## Avant-garde Le Benelux à l'avant-garde du projet européen, ...

Le Jeudi,  
Do. 06 Okt. 2016, Pagina 18

*Avant-garde Le Benelux à l'avant-garde du projet européen, tel est le souhait exprimé par Charles Michel, Premier ministre belge, lors du sommet Benelux au château de Sennigen. Son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel, annonce que les trois pays reconnaîtront les diplômes de master et de bachelor. Plus besoin donc d'homologations. Politique/Société...*

Avant-garde

Le *Benelux* à l'avant-garde du projet européen, tel est le souhait exprimé par Charles Michel, Premier ministre belge, lors du sommet *Benelux* au château de Sennigen. Son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel, annonce que les trois pays reconnaîtront les diplômes de master et de bachelor. Plus besoin donc d'homologations.

Politique/Société

## Sommet Benelux à Schengen

Le Jeudi,  
Do. 06 Okt. 2016, Pagina 17

Ce 3 octobre, s'est tenu à Schengen un sommet des chefs de gouvernement du *Benelux* – Xavier Bettel pour le Luxembourg, Mark Rutte pour les Pays-Bas et Charles Michel pour la Belgique.

Alors qu'ils ont pu constater leur accord sur le fait que le *Benelux* représente une sorte d'avant-poste de l'Union européenne, ce fut l'occasion pour eux de faire l'inventaire des grands principes censés gouverner l'UE, comme la solidarité et la cohérence par rapport aux règles adoptées et aux décisions prises, l'attachement aux besoins concrets des peuples, le renforcement de l'Union et non son remplacement.

Les trois chefs de gouvernement ont tenté de montrer l'exemple en abordant une série de dossiers impliquant des mesures concrètes de coopération impactant directement la vie des citoyens: la création d'un marché intérieur digital, des échanges spécifiques visant le renforcement des stratégies de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la mise en place d'une plateforme d'information en ligne au service des travailleurs frontaliers et une coopération particulière destinée à lutter contre le dumping social avec un rendez-vous de suivi prévu pour 2017. Aussi prévue pour l'année prochaine, une visite officielle en Tunisie – une première du genre dans le cadre institutionnel du *Benelux*.

## Patients transfrontaliers

Le Jeudi,

Do. 06 Okt. 2016, Pagina 16

La présidence luxembourgeoise du Comité de ministres du *Benelux* a mis au rang des priorités l'amélioration des soins de santé transfrontaliers et de la circulation des patients. Elle s'est ainsi fendue d'un rapport qui montre qu'au moins 168.177 patients traversent chaque année la frontière pour recevoir des soins dans un autre pays du *Benelux*, en Allemagne ou en France, et ce, aussi bien pour les soins programmés que non programmés.

La plupart des 168.177 patients soignés à l'étranger se rendent en Belgique (92.765 patients). La moitié des personnes qui se rendent en Belgique sont des Néerlandais (55.714), suivis des Français (25.994) et des Luxembourgeois (7.530).

Le document signale en outre que les pays du *Benelux* devraient investir davantage dans les soins de santé transfrontaliers. La ministre de la Santé qui a remis ce rapport, ce 3 octobre, en marge de la réunion informelle des ministres de la Santé à Bratislava au commissaire européen en charge de la Santé, Vytenis Andriukaitis, souligne que «la suppression des barrières existantes permettrait d'optimiser l'accessibilité et la qualité de l'offre de soins et de stimuler la libre circulation des patients».

168.177

patients soignés à l'étranger



## Schengen

Letzebuenger Journal,  
Wo. 05 Okt. 2016, Pagina 1

Gerade erst feierte er seinen Geburtstag, schon ist er wieder am Meckern. Die Rede geht natürlich vom „ehemaligen luxemburgischen Politiker“ Alex Bodry, wie die Erzbistumszeitung den LSAP-Fraktionschef vorgestern böswillig titulierte, der gestern aber in selbigem Blatt schon wieder putzmunter erklären konnte, dass die Monarchie „ein Fremdkörper in der Demokratie“ sei. Alleine die Tatsache, dass der Staatschef über das Geburtsrecht bestimmt werde, sei „eigentlich konträr zum demokratischen Grundgedanken der Wahl“, ereifert sich Bodry, der Großherzogs natürlich trotzdem ganz doll lieb hat, so wie überhaupt alle Luxemburger - mit Ausnahme der Komunisten von „déi Lénk“ und der Jungsozialisten.

Dass Großherzogs beliebt sind, wird auch daran ersichtlich, dass Staatspremier Bettel sie vorgestern zum Mittagessen nach Schengen einlud, wo gerade ein *Benelux*-Gipfel stattfand. Glaubt man dem „Wort“, dann müssen sich die drei Regierungschefs dabei wunderprächtigt amüsiert haben, ansonsten der Artikel ja wohl kaum mit „Drei Premierminister im Weinkeller“ überschrieben wäre. Das „Tageblatt“ ist da natürlich um einiges seriöser, lautete der Titel hier doch lapidar „Bettels neue beste Freunde“...

## 'Fiscus moet deur openen'

De Telegraaf,  
Wo. 05 Okt. 2016, Pagina 22

Fiscale 'Robin Hood' van België hekelt Nederlandse cultuur van gesloten deuren

door Ariane Kleijwegt

Antwerpen - De bekendste belastinginspecteur van België heeft een boodschap voor Nederland: Stop met geheime belastingrechtspraak en het faciliteren van fiscale sluiproutes om winsten van multinationals uit Europa weg te sluisen.

In België kan een belastinginspecteur uitgroeien tot een ware volksheld. Karel Anthonissen (62) is directeur van de Bijzondere Belastinginspectie (BBI), vergelijkbaar met de Nederlandse Fiscale Opsporingsdienst (FIOD), en daarmee belast met ingewikkelde fraudezaken. Hij strijdt al jaren tegen zwartsparenders en trekt zich niets aan van de informele Belgische machtsstructuren. Het leverde hem veel vijanden op maar ook erkenning. De fiscale 'Robin Hood' - zoals de Belgische pers hem doopte - werd geschorst maar is inmiddels weer in functie en strijdvaardiger dan ooit. „Tegen mijn Nederlandse collega's zeg ik: Durf eens wat meer! Maar ze zijn volgzzaam en zwijgzzaam.”

Waarom spreekt u zich wel uit, en uw Nederlandse collega's niet?

„In België spreekt de belastinginspecteur zich sowieso al uit in de rechtszaal. Bij ons is het evident dat zittingen, ook bij fiscale geschillen, openbaar zijn, en niet zoals in Nederland achter gesloten deuren plaatsvinden. Omdat ik de grotere zaken behandel, wek je dan automatisch meer belangstelling. Dan komt het vanzelf dat je moet kiezen: blijf ik zwijgen en laat ik me publiekelijk afmaken door de tegenpartij of reageer ik ook buiten de rechtszaal?”

U werd een halfjaar geschorst vanwege een twitterbericht waarin u uw eigen baas, de hoogste ambtenaar op Financiën, én een voormalig minister van Financiën, beschuldigde van „onwil om zwart geld op te sporen”. Was dat het waard?

„Ik ben geen klokkenluider, ik doe mijn werk. Als dat vereist dat ik bepaalde dingen moet doen en zeggen, dan is dat maar zo. Twitter is een nieuw communicatiemiddel, waarmee ik de grenzen van mijn spreekrecht als ambtenaar heb afgetast. Maar ik ben daarbij altijd vrij zeker geweest dat ik in mijn recht sta. De schorsing heb ik dan ook als een verlengde vakantie beschouwd. Ze konden mij wel beschuldigen en vervolgen, maar ze moesten mij terugnemen.”

Wat wilde u aanklaarten?

„Ik wilde de nieuwe minister van Financiën (Johan Van Overtveldt, red.) kleur laten bekennen. Conformeerde hij zich aan wat we in België de 'kabinettenlobby' noemen of niet? Ik heb het over wat in het Engels de 'deep state' heet, het hoogste niet-politieke niveau waar veel macht zit. De politieke top heeft misschien nog wel goede bedoelingen, maar daaronder zit een netwerk van mensen die elkaar goed kennen en bereid zijn zaakjes te regelen tegen wet in.”

Gaat dat in Nederland ook zo, denkt u?

„Je hoort het overal. Maar ik denk dat het in België erger is. Ik hoor vaak: ach de wet. Wie trekt zich daar iets van aan. Zolang de pers er maar niet achter komt.” Zou het goed zijn als ook onze belastinginspecteurs hier bekender worden, te beginnen met openbare fiscale rechtspraak?

„Ja, natuurlijk. Er is ook bij jullie fiscus een grote behoefte om weerwoord te kunnen bieden aan de tegenwind die ze ondervindt van multinationals of bepaalde politici. Ik spreek wel eens collega's uit Nederland die daarover klagen en dan zeg ik: u heeft ook rechtsbescherming, durf eens wat meer. Men antwoordde mij daarop: 'Ze pissen uiteindelijk toch op je kop.' De meeste ambtenaren zijn volgzaam en zwijgzaam.” Wat vindt u van de rol van Nederland als fiscale draai- schijf voor multinationals?

„De drie *Benelux*-landen hebben jarenlang een soort niche gecreëerd om buitenlandse multinationals te lokken. We hadden ieder ons eigen specialisme: Luxemburg had het strikte bankgeheim, wij hadden de notionele interestaftrek (aftrek van denkbeeldige rentekosten, red.) en in Nederland betaal je geen belasting over rente en royalties. Dat vonden we in de jaren '90 heel normaal omdat kapitaal massaal verdween naar het buitenland. En weg is weg, dachten we toen. We zagen geen andere mogelijkheid dan het met gunstige regelingen terug te lokken. Maar inmiddels is er door digitalisering zo veel veranderd. Niets blijft geheim. Kijk naar al die 'leaks'. Nu zit een internationaal aanhoudingsbevel in de smartphone van iedere lokale politieagent, waar ook ter wereld.”

Dan zijn al die fiscale lokkertjes uit de jaren '90 dus ook niet meer van deze tijd?

„Het bankgeheim van Luxemburg is al gevallen, met dank aan Luxleaks. Onze interestaftrek ligt onder vuur en stelt, al was het maar vanwege de lage rente, al vrijwel niets meer voor. Het wordt dus tijd dat ook de vrijstelling op rente en royalties in Nederland overboord gaat. Jullie zetten de Europese achterdeur nu open voor de hele wereld, waardoor onbelaste winsten kunnen worden weggesluisd naar landen die geen normale belastingregimes kennen. Door de vrije Europese markt kunnen winsten die in heel Europa worden gemaakt naar Nederland stromen om vervolgens in de vorm van rente en royalties te verdwijnen naar de Cariben.”

Wij eten eigenlijk van twee walletjes?

„Ja.”

Hoe lang komen we daar nog mee weg?

„Vestager (eurocommissaris voor mededinging, red.) heeft tot nu toe nog alleen de binnenlandse ongelijkheid aangepakt en niet de internationale. Maar Europa gaat ook nog wel achter jullie open achterpoortjes aan, in het kader van het BEPS-actieplan van de OESO. Ik zie het nu overal heel snel gaan. En dat evolueert zich in zo'n hoog tempo dat ik het zelf nog amper kan volgen.”

'Durf eens wat meer!'

Ariane Kleijwegt ■



---

## Le Benelux veut miser sur le digital

L'Essentiel,  
Di. 04 Okt. 2016, Pagina 3

SCHENGEN Les Premiers ministres luxembourgeois, Xavier Bettel, néerlandais, Mark Rutte, et belge, Charles Michel, se sont rencontrés hier à l'occasion d'un sommet *Benelux* à Schengen. Les chefs de gouvernement ont notamment parlé de l'importance de l'économie numérique, «un puissant catalyseur d'innovations». Ils ont affiché leur volonté de créer «Digital *Benelux*» pour adopter une approche commune et promouvoir le secteur dans les autres pays.

## Gegenseitige Anerkennung der Diplome

Letzebuenger Journal,  
Di. 04 Okt. 2016, Pagina 10

Schengen Die drei Regierungschefs der *Benelux*-Staaten - Charles Michel (Belgien), Mark Rutte (Niederlande) und Xavier Bettel (Luxemburg) - trafen sich gestern im symbolträchtigen Dreiländereck Schengen zu einem sogenannten *Benelux*-Gipfel, um solcherart Einigkeit zu demonstrieren, und noch enger zusammenzurücken. Die *Benelux*-Zusammenarbeit sei älter als die Europäische Union, freute sich Mark Rutte.

Konkret beschlossen wurde dann auch die gegenseitige Anerkennung aller Master- und Bachelor-Diplome ab kommendem Jahr, was eine große Erleichterung für die Studenten bedeute und ein gelungenes Beispiel für den Bürokratieabbau sei, wie Staatsminister Bettel auf einer Pressekonferenz unterstrich. Die Arbeiten an dem entsprechenden Gesetzentwurf sollen dann auch fast abgeschlossen sein.

Maßnahmen wie die gegenseitige Anerkennung der Diplome würden aufzeigen, dass die *Benelux*-Staaten innerhalb der EU oftmals eine Vorreiterrolle übernehmen würden, so die drei Regierungschefs übereinstimmend, die in den kommenden Monaten auch mit gemeinsamen Wirtschaftsdelegationen nach Tunesien reisen wollen. Bei der Visite sollen auch die Themen Migration und Sicherheit erörtert werden.

Was nun das gescheiterte Referendum in Ungarn zu den EU-Flüchtlingsquoten anbelangt, so zeigte sich Bettel über den Ausgang erleichtert.

An dem gemeinsamen Mittagessen im Anschluss an den *Benelux*-Gipfel nahmen indes auch Großherzog Henri und Großherzogin Maria-Teresa teil. LJ

## premiers benelux naar tunesië

De Tijd,  
Di. 04 Okt. 2016, Pagina 11

De drie landen van de *Benelux* gaan veel nauwer samenwerken over Europese thema's. Zo reizen de drie liberale premiers van België, Nederland en Luxemburg nog voor het einde van dit jaar samen naar Tunesië. Charles Michel, Mark Rutte en Xavier Bettel willen er overleggen met de plaatselijke autoriteiten over de Europese tophema's veiligheid en migratie.

De **frontvorming van de *Benelux*** kadert in het overleg over de toekomst van Europa na de brexit. 'Ik denk dat de *Benelux* de Europese avant-garde kan worden. We spreken met één stem over onderwerpen als brexit, migratie en veiligheid,' zei Charles Michel in Schengen, de plek waar de verdragen gesloten werden voor het vrij verkeer van de EU-burgers. Die Schengen- akkoorden zijn later opgenomen in de EU-verdragen. De drie landen willen nu werk maken van een 'digitale *Benelux*', zeggen ze in een verklaring.

KRIS VAN HAVER ■



## Zes extra treinen in afwachting van Benelux-trein

Het Laatste Nieuws/Antwerpen Noord,  
Di. 04 Okt. 2016, Pagina 16

De lang aangekondigde *Benelux*-trein die station Noorderkempen met Nederland en Brussel zou verbinden, zal pas ten vroegste vanaf april 2017 rijden. In afwachting van de trein krijgen de pendelaars van Noorderkempen 6 extra treinen tijdens de piekuren tussen Noorderkempen en Antwerpen.

De extra treinen zullen in station Noorderkempen vertrekken in de ochtendspits om 6.30 uur, 7.26 uur en 8.30 uur. In Antwerpen-Centraal zullen ze in de avondspits vertrekken om 16.15 uur, 17.15 uur en om 18.15 uur. Ze zullen worden ingezet vanaf 12 december ingezet.

Toch blijft de frequente reiziger het jammer vinden dat de beloofde *Benelux*-trein langer op zich laat wachten. Blijkbaar zouden de locomotieven niet tijdig klaar zijn. "Dit is onbegrijpelijk. 3,5 jaar na het uit dienst nemen van de Fyra-treinen en na de aankondiging dat de Benelux-trein via de hogesnelheidslijn zou gaan rijden, slaagt men er nog steeds niet in om de treinen hiervoor tijdig klaar te krijgen", zegt volksvertegenwoordiger **Jef Van den Bergh** van Kalmthout. (DVGT)

## Un Benelux sans frontières pour diplômés

Le Quotidien,  
Di. 04 Okt. 2016, Pagina 4

*Le sommet annuel du Benelux s'est tenu hier à Schengen, au milieu du vignoble du Markusberg. Pays-Bas, Belgique et Luxembourg, qui se veulent un laboratoire européen à forte valeur ajoutée, ont décidé une reconnaissance automatique des diplômes et comptent montrer la voie dans le domaine de la digitalisation.*

Les pays du *Benelux* veulent rendre l'Europe « plus perceptible », selon l'expression du Premier ministre belge, Charles Michel. En cela, le *Benelux* souhaite montrer la voie tout en rappelant son attachement à l'Union européenne. « Le *Benelux*, c'est une valeur ajoutée au quotidien et il pourrait être à l'avant-garde du projet européen », déclare Charles Michel, dont l'enthousiasme, pourtant, a été durement éprouvé par l'annonce du vaste plan de restructuration de la banque ING et sa suppression de milliers d'emplois d'ici 2021 ( lire en page 8 ).

« Ce matin, je pense aux salariés d'ING et j'ai d'ailleurs une réunion avec les syndicats cet après-midi et je lance un appel à ING pour que la banque assume ses responsabilités », poursuit le Premier ministre belge dont le pays subira plus de 3 500 suppressions de postes et de nombreuses fermetures d'agences bancaires. De son côté, Xavier Bettel indique que le Luxembourg n'est pas concerné par cette restructuration, selon ses informations. Quant à Mark Rutte, Premier ministre néerlandais, il souligne que c'est une décision d'une banque privée qu'il « ne commente pas », mais parle d'un « jour cauchemardesque ».

« Cette annonce démontre que nous avons raison de nous battre de toutes nos forces pour créer des emplois », poursuit Charles Michel. Les trois Premiers ministres ont souligné l'importance d'augmenter le niveau d'investissement dans le but de stimuler la croissance économique et l'emploi, qui sont une priorité.

Une des raisons qui expliquent la restructuration d'ING se trouve dans la transformation numérique de l'économie. Hier justement, les trois chefs de gouvernement ont signé une déclaration dite « Digital *Benelux* » visant à intensifier les efforts qui peuvent être entrepris dans l'économie numérique pour renforcer le marché intérieur.

«De grande  
importance»

Puisqu'il faut rendre les choses plus perceptibles, les Premiers ministres du *Benelux* ont donc donné des exemples concrets. À commencer par une nouveauté relative à la reconnaissance des diplômes entre les trois pays. « Il n'y aura plus besoin de demander une homologation et de payer pour l'obtenir, cette reconnaissance se fera automatiquement pour tous les masters et tous les bachelors », précise Xavier Bettel. Cette mesure devrait prendre effet dans le courant de l'année 2017, alors que le gouvernement luxembourgeois travaille déjà sur le texte, selon le Premier ministre.

Le *Benelux* avait également fait du dumping social un cheval de bataille. Les

trois pays ont mis en place des contrôles communs des agences d'emploi temporaire opérant outre-frontières et comptent bien montrer l'exemple au sein de l'UE.

L'emploi frontalier est aussi une réalité pour les pays du *Benelux* qui se réjouissent d'avoir mis en place une plateforme commune d'informations à destination des frontaliers.

Alors que l'Union européenne se trouve en pleine crise existentielle, le *Benelux* veut montrer que ses sommets « ne sont pas des réunions de famille, mais des rencontres de grande importance », déclare Xavier Bettel. Il souligne que « le principe de solidarité » anime cette troïka qui se voit bien en laboratoire de solutions communes avec un mot d'ordre : les mêmes règles pour tous et une plus grande implication des Parlements nationaux.

Pour se reconstruire, l'UE devrait se concentrer sur les domaines où la coopération européenne apporte clairement une valeur ajoutée, et déployer ses ressources dans cet objectif.

Concernant le référendum en Hongrie, finalement invalidé parce qu'il n'a pas obtenu une participation de 50 %, les résultats ont néanmoins montré que les votants se sont prononcés à 98 % pour le non à l'accueil des réfugiés imposés selon la répartition décidée à Bruxelles. Les dirigeants du *Benelux* ont rappelé qu'ils tenaient au principe de solidarité comme à une valeur essentielle de l'Union européenne. Xavier Bettel s'est dit quant à lui hostile à tout référendum national qui appelle à se prononcer sur des accords internationaux, et plus particulièrement européens.

De notre journaliste & Geneviève Montaigu ■



## Zes extra spitstreinen in station Noorderkempen

Het Nieuwsblad/Regionaal: Kempen,  
Ma. 03 Okt. 2016, Pagina 2

*In afwachting van de Beneluxtrein worden er vanaf 12 december zes extra piekuurtreinen ingelegd voor de reizigers van station Noorderkempen.*

De Beneluxtrein zal niet vanaf december 2016, maar pas ten vroegste vanaf april 2017 over de hogesnelheidslijn 4 via station Noorderkempen rijden. Sommigen spreken zelfs al van eind 2017. De locomotieven zijn namelijk nog niet aangepast met het veiligheidssysteem ETCS.

“Dit is onbegrijpelijk. 3,5 jaar na het uit dienst nemen van de Fyra-treinen en na de aankondiging dat de Beneluxtrein via de hogesnelheidslijn zou gaan rijden, slaagt men er nog steeds niet in om de treinen hiervoor tijdig klaar te krijgen”, zegt CD&V-kamerlid **Jef Van den Bergh**.

Gelukkig is er ook goed nieuws voor de reizigers van het station Noorderkempen. Vanaf 12 december 2016 worden er drie extra treinen in de ochtendpiek en drie in de avondpiek ingelegd.

Na het slechte nieuws over de Beneluxtrein, had Jef Van den Bergh hier sterk op aangedrongen. De extra treinen zullen vertrekken in station Noorderkempen om 6.30 uur, 7.26 uur en 8.30 uur. In Antwerpen-Centraal zullen ze vertrekken om 16.15 uur, 17.15 uur en om 18.15 uur.

### Vlotte aansluiting in Centraal

“Toen bekend werd dat de deadline voor de Beneluxtrein in december 2016 niet gehaald zou worden, hebben wij meteen gepleit voor extra treinen tussen Brecht en Antwerpen, met vlotte aansluitingen in Antwerpen- Centraal. Wij zijn dan ook blij dat de NMBS op onze vraag ingaat en extra treinen inlegt. Wij blijven er wel op hameren dat de *Benelux*-trein, met halte in Brecht, zo snel mogelijk via de hogesnelheidslijn 4 gaat rijden.” (vw)

## De herontdekking van Europa

de Volkskrant,  
Wo. 28 Sep. 2016, Pagina 26

In Bratislava dobberden Europese regeringsleiders over de Donau in fin-de-siècle-stijl; het leven is goed, maar het einde nabij. Ook zonder Britten. Europese instellingen zijn waterhoofden op de automatische piloot. EU-lidstaten blokkeren elkaar met regionale coalities: Noord-Europa (met Nederland), Centraal-Europa, Mediterraan Europa. Duitsland, het middelpunt, oogst electorale storm na 'Wir schaffen das'. Die Welt vroeg zich af: is er een 'Neuanfang'? Ja, waarom niet? Alvast een schets met lessen van 60 jaar Europese integratie.

Belangrijkste les: de droom van de 'steeds hechtere Unie' bleek zelfbedrog. Pogingen een federaal Europa te forceren leiden tot zijn ontrafeling. Helaas, het 'Europese volk' ontbreekt. Daarom is een flexibeler constructie nodig: de Confederatie van Europese Staten. Europa telt immers vele volkeren met uiteenlopende identiteiten. Een confederatie verenigt nationale soevereiniteit op afgesproken beleidsterreinen. Lidstaten blijven de spelbepalers; niet de Europese instellingen die dat vaak denken. Dit betekent dat de huidige Europese Raad van regeringsleiders op hoofdtaken een 'Europese Regering' kan worden. Voorbeelden: interne markt, eurosysteem, internationale handel, milieu, terreurbestrijding en veiligheid. Kunst is de juiste balans te vinden tussen meer integratie op hoofdtaken en beleidsterreinen die terugkeren naar de lidstaten.

Consequentie is afslanking van andere Europese instellingen. De Europese Commissie verliest het monopolie op het initiatiefrecht. Dat is toch al uitgehold. Het aantal Europese commissarissen kan van 28 naar 12. De Commissie heeft het beste ambtenarenkorps ter wereld. Zij moet zich richten op beleidsvoorbereiding, uitvoering en naleving van rechtsregels. Dat laatste gebeurt amper. Voorzitter Juncker gaat met de wijwaterkwast over alle begrotingstekorten.

Het Europees Parlement kan van 751 naar 450 leden zodat het verplicht is zich te richten op parlementair werk: medewetgeving, uitvoering van wetgeving en begrotingscontrole. Nu is het een hobbyparlement waarin veel leden de hele wereld bereizen en beleren, terwijl voor controle van de EU-begroting amper animo is. Het is zelfs beter als Europese Parlementsleden een dubbelmandaat met hun nationale parlement uitoefenen. Dat dwingt tot zelfbeperking en vermindert vervreemding van kiezers.

De EU neigt echter tot de 'vlucht vooruit': het Europees Leger. Een Europees leger mondt uit in een bureaucratie met goed gebuikte vergadergeneraals in Brussel. Resultaat: een paradeleger uit Habsburgse tijden. Het paard staat bovendien achter de wagen. Begin altijd met gemeenschappelijke belangen, zoals een Europese defensie-industrie. Construeer dan een Europese 'Snelle Interventiemacht' in samenwerking met de NAVO. Zonder Amerikaanse logistieke steun kan Europa overigens geen kruisraket afschieten. Bouw vooral iets dat functioneert, vanuit een gemeenschappelijk belang.

Wie een Europa stoelt op 'solidariteit' bouwt het op drijfzand. Een Europees immigratie- en asielenbeleid kan niet zonder effectieve zuidgrens. Dat is voor

Nederland niet Wuustwezel, maar de Middellandse Zee. De demografische druk uit Afrika wordt enorm. In 2050 heeft Nigeria meer inwoners dan de Verenigde Staten. Zonder 'effectieve zuidgrens' verdwijnt Europa. Dat betekent: asiolverzoeken alleen behandelen in Afrika; Europese grensbewaking is geen veerdienst maar terugsleepdienst. Een opendeurpolitiek doet in Europa binnengrenzen herrijzen waarop ruzies tussen lidstaten Europese samenwerking vernietigen.

Groot zorgenkind is het eurosysteem. De euro leek ooit de economische viagrabil die Europa tot wereldleider zou maken, maar lijkt steeds meer op een pil van Drion voor een levensmoe continent. De EU is een schuldenunie; de eurozone een transferunie. Die trend is onhoudbaar. De Europese Centrale Bank (ECB) drukt maar geld bij. Slechts een enkele 'trigger' - een politieke of monetaire schok - en het eurosysteem kapseist. Het gaat dan als de Titanic loodrecht de kelder in. In aantocht zijn: een Italiaans referendum en Franse presidentsverkiezingen. Wat als?

Cruciaal is dat de 'Europese Regering' beter bindt dan nu de Europese Raad. Het blijft een onderhandelingsslag tussen hoofdsteden, maar noodgedwongen hechter vastgeschroefd op gemeenschappelijke belangen dan op 'solidariteit'.

Duitsland zette Nederland ongevraagd in de 'Noordelijke coalitie'. Er is ook de *Benelux*. Vlaanderen wordt steeds *eurokritischer*: dat biedt kansen op Belgische koerscorrecties. Manoeuvreren via de Noordelijke coalitie en de *Benelux* sluit elkaar niet uit. In eurokwesties is Nederland zelfs 'Duitser dan Duitsland'. Onderhandelen in Europa is een zaak van behendig simultaan schaken.

Niemand weet hoe Europa er in 2020 uitziet. Het is echter wat vroeg voor de fin-de-siècletijdgeest in een eeuw die pas is begonnen.

DERK JAN EPPINK ■



---

## Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du ...

Le Quotidien,  
Wo. 28 Sep. 2016, Pagina 3

Dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du *Benelux*, les Premiers ministres de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg vont se retrouver lundi symboliquement à Schengen. La digitalisation et l'immigration, notamment, figureront à l'ordre du jour des discussions entre Charles Michel, Mark Rutte et Xavier Bettel. Un déjeuner sera offert par le couple grand-ducal.

Un sommet  
du *Benelux* lundi

## Altijd op zoek naar bondgenoten

De Standaard <sup>€</sup>,  
Vr. 16 Sep. 2016, Pagina 16

België maakt formeel deel uit van één blok: de *Benelux*. 'Samen hebben we het gewicht van één groot land', luidt het. De drie delen de mening dat er niet getornd kan worden aan de rol van de Europese Commissie of andere principes. Maar het is niet denkbeeldig dat Nederland na de Brexit verder opschuift naar het noordelijke kamp.

'Wij hebben geleerd om van bij het begin op zoek te gaan naar bondgenoten', valt te horen. 'Want anders raken we geïsoleerd.' De *Benelux* organiseert geregeld ontmoetingen met de Visegrad-landen of met het noordelijke blok. Door de zwakke positie van de zuiderse landen zijn zij een minder geëerde gesprekspartner.

Vanuit België kijkt men met lede ogen naar de blokvorming. 'Sommige EU-lidstaten denken in termen van leiderschap: er zijn er die het kunnen, en er zijn er die denken dat ze het kunnen.' (bar)

## „Ein Statut für Rosinenpickerei existiert nicht“

Luxemburger Wort,  
Vr. 16 Sep. 2016, Pagina 4

INTERVIEW: MARC SCHLAMMES UND PIERRE LEYERS ; Premierminister Xavier Bettel erhofft sich vom Sondergipfel in Bratislava an diesem Freitag wichtige Impulse für eine Modernisierung, mehr Zusammenhalt und Handlungsfähigkeit der EU. „Wer sagt, in Europa ist alles bestens, trägt die falsche Brille“, erklärt der luxemburgische Regierungschef. Die vielen Vorteile, die Europa bringt, werden aber oft übersehen, die Defizite hingegen allzu sehr betont.

Herr Staatsminister, nehmen wir an, Sie wären Arzt. Wie würden Sie den Gesundheitszustand der Europäischen Union beschreiben?

Der Patient ist zu 90 Prozent gesund. Wir reden immer nur über das, was hakt. Wir übersehen all das, was gut funktioniert. Unsere Stärken werden überschattet von einigen Schwächen, das will ich nicht leugnen. Forschung, Transport, Schulen – all das funktioniert gut in der EU. Beim informellen Gipfel in Bratislava sollten wir auch über das reden, wo Verbesserungsbedarf besteht, zum Beispiel darüber, wie der EU-Binnenmarkt fit für das digitale Zeitalter gemacht werden kann, oder wie die Zahl der jugendlichen Arbeitslosen gesenkt werden kann.

Können Sie aber nachvollziehen, warum so viele EU-Bürger wenig mit Europa anfangen können? Warum wird Europa vielerorts so negativ gesehen?

Weil nur die Probleme gesehen werden, nicht die Lösungen. Oft werden Probleme dadurch verstärkt, dass einige Länder keine europäische Lösung akzeptieren können. Nehmen wir die Flüchtlingskrise – da kann es nur eine europäische Lösung geben. Der Schutz der Außengrenzen – das ist eine gemeinschaftliche Aufgabe. Warum beginnen die Briten das Austrittsverfahren gemäß Artikel 50 des EU-Vertrags nicht? Sie zögern, weil sie erst jetzt die Vorteile sehen, die

ihnen die EU bietet. Europa ist die Lösung, nicht das Problem.

Die EU ist eine Wertegemeinschaft. Wie kann die EU ihre Mitglieder dazu bringen, diese Werte zu garantieren? Was ist mit Ungarn, was ist mit Polen?

Dafür gibt es Verfahren, die die EU-Kommission im Falle der umstrittenen Reformen in Polen eingeleitet hat. Bei wiederholten Verstößen gegen diese Grundwerte können wir nicht passiv zuschauen. Nichts tun und nichts sagen, wäre grundfalsch.

Nicht alle Länder teilen diese Grundwerte in gleichem Maße, einige sehen in der EU eine bessere Freihandelszone. Was tun, wenn die 28 – bald die 27 – keine gemeinsame Lösung finden?

Mein Ziel ist, zu 27 Politik zu machen. Wenn das nicht funktioniert, sollen die Länder, die bereit sind, gemeinsam in die richtige Richtung zu gehen, das auch tun können. Ich bin nicht für ein „Europa à la carte“, sondern für ein Europa, das funktioniert.



In den letzten Wochen haben sich die sechs Gründerstaaten beraten. Die Visegrad-Staaten kamen zusammen, die südlichen „Club Med“-Länder hielten ihren Gipfel ab, Sie selbst bringen wieder die *Benelux*-Länder ins Spiel. Droht da die Zersplitterung?

Lösungen sollen zu 27 gesucht werden. Hier die alten, dort die neuen Mitgliedsländer, Baltische Länder, Nordische Länder, Visegrad-Staaten, und jetzt eine Allianz, die sich um den griechischen Premier Tsipras bildet – all das ist schlecht, wenn es sich institutionalisiert. Am Dialog an sich ist allerdings nichts auszusetzen. Ich habe im Vorfeld von Bratislava mit vielen Gesprächspartnern geredet, mit Herrn Hollande, Frau Merkel, dem rumänischen Präsidenten Johannis, und zahlreichen Regierungschefs. Es geht darum, ein Gefühl dafür zu erlangen, wie der Puls in den jeweiligen Mitgliedsländern schlägt.

Was ist, wenn eine Lösung zu 27 nicht möglich ist?

Wie gesagt, 90 Prozent funktioniert. Bei den zehn Prozent, die schwieriger sind, ist Luxemburg bereit, Kooperationen mit den Ländern einzugehen, die in dieselbe Richtung gehen.

An was denken Sie konkret?

Im Rahmen des *Benelux* arbeiten wir bei der Immigration und bei der Bekämpfung des sozialen Dumpings eng zusammen. Bei der digitalen Agenda wollen wir zu neun Ländern vorangehen, auch wenn wir sehen, dass andere trödeln. Wie gesagt, eine Lösung zu 27 ist immer vorzuziehen. Wenn aber nur ein paar Länder voranschreiten wollen, ist das am Ende im Interesse von allen.

Frankreich wählt 2017, Deutschland wählt 2017, Spanien wählt 2016 womöglich ein drittes Mal, in Italien

hat Premier Renzi ein wichtiges Verfassungsreferendum anstehen: Ist es in Anbetracht dieser elektoralen

Herausforderungen nicht vermessen, zukunftsweisendes Handeln zu erwarten?

(Lacht) Sie haben Holland vergessen, und bei Österreich wissen wir noch nicht genau, wann! Wahlen gehören zum demokratischen Prinzip. Wir können unsere Entscheidungen nicht nach den Wahlen in verschiedenen Ländern ausrichten. Wir müssen in Europa entscheidungsfähig sein, unabhängig vom Wahlkalender.

Wahlen werden von Wählern entschieden. Die europäischen Werte, die Sie verteidigen, geraten unter Druck durch populistische Parteien. Was wäre, wenn in Frankreich und in Deutschland ein Rechtsruck stattfindet? Das würde die Richtung der EU nachhaltig beeinflussen.

Diejenigen, die einfache Lösungen anbieten, haben derzeit Konjunktur. Demokratisch gesinnte Politiker haben es da schwer. Wir müssen komplizierte Antworten auf scheinbar einfache Fragen geben. Populisten hingegen haben simple Antworten für die kompliziertesten Zusammenhänge parat. Die Antwort mag falsch sein, oder vom legalen Standpunkt aus gesehen hirnrissig – es spielt keine Rolle, Hauptsache, es klingt gut. In England hat Nigel Farage gleich am Tag nach dem Brexit-Votum zugegeben, dass nicht all seine Versprechen der Wahrheit entsprachen. Seine Wähler hat das wenig gekümmert. Wir müssen die jüngsten Wahlergebnisse ernst nehmen. Sollte Bratislava nicht der Beginn überzeugender Lösungen sein, spielen wir denen in die Hände, die sagen, dass Europa nicht funktioniert.

Werden Sie in Bratislava mit Herrn Orban über die Forderung von Außenminister Asselborn reden, Ungarn aus der EU auszuschließen?

Gut möglich. Luxemburg hat gute Beziehungen zu Ungarn. Ich habe schon öfter mit Herrn Orban geredet, und werde es wahrscheinlich auch noch öfter tun.

Wie stehen Sie zu den Aussagen von Außenminister Asselborn.

Herr Asselborn hat gesagt, dass Europa eine Wertegemeinschaft ist. Das ist die Linie der luxemburgischen Regierung. Auch ich bin überzeugt, dass man diese Werte nicht einfach über Bord werfen kann. Herr Asselborn hat ja selbst seine Aussage zu Ungarn als „plumper Aufschrei“ bezeichnet. Seine Forderung mag nicht glücklich formuliert gewesen sein. Ich bin aber mit ihm einverstanden, wenn es um die Verteidigung der Grundwerte geht. Wenn die verletzt werden, gibt es Prozeduren und Verfahren, die der EU-Kommission zur Verfügung stehen.

Ungarn wurde vergangenes Jahr zu Beginn der Flüchtlingskrise ganz schön im Stich gelassen. Luxemburg hingegen war nicht direkt von den Flüchtlingsströmen betroffen. Macht es sich der Außenminister da nicht etwas zu einfach, indem er mit dem Finger auf die Ungarn zeigt?

Viele Länder waren direkt betroffen. Herr Asselborn wollte niemandem Lektionen erteilen. Er wollte darauf hinweisen, dass es im Umgang mit Flüchtlingen Regeln gibt, die wir als Europäer uns verpflichtet haben, zu befolgen. Es ist nicht so, dass Luxemburg mit dem Finger auf Ungarn zeigt. Das wäre überheblich. Es gibt aber Grundprinzipien, auf denen Europa beruht, und ich werde mich nicht scheuen, das Herrn Orban in Erinnerung zu rufen, sollte er mich darauf ansprechen.

Sie waren gerade beim Friedensprozess im Nahen Osten aktiv, Herr Asselborn teilt gegen Ungarn aus. Ist das nicht ein bisschen zu viel des Guten in Sachen Außenpolitik?

Ich habe bei meinem Besuch in Israel Herrn Netanjahu gesagt, dass Luxemburg voll und ganz hinter der französischen und russischen Friedensinitiative steht. Ich sagte ihm auch, dass Luxemburg als Land, das sich traditionell als Brückenbauer im diplomatische Prozess sieht, einen Beitrag zum Dialog leisten will. Herr Netanjahu hat meine Einladung, nach Luxemburg zu kommen, angenommen. Er wäre sogar bereit, in Luxemburg mit den Palästinensern zu diskutieren. Wenn eine Dialogbereitschaft besteht, sollte diese Chance genutzt werden, wo auch immer das sein mag. Es bedeutet nicht, dass wir als kleines Land auf dem Egotrip wären, und die großen Probleme der Welt lösen wollten.

Wer bestimmt die Luxemburger

Außenpolitik, Sie oder Herr Asselborn?

Es gab zeitlich zwei starke Momente in der luxemburgischen Außenpolitik, die die Aufmerksamkeit der internationalen Presse erregten. Das war nicht beabsichtigt. Ich bin Regierungschef und Sprecher der Regierung. Falls es Positionen der Luxemburger Regierung mitzuteilen gibt, fällt das in den Kompetenzbereich des Premiers.

Ende 2015 gehörte die EU, auch dank luxemburgischem Impuls, bei der COP21 zu den Vorreitern in der Klimapolitik. Jetzt droht man, abgehängt zu werden und in Marrakesch dem Peloton der Nachzügler anzugehören. Was läuft da schief?

Klimaschutz ist das beste Beispiel für ein Problem, bei dem es nur eine gemeinsame Lösung geben kann. Bei den Verhandlungen zur COP21 hat Luxemburg die EU vertreten und sich dabei für sehr ehrgeizige Ziele eingesetzt.

Diese Ziele müssen erreicht werden, im Interesse kommender Generationen.

Weil eine schnelle Unterschrift unter den Weltklimavertrag an den Vorbehalten von Kohleländern wie Polen und dem Brexit-Chaos scheitern kann, riskiert die EU, ihren Status als Vorreiter zu verlieren.

Das darf nicht sein! Ich will in Bratislava darauf hinweisen, dass wir als EU bei der Ratifizierung einen schnelleren Gang einlegen müssen. Klimapolitik darf kein „one shot“ sein, sondern erfordert ein langfristiges Engagement.

In Bratislava werden die Briten nicht dabei sein, aber durch ihre Abwesenheit auffallen. London will den Zugang zum Binnenmarkt, gleichzeitig aber die Grenzen für EU-Ausländer sperren. Sie haben oft den Standpunkt vertreten, dass die vier Freiheiten integraler Bestandteil des Pakets sein müssen. Wenn aber die Gewährung der Personenfreizügigkeit der britischen Regierung nicht möglich ist, weil sie durch das Brexit-Votum keinen Auftrag dafür hat, müsste nicht ein realistischer Ausweg, ein Kompromiss, gefunden werden?

Dass die vier Freiheiten untrennbar vom Binnenmarkt sind, hätten die Briten wissen müssen, als sie über den Verbleib in der EU abstimmten. Großbritannien hatte immer nur „Opt-outs“. Jetzt wollen die Briten draußen sein, hätten aber gerne ein „Opt-in“. Diese Option gibt es nicht in der EU. Ein Statut für Rosinenpickerei existiert nicht. Das wäre unfair gegenüber anderen Ländern wie Norwegen, Island oder der Schweiz.

Sie fahren eine harte Linie gegenüber den Briten.

Ich will vor allem Klarheit! Ich möchte wissen, was die Regierung in London überhaupt will. Ich kann Ihnen zum jetzigen Zeitpunkt nicht sagen, wann und ob die britische Regierung einen Antrag nach Artikel 50 stellen wird. Ohne Einleitung des Austrittsverfahrens können die Verhandlungen über die künftigen Beziehungen nicht beginnen. Für diese Verhandlungen bleiben aber nur zwei Jahre. Wir haben im Juni 2019 Europawahlen. Wird Großbritannien da noch dabei sein? Ich weiß es nicht, und ich habe den Verdacht, dass auch die Regierung in London es nicht weiß.

Das Interview mit Premierminister Bettel fand am Mittwochnachmittag im Staatsministerium statt.

Leyers Pierre (play) ■



# Eine Europäische Union mit vielen Untergruppen

Luxemburger Wort,  
Vr. 16 Sep. 2016, Pagina 6

Nach dem Brexit sollten die 27 EU-Mitglieder „kohärent und geschlossen sowie entschieden auftreten“, schrieb Donald Tusk an die EU-Staats- und Regierungschefs, die sich heute in Bratislava treffen. Die Bemerkung klingt auf den ersten Blick wie eine Tautologie. Allerdings zeigt die wirre Vielfalt der Vortreffen unter einzelnen Regierungschefs, dass die EU momentan alles andere als „kohärent und geschlossen“ ist. Zu alten Untergruppen kommen neue, ad-hoc-Gruppen hinzu. Zersplitterte Interessen und Philosophien sind dabei deutlich erkennbar. Hier ein Überblick der wichtigsten Untergruppen.

**F6:** Die sogenannte F6-Gruppe besteht aus den Außenministern der sechs Gründerstaaten der EU: Frankreich, Deutschland, die Niederlande, Italien, Belgien und Luxemburg. Die Gruppe berät unregelmäßig über den Werdegang Europas und wird von EU-Staaten, die nicht zur Gruppe gehören, etwas skeptisch beäugt. Die Nicht-Mitglieder fühlen sich als zweitklassige EU-Staaten.

**Benelux:** Die Gruppierung der drei EU-Kleinststaaten Niederlande, Belgien und Luxemburg gilt als Labor für die Europäische Integration. Im Gegensatz zu den anderen Gruppierungen verfügt die *Benelux*-Union **noch über gemeinsame Institutionen** – auch wenn diese etwas in Vergessenheit geraten sind. Unter den drei liberalen Regierungschefs Mark Rutte, Charles Michel und Xavier Bettel versuchte die *Benelux*-Union, sich intensiver abzustimmen, doch ist sich die Gruppe in Fragen wie dem Brexit und der EU-Integration uneinig. Dennoch will die Gruppe enger zusammenarbeiten.

**Weimarer Dreieck:** Das Weimarer Dreieck ist ein loses, au-

ßenpolitisches Gesprächsforum Deutschlands, Frankreichs und Polens. Das in den frühen 1990er ins Leben gerufene Format geriet etwas in Vergessenheit. Es wird aber als Instrument gesehen, um Polen als wichtiges EU-Land darzustellen und den eurokritischen und populistischen Kurs der polnischen Regierung durch Kooperation mit den zwei wichtigsten EU-Staaten etwas zu unterbinden.

**EU-Med:** Am vergangenen Wochenende trafen sich in Athen die Staats- und Regierungschefs aus Italien, Griechenland, Malta, Zypern, Frankreich und Portugal. Ihr Ziel war es, für eine EU zu werben, die sich für Wachstum einsetzt anstelle von Sparpolitik. Die Südeuropäer wehren sich gegen die Brüsseler Haushaltspolitik und wollen als Lobbygruppe dagegen wirksam werden. Auch sind die meisten Regierungen dieser Staaten, im Gegensatz zum Norden, eher sozialdemokratisch oder gar links. Spanien wurde deswegen durch den Staatssekretär für EU-Themen, Fernando Eguidazu, vertreten, anstelle des konservativen Interimsregierungschefs Mariano Rajoy. Der Spanier möchte vermeiden, zu viel Nähe mit dem linksalternativen Alexis Tsipras zu zeigen. Wie stark diese Gruppe ist, ist offen. Im Norden wird sie etwas herabschauend als „Club Med“ bezeichnet.

**V4:** Die Visegradgruppe hat sich seit dem Beginn der Flüchtlingskrise zum Brüsselschreck entwickelt. Die Gruppe, einst eine lose Kooperation der mit-

teleuropäischen Staaten Polen, Tschechien, Slowakei und Ungarn, die nach einer kleinen ungarischen Stadt benannt wurde, wuchs durch ihre Opposition gegen die Willkommenspolitik zusammen. Traditionell sind sich die V4-Staaten in manchen Fragen einig – wie die Energiepolitik – und in anderen viel weniger – wie im Umgang mit Russland. Doch der populistische Ton gegen Flüchtlinge verband die vier Staaten, die sich jetzt immer häufiger treffen.

Rest-EU zu 27: Das Treffen in Bratislava gilt als „informelles Treffen der 27 Staats- und Regierungschefs“. Das Format wurde nach dem Brexit-Votum ins Leben gerufen und ist nicht in den EU-Verträgen verankert. Deswegen fehlt das Wort EU im Namen der Gruppe. Auch ermöglicht dies, dass sich die Gruppe in Bratislava trifft und nicht in Brüssel, wo die EU-Gipfel vertragsgemäß stattfinden müssen.

Ventotene-Dreier: Von einer „Gruppe“ kann bei diesem Treffen kaum die Rede sein, da der Italien-Frankreich-Deutschland-Gipfel bislang einmalig war. Dennoch zeigt das Treffen der Staats- und Regierungschefs aus den drei Staaten auf der italienischen Insel Ventotene im Sommer 2016, dass es seitens Deutschlands und Frankreichs den Willen gibt, Italien als Leadernation Europas zu akzeptieren. Matteo Renzi gilt auf der EU-Bühne als motiviert und gleichzeitig etwas unseriös. dv

Velazquez Diego (dv) ■



## Das Geisterparlament

Letzebuenger Journal,  
Do. 15 Sep. 2016, Pagina 21

Das „Beneluxparlament“, ein Geisterparlament! Jedenfalls ist es ein Geisterparlament für die Bürger, ich habe bis dato noch niemanden gefunden, der von einem „Beneluxparlament“ etwas gehört hat! Es existiert tatsächlich, nur die Bezeichnung „Parlament“ ist abwegig, Parlamente werden gewählt, sogar in Diktaturen um wenigstens den Schein zu wahren! (Ja, es ist eine „interparlamentare Kommission“, wird aber „Parlament“ genannt und nennt sich selbst so). Dazu später mehr. „Abgeordnete“ hat Luxemburg sieben, Belgien 21 und Holland 21!

Da STATEC mit unwichtigen Statistiken beschäftigt ist, mache ich diese wichtige hier selbst: Luxemburg hat auf eine Million Einwohner gerechnet +- 12 „Abgeordnete“. Belgien hat auf eine Million Einwohner gerechnet +- 1,9 „Abgeordnete“. Holland hat auf eine Million Einwohner gerechnet +- 1,2 „Abgeordnete“. Das ist so was von unausgewogen, es spiegelt allerdings die Macht des Luxemburger Finanzplatzes wieder! Luxemburg hat wie gesagt sieben „Abgeordnete“, sechs Männer und eine Quotenfrau! Die verteilen sich auf fünf Parteien, dies ist signifikant, weil es erklärt warum nicht gewählt wird. Die fünf Parteien, sogar die ADR ist beteiligt, obschon sie noch nie in einer Regierung war, mauscheln sich die Sitzverteilung und die Personen zusammen!

Obschon diese Versammlung nur Vorschläge machen kann, die Staaten und die EU sind souverän, schmücken sie sich mit fremden Federn, wie auf dem Site: <http://www.beneluxparl.eu/> zu finden ist unter „réalisations“!

Auf der Homepage sind interessante Details, z.B. was 2015 passierte sowie die Agenda 2016. 2015 waren drei Vollversammlungen, (27.3./12.6./22.11.) einen einzelnen Bericht über diese Versammlungen habe ich gefunden! Es gab auch drei „visite de travail/Konferenzen“ der Besuch des „Freeport Lux“ am 9.3. sticht da heraus, sicher kontrollierten sie ob ihre Wertgegenstände korrekt und sicher aufbewahrt werden! Daneben gibt es sieben Kommissionen, zwei Kontaktgruppen etc., wo die „Abgeordneten“ sich bei Sitzungen Jetons abholen können.

Hier einige Vorschläge des Parlaments, von einer extrem banaler Aussagekraft: „Le Parlement *Benelux* conseille aux différents gouvernements d'effectivement tenir compte des recommandations de la commission d'enquête néerlandaise. Le parlement de l'entité trinationale a tiré les leçons de la débacle du Frya et demande à la Belgique et aux Pays-Bas de réfléchir à un nouveau projet. Le parlement *Benelux* demande que les mêmes règles soient appliquées partout dans les trois pays.“

Damit weiß man, dass nur „Cachets und Jetons“ wichtig sind! Da dieses Parlament nicht gewählt wurde, ist es dem Bürger auch keine Rechenschaft schuldig! Dieses „Parlament“ ist so überflüssig wie ein Kropf, ist nicht „double emploi“ sondern „triple emploi“, sorgt nur dafür, die schwachen Gehälter der Politiker aufzubessern! Jean Bosseler



## Een Europees leger, met steun uit het oosten

De Standaard\*,  
Do. 15 Sep. 2016, Pagina 34

*Een grote Europese defensiemacht heeft alleen maar voordelen, schrijven Guy Verhofstadt en Hilde Vautmans. En 'Hard power' is zelfs goed voor de economie.*

Wat zou u vinden van een snelle Europese interventiemacht van 60.000 soldaten? De kans dat u dat een goed idee vindt is groot, aangezien 73 procent van de Europeanen zich achter het idee schaaft.

Vandaag moeten we het echter stellen met een waslijst van bilaterale en regionale samenwerkingen. **De Benelux werkt samen wat de zeemacht betreft.** De Scandinavische landen hebben hun eigen militaire afspraken die op hun beurt niets te maken hebben met de Frans-Duitse brigade.

Het probleem van deze kleine partnerschapjes is dat ze verre van toereikend zijn. De Europese lidstaten geven gezamenlijk veertig procent uit van het Amerikaanse defensiebudget, terwijl ze amper vijftien procent van de Amerikaanse operaties op poten kunnen zetten. Onze legers zijn dus drie keer minder efficiënt dan het Amerikaanse. Een cijfer dat in tijden van harde besparingen geen verdere duiding behoeft.

Ondertussen drijft Poetin de druk op aan onze grenzen en blijkt IS een onkruid dat zich erg moeilijk laat uitroeien. Als klap op de vuurpijl gaf de Amerikaanse president een stevig interview in The Atlantic: dat hij genoeg heeft van die 'Europese freeriders', zuchtte hij. Waarom zou de Europese veiligheid nog langer gegarandeerd moeten worden met Amerikaanse levens en Amerikaans geld? Deze stelling staat ondertussen gekend als de 'Obama Doctrine'. Kwestie dat het duidelijk is voor de Europeanen dat het meer is dan zomaar een 'ideetje'. Als Donald Trump zou verkozen worden als president, wordt deze doctrine meer dan ooit bewaarheid.

Het voorstel dat de Franse en Duitse ministers van Buitenlandse Zaken deze week op tafel legden om een Europese defensiemacht uit te bouwen, komt dus geen dag te vroeg. Maar makkelijk zal het niet worden. De creatie van een Europese militaire unie heeft een nogal ongelukkige geschiedenis. In 1954 leek alles in kannen en kruiken, maar werd het voorstel op het laatste moment gekelderd door het Franse parlement. In 2003 raakte het voorstel van Duitsland, Frankrijk en België weliswaar door de Raad maar niet nadat het eerst werd uitgekleet.

### Hogere gasfactuur

Maar er is hoop deze keer want er is steun uit onverwachte hoek. De anders zo eurokritische regeringen in Hongarije en Polen staan klaar om een Europese defensie-unie op te richten. Het is niet alleen dat zij samen met de Baltische staten de Russische druk voelen groeien. Na de golf van Oekraïense vluchtelingen kregen ze bakken kritiek van de andere Europese lidstaten, omdat ze weigerden ook Syrische vluchtelingen op te vangen. De Oost-Europese landen beseffen dus maar al te goed dat we onze veiligheid samen moeten garanderen.

Hoog tijd dus om de bestaande regionale samenwerkingen te doen opgaan in één Europees commando en haar een Europees budget toe te kennen. Deze operationele eenmaking zal ons er ook toe dwingen strategische keuzes te maken waar we vandaag al te makkelijk om heen dansen. Of we Bashar al-Assad al dan niet laten zitten terwijl we tegen IS ter strijde trekken, bijvoorbeeld. Op deze prangende vraag is vandaag nog altijd geen duidelijk Europees antwoord gekomen, waardoor de Amerikanen en Russen dergelijke strategische keuzes in onze plaats maken.

Dat moeten we goed voor ogen houden: momenteel wikken en beschikken de grootmachten over het lot van ons nabuurschap. Of het nu Oekraïne, Syrië of de Balkan is. Maar de vluchtelingenstroom trekt richting Berlijn en niet richting Moskou, het zijn de Europese gezinnen en bedrijven die opgezadeld worden met een hogere gasfactuur, niet de Amerikaanse.

Een Europese defensiemacht is dus verre van een overbodige luxe of 'spielerei'. Geloofwaardige 'hard power' zorgt voor een stabiel nabuurschap en een gunstig economisch klimaat. Dat mogen en kunnen we niet uitbesteden aan andere landen. Onze 'founding fathers' hadden dat zestig jaar geleden al in de gaten. Het is eigenlijk gewoon een kwestie hun ideeën af te stoffen en vooral door te voeren.

Guy Verhofstadt & Hilde Vautmans ■

## Op zoek naar bondgenoten in het noorden

De Standaard\*,  
Za. 10 Sep. 2016, Pagina 46

*François Hollande en Matteo Renzi schoven gisteren graag mee aan tafel bij Alexis Tsipras. Een onschuldig socialistisch onderonsje of de geboorte van een mediterrane machtsblok in de Europese Unie? In elk geval zijn we maar beter op onze hoede, schrijft Sander Loones.*

Europa ontwaakt uit zijn zomerslaap. Volgende week zoeken de Europese tenoren de schijnwerpers terug op. Maandag herstart de absurde pendel van het Europees Parlement richting Straatsburg. Op het eind van de week houden de staats- en regeringsleiders een informele top in Bratislava over de toekomst van de EU. Zonder de Britten. En woensdag is er ook de traditionele State of the Union van Europees Commissievoorzitter Jean-Claude Juncker.

Het worden vast interessante beelden voor de camera's, maar laten we daarbij vooral niet uit het oog verliezen wat gisteren in Athene gebeurde. Zes zuidelijke EU-landen (naast Griekenland, Frankrijk en Italië ook Spanje, Cyprus en Malta) kwamen er samen om een 'zuidse as' te smeden tegen de budgettaire orthodoxie die Duitsland en vele andere noordelijke lidstaten verkiezen.

Zonder er een karikatuur van te willen maken, is het duidelijk dat deze landen een visie hebben die haaks staat op wat veel Vlamingen willen. Op hun mediterrane menu staan nieuwe Europese transfers, dure Europese projecten of het extreem laten vieren van de budgettaire teugels. Recepten die alvast niet in de smaak vallen bij vele Vlamingen. Zeker als het de bedoeling is om de factuur door te schuiven naar het noorden. Naar onze spaarders en belastingbetalers. Alsof wij geen zware hervormingen en besparingsoefeningen moeten doorvoeren.

### De brede Britse schouders

De Zuidse Zes zijn niet de enigen die hun invloed willen vergroten. Ook de zogenaamde Visegrád-landen zaten deze week samen om hun strategie voor de Europese top te bespreken. De eerste ministers van Hongarije, Slowakije, Tsjechië en Polen spraken elkaar in de marge van een economisch forum in de Poolse stad Krynica. Ze zullen in Bratislava alvast ook een lijstje op tafel leggen met nieuwe voorstellen om de EU te hervormen.

Die nieuwe Oost-Europese wind is soms verfrissend. De politieke correctheid is er minder verstikkend, het respect voor de eigen culturele identiteit stukken groter. Het risico bestaat echter dat we worden weggeblazen. Want ook de nieuwe lidstaten kiezen in de eerste plaats voor hun eigen belangen. Wie bijvoorbeeld de Europese begroting wil afslanken, vindt in deze netto-ontvangers een serieuze tegenstander.

En wij? Hoe zorgen wij ervoor dat ónze belangen verdedigd worden aan de Europese tafel? Wie zijn ónze dichtste Europese vrienden? Het Europese machtsevenwicht kantelt. Op veel domeinen nam het Verenigd Koninkrijk de leiding van de groep landen die meer vertrouwen stellen in de markt en in correcte vrijhandel. Het was Brits premier Cameron die de continue groei van de Europese begroting een halt toeriep.



Eenmaal de Britten de Unie effectief verlaten, neemt de macht van deze groep af ten voordele van de mediterrane landen die de economie meer willen sturen. Ook in Nederland, Ierland en de Scandinavische landen houden ministers hun hart vast bij de gedachte dat ze zich niet meer kunnen verschuilen achter de brede Britse schouders.

De blik naar het noorden

Om onze invloed veilig te stellen en te vergroten, moeten ook wij op zoek naar nieuwe bondgenoten. Wie denkt dat samenwerking binnen de groep van de zes stichtende landen van de EU daarvoor het geschikte forum biedt, negeert de realiteit. Frankrijk en Italië kiezen immers voor een radicaler verhaal, terwijl Nederland intussen naarstig de deur en andere partners zoekt. Overigens grenst ook de *Benelux*-samenwerking aan de absolute irrelevantie.

Om een dam op te werpen tegen deze nieuwe realiteit, zullen we onze blik naar het noorden moeten richten. Nederland en Finland kiezen voor een strikter budgettair en monetair verhaal, Denemarken spreekt erg duidelijke taal over migratie en in de Scandinavische landen zijn er partners voor een modern milieu- en energiebeleid. Zijn dat niet precies de visies die ook de Vlamingen in grote lijnen delen?

Dit is geen oproep om de spanningen tussen noord en zuid of tussen oost en west te laten oplopen. De crisissen waar de EU mee kampt, kunnen enkel worden opgelost als er voldoende vertrouwen en politieke wil is om samen te werken. Toch mogen we niet naïef zijn. Het zou van gezond verstand getuigen dat ook de kleine en noordelijke lidstaten de koppen eens bij elkaar steken.

Sander Loones ■

## Nederland moet 'continentaal' denken

de Volkskrant,  
Wo. 31 Aug. 2016, Pagina 26

Met het vertrek van de Britten uit de EU doemt voor Nederland een andere realiteit op. Het kan niet meer balanceren op de machtsas Berlijn-Londen maar moet zijn eigen boontjes doppen in wisselende coalities op het continent. Op de Europese Top van 16 september gaat het in Slowakije over 'de toekomst van Europa'. Zonder Britten. Voor Nederland is de luxe om met de rug naar het Europese continent te staan voorbij. Heeft Nederland naast zijn 'maritieme blik' eigenlijk wel een 'continentale blik'?

Vanaf het begin van de EEG bepleitte Nederland toetreding van het Verenigd Koninkrijk. Toen de Britten erbij kwamen, had Nederland een bondgenoot; interne markt, vrijhandel, zuinige EU-begroting, geen federale vergezichten. Nederland verschool zich vaak achter een Brits veto. De Britse premier was de 'duivel in Brussel' maar tegelijk 'held in Londen'. Den Haag zweeg en behield schone handen. Denen, Zweden of Finnen verstopten zich ook achter dat veto. Deze landen moeten voor hun belangen nu zelf aan de bak. Nederland eveneens.

**De Benelux biedt Nederland geen machtspolitiek instrument want België gedraagt zich als Franse vazal.** De grootste partij van het land, de Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), is als enige regeringspartij eurorealistisch. Partijleider Bart De Wever, burgemeester van Antwerpen, zit dicht bij Nederlandse EU-standpunten dan bij Belgische.

Het Europees continent kent grofweg vier natuurlijke coalitiebekkens: de 'noordelijke alliantie' met Scandinavische en Baltische staten; 'Midden-Europa' met de Visegrad-landen Polen, Tsjechië, Slowakije en Hongarije; de 'Mediterrane Club' met Frankrijk, Spanje, Italië, Portugal, Griekenland; en Duitsland, het sterkste land in het centrum dat vaak de doorslag geeft. Nederland staat een beetje apart, maar heeft opties.

Toekomst van Europa: Nederland is niet voor automatisch 'meer Europa' maar voor een effectievere en meer doelgerichte EU. Dat geluid klinkt ook in de 'noordelijke alliantie', 'Midden-Europa' en Duitsland. Alleen de Europese instellingen in Brussel leven nog met oude vormen en gedachten.

Vrijhandel: De interne markt en handelspolitiek, de economische onderbouw van Europa, staat sterk onder druk. Met de 'noordelijke alliantie' kan Nederland denken aan een 'Hanze coalitie' als tegenwicht tegen Duits corporatisme en Frans protectionisme. Nederland heeft naar verhouding de grootste exportsector van de EU, de economische basis van de verzorgingsstaat. TTIP, het beoogd EU-handelsverdrag met de VS, wankelt. Voor Nederland is het cruciaal Duitsland op het TTIP-spoor te houden.

Migratie: 'Midden-Europa', vooral Hongarije, bouwde vorig jaar zelfstandig hekwerken om de migratiestroom te stoppen. Duitsland maakte met zijn 'Refugees welcome' een historische blunder. 'Midden-Europa' is niet altijd politiek correct, maar de hekwerken bezorgden ook Nederland politieke opluchting.

Het eurosysteem: Als de recente mini-top van Duitsland, Frankrijk en Italië een

voorafspiegeling wordt voor besluitvorming in het eurosysteem is dat zorgwekkend. Nu staat 'soliditeit' (Duitsland, Nederland, Finland) tegenover 'solidariteit' met de Mediterrane Club die streeft naar een geldstroom zuidwaarts. Een driehoek 'Berlijn, Parijs, Rome' maakt het economisch sterke Duitsland mentaal zwakker tegenover eisen van de Mediterrane Club.

Uiteindelijk draait alles om Duitsland. Nederland heeft een goede bilaterale relatie. Maar Duitsland is geen eenheidsblok en het partijenlandschap is sterk in beweging. De regerende SPD is in crisis; de populariteit van bondskanselier Merkel tanende. Komende zondag zijn er verkiezingen in het bondsland Mecklenburg Vorpommern. SPD en CDU vrezen afstraffing van hun desastreuze Willkommenskultur. Het radicaalrechtse AfD kan vanuit het niets zelfs de grootste worden. Dat zou, een jaar voor de parlementsverkiezingen, enorme weerslag hebben in Berlijn.

Heeft Nederland een 'blik op Duitsland'? In het Nederlands onderwijs hangt de Duitse cultuurtaal afschaffing boven het hoofd. Het Duits van de politiek-culturele elite zakt ver onder het 'niveau Rudi Carrell'. Gebrek aan interesse. Wie echter de taal niet kent, kan de Duitse psyche niet doorgronden. Gevolg is dat Nederland in Berlijn snel overkomt als 'zeurkous' en belandt in de irrelevantie. Een Nederlandse 'continentale blik' vereist een haarfijn aanvoelingsvermogen van Duitsland en ingenieus Europees coalitiewerk. Voor Nederland is een dominant Duitsland ongemakkelijk, maar een dolend Duitsland veel gevaarlijker.

DERK JAN EPPINK ■



## Les routiers belges ne décolèrent pas

Luxemburger Wort,  
Di. 30 Aug. 2016, Pagina 11

Bruxelles / Luxembourg. François Bausch rend sa copie plus tard qu'il ne l'avait annoncé au printemps. Prendre le temps de regarder comment s'en sortent ses homologues belges aura probablement été une bonne idée.

Car les transporteurs belges ne décolèrent pas. Non seulement ils estiment le prix de cette nouvelle taxe kilométrique, introduite en avril, huit fois plus élevé que l'Eurovignette mais les autorités ont délivré plus de 1.600 amendes au tarif unique de 1.000 euros. Comme le fichier européen des camions n'existe pas, seuls les transporteurs belges paient leurs amendes... et les transporteurs étrangers qui se font rattraper par une patrouille.

Le gouvernement belge refuse de dire si les quatre premiers mois ont donné les résultats espérés (800 à 900 millions d'euros par an) mais de premières estimations officieuses évoquent le chiffre de 20% en dessous de l'objectif. Pire, le coût de ce changement devait être neutre. Un préfinancement de 135 euros par boîtier est nécessaire et la taxe

kilométrique, elle aussi en préfinancement, met les trésoreries sous tension: elle se paie à 15 jours alors que les transporteurs sont payés à 59 jours, soit un décalage d'un mois et demi dans le pire des cas. Les 1,6 milliard d'euros de coûts fonctionnement assumés seuls semblent aussi très différents de cette vignette « *BeNeLux* » promise par Yves Leterme, Premier ministre, dans les années 2008. T. L.

Labro Thierry (T.L.) ■

## Meer Benelux voor een beter Europa.

De Tijd,  
Wo. 10 Aug. 2016, Pagina 10

*Brexit doet vragen rijzen over het Europese project. Meer en meer wordt de Benelux Unie als alternatief naar voor geschoven, zoals onlangs door top- ondernemers in De Tijd. We mogen echter het doel van de bestaande Benelux-samenwerking niet vergeten, een beter Europa.*

De *Benelux*-samenwerking, die ups en downs kende, is terug van weggeweest.

Toen het Europese project hoogdagen beleefde, was er weinig aandacht voor kleine regionale samenwerkingen. Nu liggen de kaarten anders. De hernieuwde belangstelling is al een tijd aan de gang. Het was de uitbreiding van de Europese Unie naar het oosten die België, Nederland en Luxemburg ertoe aanzette om de *Benelux*-samenwerking met een nieuw verdrag weer op de rails te zetten in 2008. De uitbreiding van de Europese familie was uiterst belangrijk voor de vrede en stabiliteit op het continent. Maar tegelijk werd de Unie een moeilijker hanteerbaar en minder slagkrachtig instrument. De EU kan nu eenmaal niet alles oplossen. Dat zette België en zijn twee burens ertoe aan om opnieuw via de *Benelux* problemen in de grensoverschrijdende samenwerking aan te pakken. De oproep van de bedrijfsleiders in De Tijd past in dat kader.

### Mini-Europa

De Europese interne markt is verre van voltooid. Het verder slopen van grenzen en hinderpalen tussen de *Benelux*-landen creëert alvast een thuismarkt van 28 miljoen consumenten en maakt de economie slagkrachtiger. Zo zijn er belangrijke *Benelux*-afspraken die de logistieke sector ondersteunen of stimuleert de automatische diploma-erkenning in de *Benelux* de arbeidsmobiliteit. Daarvoor is de Europese schaal te groot en te divers. Als de drie landen, met inbegrip van de gewesten en gemeenschappen, een oplossing vinden voor een obstakel waar burgers en ondernemingen tegen aanlopen, is dat telkens opnieuw een voorbeeld voor Europa. Is dat spectaculair? Nee. Is het de moeite? Ja.

Na de brexit wordt verwezen naar de *Benelux* Unie als een alternatief voor Europa: een mini-Europa. Maar dat is nooit de finaliteit van de *Benelux*-samenwerking geweest. De *Benelux* pakt concrete problemen snel aan en is zo een voor- loper en een laboratorium voor Europa. Elk succesvol *Benelux*-project wordt uitgebouwd binnen een Europees perspectief. De ambitie om ruimer samen te werken is altijd aanwezig.

Wat zijn de succesfactoren van de *Benelux*-samenwerking? De bottom-upaanpak van praktische problemen en de klassieke intergouvernementele samenwerking zijn ongetwijfeld pluspunten. Die onderscheiden de *Benelux* van de Europese Unie en maken samenwerken flexibeler en eenvoudiger. Toch kunnen de grote maatschappelijke uitdagingen en crisissen zoals de migratiegolf, de klimaatverandering of de budgettaire crisis slechts in een supranationaal verband en op Europese schaal aangepakt worden. Daarom moet er in Europa in de toekomst een scherpere verdeling zijn tussen de materies die een pan-Europese benadering vragen en problemen die lidstaten

beter onderling aanpakken. Zelfs de Energie-unie - die als groot Europees project gezien wordt - zal alleen slagen dankzij een opbouw van onderuit en liefst vanuit regionale verbanden, zoals de *Benelux* met de burens Frankrijk en Duitsland of de Scandinavische landen.

Voorbeelden waarin de *Benelux* - die vooral actief is op het vlak van de interne markt, de duurzame ontwikkeling en de veiligheid - een laboratorium vormt voor de EU? Zeecontainers die over de weg de *Benelux*-grenzen over kunnen, gezamenlijke *Benelux*-controles tegen sociale dumping, het papierarm douanevervoer tussen de havens van Rotterdam en Antwerpen of een applicatie in de strijd tegen de btw-fraude. Ook de politiesamenwerking tussen de drie landen groeit naar een integraal *Benelux*-veiligheidsbeleid. Zo zitten België, Nederland en Luxemburg dit jaar samen om het politieverdrag te actualiseren om fenomenen zoals terrorisme en grensoverschrijdende criminaliteit efficiënter te bestrijden. De landen willen elkaar onder andere toegang verlenen tot elkaars databanken en meer informatie uitwisselen om signalen van de ogen en oren op het terrein sneller op te pikken. Ook de politieke samenwerking is nog intenser geworden dankzij de jaarlijkse *Benelux*-top, maar ook dankzij afspraken en gemeenschappelijke standpunten voor Europese vergaderingen. Overal ter wereld werken de *Benelux*-leden meer en meer samen in de diplomatieke posten.

#### Genen

Onze landen blijven daardoor samen de voorvechters van Europese samenwerking. Heel wat grensverleggende projecten zoals Schengen werden opgestart tussen de drie landen en verruimd naar Europa. Met actuele projecten op beleidsterreinen waar de EU nog een lange weg te gaan heeft, timmert de *Benelux* verder aan deze weg. In deze tijden van crisis is het net zoals in de beginjaren van de *Benelux* een taak voor politici om het voortouw te nemen in de internationale samenwerking, erin te investeren en elke dag te tonen dat samenwerking meer loont dan terugplooiën op de eigen staat.

Maar er is meer. Het grensoverschrijdend samenwerken zit in de genen van de burgers, ondernemingen en overheden binnen de *Benelux*. Onze landen hebben elkaar steeds gevonden: soms in één land, soms onder dezelfde bezetters, of nu binnen een samenwerkingsverband. Instellingen zijn een instrument om dit mogelijk te maken. Het doel blijft de Europese integratie te verbeteren waarbij de *Benelux* zijn rol als aanjager ten volle opneemt.

LUC WILLEMS, ADJUNCT-SECRETARIS-GENERAAL VAN DE *BENELUX* UNIE

LUC WILLEMS ■



## De Benelux als breekijzer in de EU

Trouw,  
Ma. 25 Jul. 2016, Pagina 18

Het was een bijna ouderwets pleidooi van Eric ter Hark op de opiniepagina van vrijdag. Nu landen op het continent worstelen met het aanstaande vertrek van Groot-Brittannië uit de Europese Unie, pleit de voorzitter van de *Benelux Business Roundtable* namens een aantal topmensen uit het Nederlandse en Belgische bedrijfsleven juist voor versnelde integratie. Van de *Benelux*-landen, wel te verstaan.

Nederland, België en Luxemburg behoren al 65 jaar tot de voortrekkers binnen de EU. Ze hadden al een douane-unie voor de Europese samenwerking verder gestalte kreeg, ze richtten mede de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de EEG op, en ze huisvesten al decennia instellingen die de ruggengraat vormen van het Europese bestuur. Economisch vormen ze een krachtige groep die als toegangspoort dient tot Europa.

Maar de *Benelux* kan meer, betoogt Ter Hark. In het EU-verdrag staat expliciet vermeld dat de *Benelux* onderling voor haar burgers afspraken mag maken die voor andere EU-burgers (nog) niet gelden. En de reden om als voortrekker het goede voorbeeld te geven, is dat juist kleine landen er veel nadeel van hebben als de EU uit elkaar drijft. Ze ontberen macht en economische autonomie om een eigen koers te varen, en hebben al decennia juist baat bij weinig handelsbelemmeringen en een gelijk speelveld. Ieder voor zich kunnen ze dat niet afdwingen, maar gezamenlijk binnen de EU wel.

De vraag is echter of ze dan ook sneller moeten integreren dan de rest van de EU. In de eerste plaats is er de politieke realiteit. Ook in de *Benelux* hebben veel burgers moeite met de gestage overdracht van bevoegdheden naar hogere bestuursniveaus, of dat nou Den Haag is of Brussel. Er zijn inderdaad tal van redenen waarom besluitvorming moet plaatsvinden op een hoger niveau - klimaatverandering, vluchtelingenstromen of milieuvervuiling zijn niet aan landsgrenzen gebonden - maar dat wil niet zeggen dat de burger de oplossing daarvan ook automatisch aan een hogere bestuurslaag toevertrouwt. In de tweede plaats kan het opstarten van kopgroepen de werking van de unie als geheel uithollen. Juist in de uniformiteit van afspraken tussen zoveel landen zit de winst, het creëren van verschillende soorten standaarden kan de complexiteit vergroten.

Maar dat maakt het niet onmogelijk. De Adviesraad Internationale Vraagstukken concludeerde vorig jaar dat er vaker kopgroepen in de EU komen en dat dit kan werken als er openheid is over de samenwerking en er goed met andere landen wordt overlegd. Onder die voorwaarden kunnen kopgroepen een breekijzer zijn voor verdere integratie van de unie. De *Benelux* als hernieuwde breekijzer is in dat licht niet zo'n gekke gedachte.

De mening van de krant, verwoord door leden van de hoofdredactie en senior redacteurs.

## Comment le Benelux peut-il être un exemple pour l'Europe ?

Le Soir<sup>®</sup>,  
Vr. 22 Jul. 2016, Pagina 2

*Eric Ter Hark est le président du Benelux Business Roundtable, un club qui regroupe des chefs d'entreprise issus de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Il signait ce mercredi dans le « Tijd » et l'« Echo » une carte blanche incitant à renforcer la coopération entre ces pays.*

L'Europe, confrontée notamment au Brexit, semble en panne. Est-ce le contexte qui vous a inspiré ?

Le constat selon lequel le *Benelux* pourrait servir d'exemple à l'Europe ne date pas d'hier. Le *Benelux* existait avant le Traité de Rome (instituant en 1957 la Communauté européenne, forte alors de six membres, NDLR), et ce dernier laissait à la Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg la possibilité d'aller plus loin que l'Europe. Pendant des années, cela n'a pas été nécessaire. Mais, face aux blocages actuels, il faut aller de l'avant.

En quoi cela concerne-t-il des chefs d'entreprise ?

Il existe de multiples domaines dans lesquels les frontières (même si elles semblent avoir disparu physiquement) continuent de constituer des entraves à la vie des affaires : l'énergie, la fiscalité, les infrastructures, la mobilité des travailleurs, entre autres. Il est aujourd'hui plus facile par exemple pour un Hollandais de faire reconnaître son diplôme en Belgique que pour certains Français : c'est un exemple des acquis du *Benelux*, qui prouve qu'une Europe à plusieurs vitesses est possible.

B.J.

B.J. ■

## «L'Europe doit être prophétique»

Le Jeudi,  
Do. 21 Jul. 2016, Pagina 9

*Thomas Antoine était de la dernière réunion de la Gaichel, qui réunit les gouvernements belge et luxembourgeois. Une collaboration de bon aloi.*

Le Brexit fut forcément à l'ordre du jour de la récente réunion de la Gaichel, avec la participation des gouvernements luxembourgeois et belge. Y a-t-il convergence de vue entre les deux pays?

Thomas Antoine: «Nous maintenons une position commune avec les 27. Le sommet de Bratislava, le 16 septembre, sera fondamental. Il faut, au plus tôt, invoquer l'article 50 et éviter tout ce qui est source de problèmes et de confusion. Il faut que la Grande-Bretagne assume les résultats démocratiques du référendum. Certes, le Brexit aura des répercussions au Luxembourg et en Belgique. Mais ni l'un ni l'autre ne jouera les vautours. Simplement, chacun profitera des opportunités qui se présentent, par exemple pour accueillir une entreprise qui quitterait la Grande-Bretagne.

Les torts qui ont généré le Brexit sont partagés. L'Europe est devenue illisible, opaque. Les institutions ont pris plus d'importance que le projet européen. Il y a vraiment un déficit pédagogique de l'Europe. Avec d'ailleurs la complicité de politiciens locaux.

Cela dit, le référendum est une véritable abdication du Parlement – je ne parle pas du système suisse qui a une tradition ancienne des votations. Il ne faut pas soumettre des questions complexes et attendre une réponse simple.

Cela fait, en outre, le jeu de l'extrême droite et des nationalistes. L'Europe doit donner une espérance, un projet. L'Europe doit être prophétique.»

Donc, plus d'Europe?

T. A.: «Non, plutôt une meilleure Europe, qui se rapproche des citoyens et qui fonctionne en conservant la maîtrise des coûts de fonctionnement. Elle doit profiter des taux actuels pour répondre aux besoins de la population, par exemple en créant les infrastructures, en consacrant davantage de budget à la recherche.

Le pacte de stabilité aliène le rapport entre l'Europe et le citoyen. Il faut trouver un équilibre avec l'austérité. L'Europe ne parvient pas à régler la crise de l'emploi. Je n'ai pas une vision de culpabilité vis-à-vis de la dette. J'ai l'impression parfois qu'elle jette le bébé avec l'eau du bain. Et l'on risque de louper le virage.»

Vous avez – un sujet qui fâche – aplani les différends sur les risques liés à la production d'énergie nucléaire en Belgique?

T. A.: «Un sujet qui fâche, mais aussi une source de collaboration. Ainsi, les deux gouvernements ont passé un accord sur le traitement des déchets radioactifs luxembourgeois. Il s'agit évidemment de petits volumes, venus surtout des hôpitaux. La Belgique entreposera et traitera ces déchets, soit 30 m3 sur une période de trente ans. Cela rentre dans le contexte d'aides mutuelles.



Concernant les centrales, les deux parties ont aussi signé un accord.

Les Belges invitent les Luxembourgeois à assister aux visites d'inspection des centrales belges. Ceux-ci veulent la transparence. Ils procèdent à des tests par des laboratoires indépendants.

Il n'y a pas de souci à se faire. Pour la première fois, le Luxembourg participera aux contrôles. L'énerverment luxembourgeois à propos des risques nucléaires est un peu exagéré. Nous ne sommes pas des irresponsables. La Belgique prend bonne note des inquiétudes mais veut rassurer, en toute transparence.»

Pour la centième fois, vous avez parlé de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg. Il y a vraiment du neuf?

T. A.: «La mobilité est un point essentiel. Le nouveau ministre François Bellot – la bonne personne à la bonne place – relance le chantier (un gain de vingt minutes d'ici à 2023) pour désenclaver le Luxembourg et faciliter les déplacements des frontaliers.

Il y a des situations scandaleuses auxquelles il faut remédier (ndlr: une nouveauté de la SNCB: des trains réguliers sont annoncés comme "supprimés").

Dès cette année, les chemins de fer belges vont mener un projet-pilote de tarification transfrontalière plus favorable et plus flexible. L'aménagement d'un grand park and ride, près d'Arlon, devrait faciliter les déplacements en transports publics.

Le Luxembourg aidera, mais sans investir dans l'infrastructure. Une enquête sera menée pour connaître la réaction des usagers.»

La situation fiscale des frontaliers reste-t-elle un autre sujet délicat?

T. A.: «Plus que par le passé, il y a une étroite collaboration entre les services fiscaux. Et il commence à y avoir une convergence de vues. Les services belges sont priés de ne plus harceler les frontaliers. Cela dit, il reste établi que si le travail d'un frontalier est effectué en Belgique, l'impôt est dû en Belgique.

Un parquet européen

Sur un autre plan, les présidences luxembourgeoise et néerlandaise ont obtenu des résultats en matière de fiscalité et d'échange automatique d'informations sur les rulings. S'ajoute le projet – que nos deux pays soutiennent – de la mise en place d'un parquet européen indépendant, parquet qui serait appelé à poursuivre les infractions affectant le budget de l'UE. De quoi contribuer à la lutte contre les fraudes, qui sont préjudiciables aux contribuables européens.»

L'immigration, un autre sujet vraiment bilatéral?

T. A.: «Nous avons juste eu un échange de vues. Le Luxembourg se félicite du bon accueil qu'il organise. Il n'y a rien à dire à ce propos. En collaboration, nous devons éviter de laisser entrer tout le monde, pour, là aussi, éviter de faire le jeu des populistes. Belges et Luxembourgeois ont convenu de coordonner leurs efforts dans le cadre du détachement d'experts dévolus aux agences EASO (bureau européen d'appui pour l'asile), Europol et Frontex (coopération aux frontières extérieures de l'UE).

L'échange d'informations se fait davantage au niveau du *Benelux*. Nous attendons tous un accord de l'Union européenne sur la liste des pays dits sûrs, soit ces pays où l'on peut renvoyer les demandeurs déboutés. La Belgique et le Luxembourg soutiennent la mise en œuvre de mécanismes de suspension renforcée des régimes de libéralisation de visas au niveau de l'UE.»

### La Russie, une autre pierre d'achoppement?

T. A.: «Nous défendons ensemble une politique d'ouverture et de fermeté. Nous demandons un rapport circonstancié sur les résultats des accords de Minsk, passés en vue d'un cessez-le-feu en Ukraine. Ils ont été prolongés jusqu'à la fin décembre. Nous n'accepterons pas le renouvellement automatique de ces accords qui ont conduit à des boycotts. Lesquels sont nuisibles aussi pour la Belgique, notamment pour le secteur agricole, et le Luxembourg, en matière de fonds d'investissement par exemple.

Il s'agit de restaurer un climat politique favorable. Et certainement pas de relancer la guerre froide.»

Les gouvernements parlent d'immigration et d'affaires étrangères sans le ministre compétent, Jean Asselborn. Une explication?

T. A.: «D'aucuns ont en effet été étonnés de l'absence du ministre des Affaires étrangères. Nous n'avons pas d'explication de sa part.

Ceci est une affaire luxembourgeoise.»

Propos recueillis par

Michel Petit

## Michel Wurth pour un Benelux renforcé

Luxemburger Wort,  
Do. 21 Jul. 2016, Pagina 13

*Luxembourg. Dans une carte blanche publiée dans le journal belge «l'Echo», plusieurs chefs d'entreprise de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg plaident en faveur d'un Benelux renforcé. Parmi les 17 signataires du «Benelux Business Roundtable», un club de dirigeants d'entreprise des trois pays, se trouve Michel Wurth, président de la ...*

Luxembourg. Dans une carte

blanche publiée dans le journal belge «l'Echo», plusieurs chefs d'entreprise de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg

plaident en faveur d'un *Benelux* renforcé. Parmi les 17 signataires du «*Benelux Business Roundtable*», un club de dirigeants d'entreprise des trois pays, se trouve Michel Wurth, président de la Chambre de commerce du Luxembourg, mais aussi Rik Vandenberghe, CEO d'ING Belgique. «Notre première ambition est d'analyser comment nous pouvons collaborer», déclare le patron belge. Les chefs d'entreprise demandent «une accélération de l'harmonisation des règles s'appliquant aux entreprises et aux échanges commerciaux au sein du *Benelux*». L'initiative vise à contrebalancer la stagnation du processus d'harmonisation au sein de l'Europe qui, selon les chefs d'entreprises, est très néfastes pour les petites économies ouvertes que sont le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas. (ndp)

Redaktion (LW) ■



## 17 patrons pour un Benelux renforcé

L'Echo,  
Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 1

*17 patrons belges et néerlandais plaident pour que le Benelux prenne davantage d'initiatives.*

Le *Benelux* serait-il la clé pour sortir l'Europe de l'ornière? C'est ce que pensent une petite vingtaine de patrons de grosses entreprises belges et néerlandaises, réunis au sein du *Benelux Business Roundtable* (BBR), créé en juillet 2015. Dans une carte blanche adressée à L'Echo, son président Eric ter Hark prend pour base une clause incluse dans l'article 350 du Traité de Rome indiquant que l'aventure européenne ne devait pas faire obstacle à la collaboration historique entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Pour l'auteur, les trois pays ont donc "le droit d'aller plus loin et plus vite que les institutions européennes et de prendre des mesures qui s'appliquent aux ressortissants du *Benelux*, mais pas aux citoyens d'autres pays de l'Union". "Le Traité *Benelux* donne le cadre juridique et politique, la réalité économique en crée la nécessité", continue l'auteur.

Les patrons impliqués dans l'initiative parlent d'une seule voix. "Prenez Ahold et Delhaize, nous dit Jean-Pierre Blumberg, partner chez Linklaters et membre du BBR. Vous devez gérer un supermarché de manière différente en Belgique et aux Pays-Bas. Il y a différentes règles pour la collecte et la récupération des déchets. Qu'on nous laisse harmoniser tout ça."

Les patrons l'assurent: le Brexit n'a pas joué un rôle dans l'initiative. Même si le départ des Britanniques la rend d'autant plus urgente, disent-ils. Pas question non plus de torpiller l'essence du rêve européen. "Je crois encore dans l'Europe, embraye Luc Bertrand, président d'Ackermans & van Haaren, mais nous sommes maintenant membres d'un club sans règles. Avec le *Benelux*, nous pouvons plus facilement aller beaucoup plus loin et plus vite qu'à présent, avec des règles cohérentes."

Les centres communs d'intérêt se focalisent principalement dans les domaines de l'énergie et de la main-d'oeuvre. Le club des CEO devrait publier un texte à ce sujet d'ici l'automne. "Comment rendre notre marché de l'emploi plus flexible et plus mobile? Pouvons-nous modifier les règles administratives et la fiscalité afin de faciliter le travail transfrontalier?" se demande Wouter De Geest, patron de BASF Anvers.

Dans le secteur de l'énergie, les patrons plaident pour une mise en commun des capacités. Une des pistes évoquées: "Les centrales nucléaires belges sont vétustes. Les Pays-Bas produisent trop d'électricité et disposent d'une centrale sous-employée à proximité de la frontière belge. La Belgique pourrait l'utiliser, moyennant l'installation d'une meilleure connexion." Du bon sens, c'est ce que réclament les signataires.

Lire en pages 3 et 9

## 'Benelux moet sneller gaan dan Europese Unie'

De Tijd,  
Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 3

*Nu de brexit het Europese project onder spanning zet, roepen bedrijfsleiders op tot een intensere samenwerking tussen België, Nederland en Luxemburg. Dat moet een tegengewicht bieden voor de stagnatie van de EU.*

De *Benelux Business Roundtable* (BBR), een club van topondernemers uit de drie landen, roept via een opiniestuk in *De Tijd* op tot een versnelde harmonisatie van de bedrijfs- en handelsregels in de *Benelux*-regio. Dat moet een tegengewicht bieden voor de stagnatie van het Europese eenwordingsproces. Die is volgens de bedrijfsleiders erg nadelig voor kleine open economieën als België of Nederland.

'Neem Ahold en Delhaize. In België en in Nederland moet je een supermarkt op een verschillende manier runnen. Er zijn verschillende regels voor het verzamelen en ophalen van afval, de etikettering van producten, enzovoort. Laat ons dat harmoniseren', zegt Jean-Pierre Blumberg, topadvocaat bij Linklaters.

'In het verleden hebben we met onze noorderburen meer dan tien jaar gebakkeleid over het uitdiepen van de Schelde. Dat kan toch sneller? De werken zelf hebben maar zes maanden geduurd', geeft Luc Bertrand, voorzitter van de Antwerpse groep Ackermans & van Haaren, als voorbeeld.

Het gaat niet om een directe reactie op de brexituitslag van 23 juni. De bedrijfsleiders zinnen al langer op een nieuw elan voor de *Benelux* en de CEO-rondetafel werd een jaar geleden officieel opgericht. Maar de brexit verhoogt wel de urgentie.

'Veel van wat rondom ons gebeurt, is beangstigend', zegt Bertrand, die de 70-jarige samenwerking tussen de Beneluxlanden 'zeer vertrouwde en historische pijlers' noemt. 'Ik geloof nog steeds in de EU, maar we zijn vandaag lid van een club zonder regels. Met de *Benelux* kunnen we gemakkelijker veel verder en sneller gaan dan tot nu toe het geval was, met sluitende regels.'

'Het Europa met meerdere snelheden is een feit', stelt BBR-voorzitter Eric ter Hark vast. 'Het blijkt heel moeilijk om de grootmachten in Europa met elkaar tot overeenstemming te laten komen. De drie *Benelux*-landen, die historisch en geografisch zo veel met elkaar gemeen hebben, kunnen veel makkelijker tot samenwerking komen dan de monolithische blokken die de grote landen zijn.'

'De eerste ambitie is te zien hoe wij als drie landen kunnen samenwerken', zegt Rik Vandenberghe, de CEO van de bank ING België. 'De *Benelux* zijn drie belangrijke landen in het centrum van Europa die een voortrekkersrol moeten spelen.'

'Deze beweging is niet ontstaan uit rancune tegenover Europa, maar heeft een positieve insteek', beklemtoont Wouter De Geest, de topman van chemiebedrijf BASF Antwerpen.

De ideeën zijn het meest uitgekristalliseerd in de domeinen energie en arbeidsmobiliteit, waarover de rondetafel wellicht in het najaar twee discussieteksten zal publiceren. 'Hoe kunnen we onze arbeidsmarkten flexibeler en mobieler maken? Kunnen we de administratie en de fiscaliteit veranderen zodat er meer mogelijk wordt inzake grensarbeid?', vraagt De Geest zich af. 'Met kleine ingrepen en een administratieve vereenvoudiging kan men de grensoverschrijdende arbeid makkelijker maken', denkt ook Blumberg. Ter Hark wijst erop dat werknemers in kleinere landen nu eenmaal sneller op de grenzen botsen dan in grote landen.

Op energievlak pleiten de ondernemers ervoor om de *Benelux* meer als een regio te bekijken, waardoor de plannen inzake kernenergie of windmolenparken op elkaar afgestemd kunnen worden. 'België heeft versleten kerncentrales. In Nederland is er een overschot aan elektriciteit en ligt een onderbenutte centrale dicht bij de Belgische grens. België zou er - met een betere interconnectie - gebruik van kunnen maken', is een van de suggesties.

Ook infrastructuur, mobiliteit en digitalisering zullen op de maandelijkse werkvergaderingen aan bod komen. Er lopen contacten om de organisatie uit te breiden. 'De BBR wil een doorsnede zijn van de economische activiteiten in de regio', zegt voorzitter Ter Hark. Dat moet leiden tot voorstellen voor het politieke niveau, de ministers van Buitenlandse Zaken of de *Benelux*-Unie.

Staatssecretaris voor Sociale Fraudebestrijding Philippe De Backer (Open VLD) kondigde gisteren alvast een proefproject aan op *Benelux*-niveau over uitkeringsfraude. De sociale instellingen van Nederland en België gaan gegevens uitwisselen over tewerkstelling en werkloosheid om uit te zoeken welke personen mogelijk onterecht uitkeringen ontvangen.

#### KORT

De *Benelux* Business Roundtable is een 1 jaar oude organisatie die 17 grote bedrijven en drie consultants groepeert. Het gaat om grote ondernemingen die actief zijn in België, Nederland en Luxemburg. De BBR wil de politieke wereld concrete voorstellen doen voor een diepere economische integratie van de *Benelux*-landen.

EMMANUEL VANBRUSSEL ■



## Collaborer dans le Benelux, plus vite et plus loin

L'Echo,  
Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 9

### Président du *Benelux* Business Roundtable (BBR) (\*)

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont prouvé qu'ils veulent et peuvent avoir une influence considérable sur le processus de l'unification européenne. D'abord par la conclusion d'une union douanière pour mettre fin aux conflits commerciaux entre les trois pays et privilégier la croissance économique de la région du *Benelux*, ensuite comme cofondateurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951) et de la Communauté économique européenne, et par la conclusion du *Traité Benelux* (1958).

Puisque les trois pays ne souhaitent pas compromettre leurs ambitions de collaboration et se voyaient précurseurs d'une intégration européenne, ils ont fait inclure, dans le *Traité de Rome*, la clause suivante: "Les dispositions des traités ne font pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application des traités (art. 350 du traité UE)." Cette clause accorde, aux trois pays, un privilège dont d'autres associations régionales ne bénéficient pas. Les trois pays ont, en effet, le droit d'aller plus loin et plus vite que les institutions européennes et de prendre des mesures qui s'appliquent aux ressortissants du *Benelux*, mais pas aux citoyens d'autres pays de l'Union.

Beaucoup des objectifs formulés par le *Traité Benelux* ont été réalisés dans le cadre de l'Union européenne et la collaboration a apporté prospérité et influence à ses membres.

Après l'Allemagne, la France et l'Italie, le *Benelux* est la quatrième puissance économique de l'Europe avec un revenu par personne parmi les plus élevés du monde. La région fait partie du top 5 mondial en termes de commerce international. Sa position géographique ainsi que son infrastructure logistique en font le "gateway to Europe".

La crise financière et économique de 2007-2008 a fait apparaître un certain nombre d'imperfections structurelles dans la construction européenne. Leur réparation s'avère longue et difficile et dévie l'énergie et l'attention qui devraient être attribuées au processus de construction d'une Union toujours plus étroite. Les crises internationales, les changements dans les rapports de pouvoir dans le monde ainsi que la sortie du Royaume-Uni compliquent encore plus le redémarrage.

La stagnation de l'unification européenne a des conséquences négatives, surtout pour les petits pays qui subissent un effet négatif lié à leur taille. Et en particulier pour le *Benelux*, dont l'économie ouverte bénéficie le plus de la disparition des barrières au commerce international.

Vision stratégique

Le *Benelux* Business Roundtable (BBR), créé en juillet 2015, réunit les patrons de quelques des plus grandes entreprises dans le *Benelux*, unis dans leur conviction qu'une harmonisation continue des règles, l'utilisation des effets d'échelle, la suppression des barrières inutiles au libre mouvement des biens et services, ainsi que le développement d'une vision stratégique quant au rôle et à la place du *Benelux* en Europe et dans le monde, sont indispensables pour assurer la croissance et la compétitivité, d'améliorer le climat d'investissement et d'assurer la prospérité dans cette région.

Le *Benelux* doit aller plus vite et plus loin que l'Union européenne pour deux raisons majeures:

1. Renforcer et étendre les acquis d'une collaboration de 70 ans;
2. Augmenter son influence sur le processus de décision dans l'UE dans des domaines importants comme l'énergie, l'infrastructure, le marché unique, la mobilité de l'emploi, la réforme fiscale et financière, l'innovation, la formation et l'éducation.

Par une approche pragmatique et une ambition d'engendrer rapidement les effets bénéfiques concrets pour ses citoyens, le *Benelux* peut à nouveau jouer un rôle de précurseur. La collaboration étroite avec la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et certains départements du nord de la France ne fait qu'augmenter le potentiel.

Le Traité *Benelux* donne le cadre juridique et politique, la réalité économique en crée la nécessité.

(\*) Carte blanche cosignée par Luc Bertrand, Ackermans & van Haaren; Wouter de Geest, BASF Antwerp; Michel Wurth, Chamber of Commerce Luxembourg; Philippe van Troeye, Electrabel; Nicolas Saverys, Exmar; Rik Vandenberghe, ING Group; Jean-Pierre Blumberg, Linklaters; Peter Callens, Loyens Loeff; Berry Wiersum, Sappi Europe; Alexis Brouhns, Solvay Group; Geert Duyck, CVC Capital Partners *Benelux*; Rob Zandbergen, USGPeople; Stefaan De Clerck, Proximus; Dirk Fransaer, VITO; Eelco Blok, KPN; Dick Verbeek, Aon; Roland Teixeira, GE *Benelux*; Rudi Braes, EY; Ruben Verhoeven, McKinsey; Mart van Bracht, TNO.

## Topondernemers pleiten voor meer Benelux

De Tijd,

Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 1

### *Crisis in Europa versterkt roep naar sterkere unie met drie landen*

Bekende bedrijfsleiders als Luc Bertrand (AvH), Wouter De Geest (BASF), Rik Vandenberghe (ING) en Jean-Pierre Blumberg (Linklaters) pleiten in een opiniestuk in De Tijd samen voor een versnelde harmonisatie van de bedrijfs- en handelsregels in de *Benelux*-regio.

Ze doen dat via de *Benelux* Business Roundtable (BBR), een nog jonge organisatie die topbedrijven met activiteiten in de drie landen groepeerd. De BBR wil voorstellen uitwerken op het vlak van arbeidsmobiliteit, energiebeleid, infrastructuur- werken en digitalisering.

'We hebben jarenlang onze relaties met onze directe burens Nederland en Luxemburg relatief verwaarloosd ten voordele van de EU met 28 leden', vindt Luc Bertrand, voorzitter van de Antwerpse investeringsmaatschappij Ackermans & van Haaren. Voortaan moeten we die volgorde omdraaien, vindt hij. 'Vanuit de vertrouwde en historische pijlers van de *Benelux* kunnen we sneller dan met de EU tot resultaten komen, bijvoorbeeld voor energie of mobiliteit.'

Het idee van een sterkere *Benelux* sluimert al jaren bij de topbedrijven in de regio. De BBR ontstond een jaar geleden, dus nog voor er van de brexit sprake was.

Maar het nakende vertrek van de Britten uit de EU en het toenemende anti-Europese sentiment in onder meer Frankrijk maken het nu nog dringender om de *Benelux* als economische zone te consolideren en waar mogelijk te versterken, vinden de topondernemers. Bertrand: 'Veel van wat rondom ons gebeurt, is beangstigend.'

De BBR wijst erop dat kleine open economieën als België en Nederland het grootste slachtoffer zijn van toenemend protectionisme. De Lage Landen kunnen dat counteren door een nog dieper geïntegreerde *Benelux*-markt te creëren die nieuwe schaalvoordelen genereert.

'De *Benelux*-landen waren voortrekkers in Europa. Dat is tientallen jaren goed gegaan, omdat de EU ook stappen vooruit zette. Maar nu treedt er vertraging op en is er de overtuiging dat de *Benelux* sneller en verder kan gaan', zegt BBR-voorzitter Eric ter Hark.

Daardoor zou in het hart van de EU nog een dichter niveau in de maak zijn in het 'Europa van meerdere snelheden'. Meteen na het brexitreferendum staken de zes stichtende EU-leden - de *Benelux*, Duitsland, Frankrijk en Italië - al de koppen bij elkaar.

EMMANUEL VANBRUSSEL ■



## Les CEO plaident pour un Benelux renforcé

L'Echo,  
Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 3

*Le Brexit met l'Europe sous pression. Plusieurs CEO plaident pour un renforcement de la collaboration entre Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.*

La *Benelux Business Roundtable* (BBR), un club de dirigeants d'entreprise des trois pays du *Benelux*, demande dans une carte blanche publiée dans L'Echo (lire en page 9) une accélération de l'harmonisation des règles s'appliquant aux entreprises et aux échanges commerciaux au sein du *Benelux*. Cette initiative devrait faire contrepoids à la stagnation dont souffre aujourd'hui le processus d'harmonisation au sein de l'Europe et qui, selon les chefs d'entreprises, est très dommageable pour les petites économies ouvertes que sont la Belgique et les Pays-Bas.

"Par le passé, nous nous sommes chamaillés pendant dix ans avec nos voisins du nord sur l'approfondissement de l'Escaut. C'est tout de même possible d'aller plus vite, non? Les travaux eux-mêmes n'ont pas duré plus de six mois", souligne Luc Bertrand, président du groupe anversois Ackermans & van Haaren.

"Je crois encore dans l'Europe, embraye-t-il, mais nous sommes maintenant membres d'un club sans règles. Avec le *Benelux*, nous pouvons plus facilement aller beaucoup plus loin et plus vite qu'à présent, avec des règles cohérentes." "L'Europe à plusieurs vitesses est déjà un fait", dit le président de la BBR, Eric ter Hark. "Les grandes puissances européennes ont beaucoup de difficulté à s'accorder. Les trois pays du *Benelux* ont énormément de choses en commun, à la fois sur les plans géographique et historique, et peuvent collaborer plus aisément que les blocs monolithiques que sont les grands pays."

### Rôle pionnier

"Notre première ambition est d'analyser comment nous pouvons collaborer", poursuit Rik Vandenberghe, CEO d'ING Belgique. "Les trois pays du *Benelux* occupent une place importante au centre de l'Europe et ils doivent jouer un rôle de pionniers".

"Ce mouvement n'est pas né d'une quelconque rancune envers l'Europe, mais d'une approche positive", souligne Wouter De Geest, patron du groupe chimique BASF Antwerpen.

### Travailleurs frontaliers

C'est dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité des travailleurs que les idées sont les plus abouties. Conséquence: la table ronde devrait publier un premier projet cet automne. "Comment rendre notre marché de l'emploi plus flexible et plus mobile? Pouvons-nous modifier les règles administratives et la fiscalité afin de faciliter le travail transfrontalier?" se demande De Geest. "Avec quelques petites modifications et une simplification administrative, il est possible de faciliter la mobilité des travailleurs entre les trois pays", renchérit Jean-Pierre Blumberg, avocat chez Linklaters. Ter Hark souligne par ailleurs que les travailleurs de petits pays se heurtent davantage aux frontières que dans les grands pays.

Dans le secteur énergétique, les patrons plaident pour que le *Benelux* soit davantage considéré comme une région, ce qui permettrait d'harmoniser les projets en matière d'énergie nucléaire ou éolienne. "Par exemple, les centrales nucléaires belges sont vétustes. Les Pays-Bas produisent trop d'électricité et disposent d'une centrale sous-employée à proximité de la frontière belge. La Belgique pourrait l'utiliser, moyennant l'installation d'une meilleure connexion".

Les infrastructures, la mobilité et la numérisation sont des thèmes qui seront mis à l'ordre du jour des prochaines réunions mensuelles. Des contacts ont été pris pour élargir l'organisation. "La BBR souhaite jouer le rôle de charnière au niveau des activités économiques de la région", explique son président, ter Hark.

Cette initiative devrait se traduire par des propositions concrètes pour le monde politique, les ministres des Affaires étrangères et les autorités du *Benelux*.

Hasard du calendrier, le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, Philippe De Backer (Open Vld), a annoncé hier le lancement d'un projet pilote au niveau du *Benelux* sur la fraude en matière d'allocations. Les institutions sociales des Pays-Bas et de la Belgique échangeront des informations sur l'emploi et le chômage pour examiner si certaines personnes reçoivent indûment des allocations.

EMMANUEL VANBRUSSEL ■

## Benelux-landen moeten sneller en inniger samenwerken.

De Tijd,  
Wo. 20 Jul. 2016, Pagina 9

*De Benelux-landen moeten hun samenwerking versnellen en verder gaan dan de EU. Daar is een politieke en juridische basis voor, en het is een economische noodzaak. Het machtsevenwicht en de concurrentieverhoudingen in de wereld verschuiven en niemand weet hoe Europa er zal uitzien na de brexit. Dat alles legt extra druk op de samenwerking in Europa.*

België, Nederland en Luxemburg hebben bewezen dat zij sinds de Tweede Wereldoorlog een belangrijke invloed willen en kunnen uitoefenen op het proces van de Europese eenwording.

Eerst door de douane-unie op te richten om daarmee een einde te maken aan de handelsconflicten tussen de drie landen en voorrang te geven aan de economische groei van de *Benelux*-regio. Daarna als medeoprichter van de EGKS (1951), door het sluiten van het *Benelux*-verdrag (1958) en als medeoprichter van de EEG (1958).

Omdat de *Benelux*-landen hun samenwerkingsambitie niet wilden laten inperken en zich zagen als een ambitieuze en dynamische voortrekker van Europese integratie, hebben zij in het EEG-verdrag een zogenaamde machtigingsclausule laten opnemen. Die zegt het volgende:

'De bepalingen van de Verdragen vormen geen beletsel voor het bestaan en de voltooiing van de regionale unies tussen België en Luxemburg alsmede tussen België, Luxemburg en Nederland, voor zover de doelstellingen van die regionale unies niet bereikt zijn door toepassing van de Verdragen.' (art. 233 van het EEG-verdrag thans art. 350 van het EU-verdrag)

Deze machtigingsclausule geeft de *Benelux*-landen een privilege dat andere Europese samenwerkingsverbanden niet hebben. De *Benelux*-landen mogen in hun onderlinge samenwerking verder gaan dan de Europese instellingen en zelfs maatregelen treffen die aan hun respectieve onderdanen voordelen toekennen die niet aan de onderdanen van andere EU-lidstaten worden toegekend.

Veel van de doelstellingen die het *Benelux*-verdrag stelde, zijn binnen het kader van de Europese samenwerking gerealiseerd, en de samenwerking heeft welvaart en invloed gebracht.

De *Benelux* is na Duitsland, Frankrijk en Italië de vierde economische macht binnen de EU-27. Het inkomen per hoofd van de bevolking behoort tot de hoogste ter wereld. De regio zit bij de top 5 van handelsblokken in de wereld. De geografische ligging maakt van de *Benelux* de natuur-lijke gateway to Europe.

De financiële en economische crisis van 2007-2008 heeft echter een aantal structurele onvolkomenheden in het Europese bouwwerk naar boven gebracht.



Het herstel daarvan blijkt een moeizaam en langdurig proces. Dit gaat ten koste van tijd en energie die aan de verdere uitbouw van de Europese samenwerking kunnen worden besteed.

De internationale crisissen, de verschuiving van het mondiale machtsevenwicht en van de concurrentieverhoudingen leggen een verdere druk op de voortgang van het samenwerkingsproces. Hoe Europa eruit zal zien na de uittrekking van het Verenigd Koninkrijk is al helemaal onduidelijk.

Het stagneren van het Europese eenwordingsproces heeft belangrijke nadelen voor kleine landen en met name voor de *Benelux*-regio, die met zijn open economie bij uitstek gebaat is bij het wegnemen van handelsbelemmeringen.

De *Benelux Business Roundtable* (BBR), opgericht in juli 2015 door bedrijfsleiders van een aantal van de belangrijkste ondernemingen in de regio, is ervan overtuigd dat verdere harmonisering van regels, gebruik van schaalvoordelen, wegwerken van onnodige barrières en het ontwikkelen van een strategische visie over de rol en plaats van de *Benelux*-regio in Europa, absoluut noodzakelijk zijn om de groei en competitiviteit van de regio te verzekeren, het investeringsklimaat te verbeteren en het welvaartsniveau te beschermen.

De *Benelux*-landen moeten in hun samenwerking sneller en verder gaan dan de EU, en dat om twee redenen.

Een eerste reden is dat de verworven-heden van een 70-jarige samenwerking moeten worden beschermd. Een tweede reden is dat de invloed van de *Benelux*-landen op het EU-besluitvormingsproces groter moet worden, en dat op belangrijke onderwerpen als energie, infrastructuur, de eenheidsmarkt, arbeidsmobiliteit, financiële en fiscale hervorming, innovatie, training en scholing.

Door een pragmatische aanpak en met de ambitie om op korte termijn de burgers en de bedrijven tastbare voordelen te brengen, zal de *Benelux* opnieuw zijn voorttrekkersrol kunnen opnemen. Het *Benelux*-verdrag geeft daar een politieke en juridische basis voor, en de economische realiteit maakt het noodzakelijk.

Eric ter Hark (voorzitter *Benelux Business Roundtable*), Luc Bertrand (voorzitter Ackermans & van Haaren), Eelco Blok (CEO KPN), Jean-Pierre Blumberg (managing partner Linklaters), Alexis Brouhns (senior vice president Solvay Group), Peter Callens (senior partner Loyens & Loeff), Stefaan De Clerck (voorzitter Proximus), Wouter De Geest (CEO BASF Antwerpen), Geert Duyck (managing partner CVC Capital Partners *Benelux*), Dirk Fransaer (CEO VITO), Dominique Leroy (CEO Proximus), Nicolas Saverys (CEO Exmar), Duco Sickinghe (voorzitter KPN), Roland Teixeira (CEO GE *Benelux*), Rik Vandenberghe (CEO ING België), Philippe Van Troeye (CEO Electrabel), Dick Verbeek (commissaris Aon), Berry Wiersum (CEO Sappi Europe), Michel Wurth (voorzitter Chamber of Commerce Luxemburg), Rob Zandbergen (CEO USG People)

**CEO'S EN VOorzITTERS VAN BELGISCHE & NEDERLANDSE EN LUXEMBURGSE BEDRIJVEN ■**

## 'Herfederaliseren? Misschien, maar kijk dan buiten het Belgische kader'

Knack.be,  
Zo. 17 Jul. 2016, Pagina 0

*Voor Vlinks is het debat rond de herfederalisering best het voeren waard. 'Maar laat ons dan ook eens buiten het Belgische denkkader kijken.' Naar de Benelux bijvoorbeeld.*

Daar zijn ze weer, de pleidooien voor herfederaliseren en (weer) meer België. Deze week was het de beurt aan twee liberale burgemeesters met hun 'plan BE': een terugkeer van bevoegdheden naar het federale, Belgische niveau. Naar hun mening zou dat Belgisch niveau beter werken dan het Vlaamse.

Hier wordt een rationele - economische - redenering gebruikt, en het moet gezegd dat dit een redenering is waar tenminste concreet over gediscussieerd kan worden - al te vaak zijn pleidooien voor 'meer België' ingegeven door datgene wat men de Vlaams-nationalisten verwijt: een romantisch ideaal van een of andere Belgische natie.

Over identiteiten en nationaliteiten kan men echter eindeloos discussiëren, dus laten we dat romantisch gedweep met een nationaal ideaal - hetzij Belgisch hetzij Vlaams - even opzij schuiven. Laat ons eens kijken naar het argument dat bij uitstek past in dit tijdperk van globalisering en economische rationalisering (of wat daar voor moet doorgaan): de schaalvoordelen. Een criterium waar zowel splitsers als herenigers zich op beroepen.

'Herfederaliseren? Misschien, maar kijk dan buiten het Belgische kader'

Want de essentiële vraag is dan toch: is de schaal 'België' zo anders (beter) dan de schaal 'Vlaanderen' en vice versa? Welk schaalvoordeel heeft België precies tegenover Vlaanderen? Want dat is immers de centrale vraag bij elk pleidooi om bevoegdheden te herfederaliseren. Bij sommige bevoegdheden zou het schaalvoordeel groot zijn. Dat is best mogelijk maar de vraag is dan wel of die 'grotere schaal' per sé België moet zijn. Zijn er geen alternatieven?

Vandaag zijn in Europa een aantal bestuursniveaus in gebruik die min of meer als volgt kunnen opgesomd worden: gemeente/stad, provincie/regio, nationale staat en EU. Her en der wordt tussen de tweede en derde laag weliswaar een machtsstrijd gevoerd, sommige regio's willen graag staat worden. Maar over het algemeen is er een duidelijk verschil tussen deze verschillende bestuurslagen, zowel wat grootte betreft als hun functie. Elk laag is een veelvoud in omvang van de laag eronder.

Maar kijken we dan naar België (11 miljoen) versus Vlaanderen (6 miljoen), waarin zit precies het schaalverschil? België is wat bevolkingsaantal betreft niet eens twee keer zo groot dan Vlaanderen. Hoe relevant is het of een beleid nu voor elf miljoen dan wel voor zes miljoen mensen wordt gevoerd? Als we louter de cijfers van inwonersaantal en oppervlakte als criterium nemen, maakt het geen bal uit of deze staat nu Vlaanderen dan wel België is.

Het verschil tussen het Belgisch niveau en het Vlaams niveau is het taalregime: een Belgische administratie is onvermijdelijk drietalig, een Vlaamse heeft maar

één taal nodig (tenzij Brussel als tweetalig gebied binnen Vlaanderen zou vallen, maar dat is een andere kwestie). Laten we het bij die schaalkwesitie houden. Het verschil tussen zes en elf miljoen, dat is zo klein dat we de vraag kunnen stellen of het zin heeft deze twee niveaus naast elkaar in stand te houden.

Merkwaardig genoeg wordt één beleidsniveau steevast over het hoofd gezien, hoewel dààr juist heel wat interessante perspectieven voor schaalvoordelen liggen: de *Benelux*. Deze 'drielandenunie' is weliswaar de laatste decennia wat in de vergetelheid geraakt door de uitbouw van de EU en de afbouw van België. Maar die *Benelux* kan wel buigen op een lange geschiedenis als geografische én culturele identiteit, veel ouder dan België en Vlaanderen zelf, én biedt, numeriek gezien, wel een effectief schaalverschil. Bijna dertig miljoen inwoners samen. En een lap grond die een strategisch zeer belangrijke positie inneemt aan de Noordzee.

We zullen het hier niet hebben over wat had kunnen zijn als '1830' nooit was gebeurd, want dan drijven we weer af naar dat vreselijke, romantische gedweep met naties en volkeren, en daar doen we niet aan mee - want alleen de centen zijn van belang. Laten we dus gewoon eens nuchter nadenken over wat de voordelen van een 'herfederalisering' vandaag zouden kunnen zijn, maar dan op niveau van de *Benelux*. Aangenomen dat Nederland zelf mee wil werken natuurlijk.

We zullen het hier niet hebben over wat had kunnen zijn als '1830' nooit was gebeurd

In de eerste plaats zijn er uiteraard de (taalgerelateerde) cultuurbevoegdheden (in België die van de Gemeenschap). Een aantal aspecten van het cultuurbeleid zouden misschien van Vlaanderen naar dit hogere niveau getild kunnen worden, zoals bijvoorbeeld een gezamenlijke openbare omroep voor heel het Nederlandstalig grondgebied. Ook op vlak van onderwijs zou er een grotere samenwerking kunnen komen. Dit zijn zaken die rechtstreeks tussen Vlaanderen en Nederland kunnen geregeld worden. Eigenlijk is een federalisering van gemeenschapsbevoegdheden naar een Vlaams-Nederlands niveau de logica zelve als je uitgaat van een blijvende eenheid van de Nederlandse taalgemeenschap in Europa, en van een schaalvergroting van heel wat culturele instellingen, onderwijs en media.

Daarnaast is er ook het niet aan taal gerelateerde beleid (in Belgische terminologie de gewestelijke bevoegdheden), en ook hier zijn er zaken die in plaats van Belgisch geregeld te worden eigenlijk beter op *Benelux*-niveau geregeld kunnen worden, als we dan toch zouden moeten 'herfederaliseren'.

Economisch beleid, sociale zekerheid, havenbeleid, politie en justitie, defensie, verkeer, openbaar vervoer, buitenlands beleid om er enkele te noemen. Het heeft immers weinig zin om de versnippering over drie staten in stand te houden als dat allemaal netjes geharmoniseerd en gerationaliseerd op één gezamenlijk niveau kan gebeuren. We zijn immers al zo klein, nietwaar.

We zouden samen een sterke federale staat van zo'n dertig miljoen mensen vormen, dat is al de helft van Frankrijk. Toch wel wat andere koek dan zo'n ministaatje van elf miljoen mensen. We zouden ons bovendien nog sterker kunnen bewapenen tegen al die grote mondiale gevaren die blijkbaar om de een of andere reden het bestaan van kleine landen onmogelijk maken. Neem nu de klimaatopwarming, vaak aangehaald als argument om te herfederaliseren: samen met Nederland kunnen we de avant-garde van de strijd tegen stijgende zeespiegels worden. Per slot van rekening is die stijging geografisch gezien ook voor ons een probleem want ook wij in Vlaanderen zijn 'lage landen'. Hier weegt



het schaalvoordeel duidelijk op tegen België.

'Samen met Nederland kunnen we de avant-garde van de strijd tegen stijgende zeespiegels worden'

De andere grote vraag is natuurlijk of Franstalig België wel mee zou willen stappen in zo'n - economisch gezien zeer rationeel - scenario van 'herfederalisering'. Als het er op aankomt zal taal wel degelijk een belangrijk punt van geschil blijven, ook al blijven de aanhangers van de Belgische eenheidsstaat graag beweren dat die taalconflicten opgeklopt worden door nationalistes. Als er ooit al een 'federalisering' van bevoegdheden met Nederland komt zal het dus eerder tussen Vlaanderen en Nederland zijn dan tussen België en Nederland.

Bovendien zal er, ironisch genoeg, ook veel weerstand komen vanwege kringen die anders zo hard pleiten voor eenheid en samenwerking, maar die samenwerking toch liever beperkt zien tot de Belgische staatsgrenzen. 'We zijn al zo klein, waarom nog splitsen?' Het is het adagium van de Belgische fans bij uitstek, het argument om elk debat over het afbouwen van deze staat af te wimpelen.

Maar blijkbaar gaat dit in omgekeerde zin niet op, want nooit horen we het pleidooi om de splitsing van 1830 toch eens opnieuw te bekijken, zelfs niet in de vorm van een bescheiden uitbouw van de *Benelux*-samenwerking. Juist daar blijkt vaak de hypocrisie van de pleidooien voor 'meer samenwerking' en 'een sterker België'.

Ondanks de rationeel-klinkende argumenten beperken die oproepen zich tot de afgebakende grenzen van het Belgische nationalisme (waarvan het bestaan nogal vaak ontkend wordt). Dat blijkt wel op de heftige reacties op de sociale media na het recente pleidooi van Vlaams parlementsvoorzitter Jan Peumans (N-VA) om de banden met Nederland aan te halen. Achter de Belgische retoriek over eendracht en samenhang schuilt niet zelden een racistisch aandoende haat tegenover 'den Ollander'. Pleiten voor meer samenwerking 'tussen noord en zuid' in een Lage-Landencontext is de Belgische nationale mythologie rond 1830 in vraag stellen. En dat is uiteraard not done.

Misschien stelt zich de kwestie nooit, want dat Vlaanderen niet in staat zou zijn zelf alle bevoegdheden in te vullen is eigenlijk niet aangetoond. Misschien heeft Vlaanderen helemaal geen België of *Benelux* nodig. Misschien kan Vlaanderen perfect als soevereine natiestaat bestaan. Er bestaan immers nog heel wat 'kleine' landen die het redelijk goed doen.

Maar als werkelijk zou blijken dat we misschien toch bevoegdheden moeten gaan 'herfederaliseren', laat ons dan ook eens buiten het Belgische denkkader kijken. Omdat het schaalverschil tussen zes miljoen en dertig miljoen toch zinniger is dan dat tussen zes miljoen en elf miljoen. We zijn immers al zo klein, nietwaar?

Kevin De Laet is kernlid van Vlinks

Van Vlinks ■

# Arbeidsmarkt Nederland eindelijk opengebroken

Het Belang van Limburg<sup>6</sup>,  
Vr. 15 Jul. 2016, Pagina 14

*HASSELTHet is eindelijk zover. Vanaf nu kunnen ook Belgische kmo's voor hun vacatures terecht op de Nederlandse arbeidsmarkt. Het oud zeer werd verholpen door de unieke samenwerking tussen Unizo Limburg, VDAB Limburg en de Limburgse Europarlementariërs Ivo Belet en Hilde Vautmans.*

Met de regelmaat van de klok leest u in deze krant hoe Nederlandse bedrijven - zoals NedCar in Born of ASML in Eindhoven - in ons land naar nieuwe medewerkers speuren. Het omgekeerde is veel minder het geval. "En dat heeft te maken met een oud zeer", zegt adjunct-directeur Patrick Buteneers van Unizo Limburg. "Limburgse bedrijven kunnen met hun vacatures moeilijk terecht op de Nederlandse arbeidsmarkt."

## Undercover

Buteneers ging zelf undercover en probeerde koppig om zijn (fictieve) vacature voor een groenmedewerker te posten op de webstek [www.werk.nl](http://www.werk.nl). Dat is de Nederlandse tegenhanger van [www.vdab.be](http://www.vdab.be). "Probleem is dat bedrijven een fiscaal nummer nodig hebben om hun vacature op de Nederlandse site te kunnen posten. Enkel in Nederland gevestigde bedrijven kunnen een dergelijk nummer krijgen", stelde Buteneers vast.

Gedurende vier weken heeft Buteneers nog zitten mailen en telefoneren om zijn vacature te kunnen posten. Tot hij een telefoontje kreeg van een hoge Nederlandse ambtenaar die droogweg stelde "dat de Nederlandse markt anders georganiseerd is dan de Belgische". Case closed.

## Breekijzer

Bij Unizo Limburg bleven ze niet bij de pakken zitten. De VDAB en de Limburgse Europarlementariërs Hilde Vautmans (Open Vld) en Ivo Belet (CD&V) werden er als breekijzers bijgesleept. "De situatie in Nederland was vierkant in strijd met de Europese principes van vrij verkeer van goederen, diensten én werknemers", stelt Hilde Vautmans. "Limburgse bedrijven ondervonden op deze manier een concurrentieel nadeel ten opzicht van Nederlandse bedrijven, die hier wel gemakkelijk toegang krijgen tot de arbeidsmarkt", vindt ook Ivo Belet. "Klopt", zegt Luc Smeets van VDAB Limburg. "Nederlandse bedrijven kunnen zonder meer bij ons terecht met hun vacatures. Maar omgekeerd kon dat niet. Echt on-Europees."

De drie spraken hun contacten aan en brachten het 'administratiefftechnische' probleem ten berde op het **Comité van Ministers van de Benelux Unie**. En plots ging het snel.

## Zelfstandigen

"Uiteindelijk zullen nu ook Belgische bedrijven een account kunnen aanmaken op de Nederlandse officiële vacaturesite. Ze moeten wel een vragenlijst invullen,

net zoals de Nederlandse zelfstandigen zonder personeel (ZZP) dat moeten doen", stelt Buteneers tevreden vast. Die gegevens worden ter controle vergeleken met de gegevens van de Belgische Kruispuntbank voor Ondernemingen (KBO).

Maar daarmee is de kous nog niet af. "We zullen dit in het oog houden en erop blijven toezien dat de Nederlandse arbeidsmarkt volwaardig blijft opengesteld voor onze bedrijven", zegt gedelegeerd bestuurder Bart Lodewyckx van Unizo Limburg. "Stel je maar eens voor dat je zaken wil doen in Nederland, en daarvoor een Nederlandse verkoper zoekt. De helft van de kmo's heeft het nu al moeilijk om geschikt personeel te vinden. Nu kunnen de Limburgse kmo's in een grotere vijver vissen."

Dominiek CLAES ■



## Mehr Zeit für die Berufsausbildung

Tageblatt,  
Wo. 13 Jul. 2016, Pagina 10

*120 verschiedene Ausbildungsrichtungen werden seit der Reform von 2008 in der Berufsausbildung angeboten. Der gut gemeinte Ansatz (mit Kompetenzen und Modulen sollte jeder Schüler eine ihm angepasste Ausbildung erhalten) zeigte sich allerdings als zu komplex und nicht wirklich praxisnah. Jetzt wird nachgebessert.*

Eine Studie der Uni Luxemburg 2015 zeigte eine Reihe von Inkohärenzen bei dem modularen Bildungssystem auf. Eine größere Reform ist demnach unvermeidbar.

Die Vorarbeiten dazu laufen. Um die Schüler, die sich in der Ausbildung befinden, nicht im Regen stehen zu lassen, werden allerdings eine Reihe von kurzfristigen Maßnahmen getroffen. Insbesondere wird die Bestimmung abgeschafft, nach der die Ausbildungszeit nur Regelzeit plus ein Jahr betragen darf. Sie führte dazu, dass Schüler am Ende mit einem Berg von Modulen zwar in der Abschlussklasse landeten, diese sich aber als Sackgasse herausstellte, da es völlig unrealistisch war, diese Module dann allesamt nachzuholen.

Gestrichen werden auch die „Projets intégrés intermédiaires“ bei den „Plein-temps“-Klassen. Um falsche Orientierungen zu verhindern, wird ein medizinischer Test vor Beginn der Berufslehre eingeführt. Eine kleine, aber wichtige Minireform in Erwartung der Makro-Reform, wie Claude Lamberty (DP) meinte. Für Martine Hansen (CSV) ist die Reform übers Knie gebrochen und wird das System noch komplizierter machen. Die Dringlichkeit sei hausgemacht, während Monaten habe der Minister zuvor geschlafen, kritisierte sie. Die Abschaffung der „Projets intégrés intermédiaires“ schließlich sei ein schlimmer Fehler.

Im Prinzip einverstanden mit den punktuellen Änderungen zeigte sich David Wagner („déi Lénk“). Nicht nachvollziehbar ist für ihn allerdings, dass die „Projets intégrés intermédiaires“, die von allen als wichtig angesehen werden, nun aus rein organisatorischen Gründen gestrichen werden. Das sei eine ziemlich verquere Logik. Das Gesetz wurde mit den 32 Stimmen von DP, LSAP und „déi gréng“ angenommen. CSV und ADR stimmten dagegen, „déi Lénk“ enthielt sich.

Auf Basis der NATO-Zusammenarbeit erteilt Luxemburg per Delegation Belgien die Mission, mit Militärfliegern einzugreifen, wenn im luxemburgischen Luftraum zivile Flugzeuge für Terrorattacken gekapert werden. Der Text ist Bestandteil einer – späten – **Benelux-Reaktion** auf die Attacken vom 11. September 2001 auf die New Yorker Twin Towers. Umso größer war die Freude von Verteidigungsminister Etienne Schneider, dass „Luxemburg kein weißer Fleck mehr auf der Landkarte ist“. Ein solches Zivilflugzeug in Terroristenhand darf allerdings nur abgedrängt oder zur Landung gezwungen werden. Ein Abschuss ist, anders als im niederländischen und belgischen Luftraum, auch als letzte Abwehrmaßnahme nicht erlaubt.

Ein sensibler Punkt, der von den Abgeordneten kontrovers diskutiert wurde. Einerseits sei die Überflugzeit von Luxemburg eine Minutensache, so dass sich

die Frage nur sehr beschränkt stelle, hieß es. Andererseits könnten aber diese wenige Minuten von entscheidender Bedeutung sein, etwa bei einem terroristischen Anschlag durch den luxemburgischen Luftraum auf das AKW Cattenom. Im Ernstfall könnte Frankreich ein solches Flugzeug immer noch hinter der Grenze abfangen, meinte etwa Verteidigungsminister Etienne Schneider. Eine absolute Sicherheit gebe es eh nicht. Im Extremfall könnten Terroristen auch ein Flugzeug unmittelbar nach dem Start in Luxemburg kapern und direkt Richtung Cattenom steuern, gab er zu bedenken. Dann wäre die Reaktionszeit quasi null. Für Fernand Kartheiser (ADR) war dagegen „evident, dass ein Zivilflugzeug in Terroristenhand in letzter Instanz auch abgeschossen werden muss“. Der Tod unschuldiger Passagiere müsse in Kauf genommen werden, wenn sich dadurch Schlimmeres verhindern lasse. Das Gesetz wurde am Ende mit 55 Stimmen angenommen.

Léon Marx ■



## 3 travailleurs contrôlés sur 4 en infraction dans la construction

Le Soir\*,  
Ma. 11 Jul. 2016, Pagina 2

*Plusieurs mesures ont été mises en place pour enrayer le **dumping social** dans la construction. Dans ce secteur, deux entreprises contrôlées sur trois étaient en fraude en 2015. Une situation qui gèle l'emploi et l'économie belge.*

La Belgique est l'un des pays les plus touchés par le dumping social. Conséquence directe d'un nombre de travailleurs détachés plus important qu'ailleurs en Europe – ils représentent 3,7 % de l'emploi total chez nous contre une moyenne de 0,7 % dans l'Union – et d'une interprétation parfois très personnelle du droit européen par certains pays et entreprises, menant à des abus en tous genres. Allant parfois jusqu'à la traite d'êtres humains. Premier secteur visé ? La construction, l'un des plus importants employeurs du Royaume. Depuis 2015, les ministres Borsus (MR) et De Backer (Open VLD) travaillent main dans la main avec le secteur pour enrayer la problématique. Avec 21 mesures mises en place sur 40 prévues par le plan « pour une concurrence loyale dans la construction », l'heure est au bilan.

1 Un contrôle renforcé au niveau national. Principal point d'action : un renforcement des contrôles sur le terrain. 96 contrôleurs supplémentaires, soit 10 % de l'effectif total, ont donc été engagés. Via un meilleur croisement des données récoltées par les différentes cellules spécialisées et l'ONSS, les descentes ne se font plus de manière aléatoire, mais de manière ciblée. La base statistique qui suit est donc à interpréter en fonction : l'échantillon de départ est composé uniquement d'entreprises de construction jugées, à travers plusieurs indicateurs, potentiellement sensibles au dumping social. En 2015, 65 % des sociétés contrôlées en Belgique étaient en infraction sociale. Sur les 4.040 travailleurs employés interrogés, 2.960 étaient en situation de fraude. Chez les indépendants, 363 personnes sur 753 contrôlées l'étaient également. « La large majorité des fraudes sont relatives au formulaire A1 (le formulaire qui permet de détacher des travailleurs en Europe et d'assurer que les cotisations sociales soient payées dans leur pays d'origine, NDLR) », explique-t-on au cabinet de Backer. Parmi les autres mesures prises au niveau national, l'entrée en vigueur d'ici à la fin de l'année d'une loi sur les marchés publics empêchant les offres trop basses et donc non concurrentielles. A noter également : la limitation de la chaîne de sous-traitance à deux entreprises.

2 Un débat à l'échelle européenne. « La rapidité de la destruction d'emplois belges dans la construction est colossale. Or, nous sommes l'un des plus gros secteurs au niveau de la main-d'œuvre : chaque année, nous reversons près de 21 milliards d'euros, soit 11 % des recettes du Trésor », assure Robert de Mûelenaere, administrateur délégué de la Confédération Construction. Depuis 2012, 19.000 emplois ont été supprimés. « D'ici à la fin de la législature, 45.000 postes sont menacés. » En raison de l'urgence, des actions au niveau national ont donc été mises en place. Mais en réalité, c'est à l'échelle européenne que le débat a lieu. Et à ce niveau, le bilan tiré par le gouvernement est mitigé. Pour rappel, la directive européenne sur les travailleurs détachés est née en 1996 : le



principe permet à des salariés de pays membres de travailler dans un autre pays de l'Union. Ces derniers sont payés selon le salaire local, mais les cotisations sociales appliquées restent celles de leur pays d'origine.

En mars dernier, Marianne Thyssen, la commissaire européenne aux Affaires sociales, proposait de revoir les règles du détachement. Résultat : 11 Etats sur 28 se sont opposés à la réforme. Principalement des pays d'Europe de l'Est et du Sud. « La mobilité des travailleurs rapporte de l'argent à ces pays ! Ce que nous demandons dans un premier temps, ce sont les bons outils pour pouvoir contrôler le respect des différentes législations nationales. Nos contrôleurs doivent avoir accès aux données sociales des pays concernés », explique Willy Borsus. A cet effet, la Belgique a développé la base de données européenne Limosa, qui permet l'enregistrement des mouvements transfrontaliers de personnes. Un échec. Pour le moment. Le gouvernement travaille à la mise en place d'accords bilatéraux avec la Roumanie, la Pologne... Mais le problème émane aussi de pays plus proches, comme les Pays-Bas – la moitié des travailleurs détachés en Belgique le sont depuis les pays limitrophes – où des sociétés intérimaires envoient des travailleurs de l'Est chez nous. « Des accords sont pris et des collaborations sur le terrain ont déjà eu lieu au niveau du *Benelux* », répond Philippe de Backer.

3 Une concurrence déloyale... mais légale. De manière générale, le secteur de la construction se dit entendu et satisfait des premiers effets ressentis. « Nous avons pris les mesures sur le terrain ensemble et c'est une très bonne chose », poursuit Robert de Mûelenaere.

Mais le dumping social n'est pas le seul constat problématique. « La concurrence déloyale légale permise par l'Europe tue à petit feu les entreprises qui souhaitent employer une main-d'œuvre locale. » Imaginons qu'une entreprise polonaise respecte toutes les règles en vigueur pour détacher des travailleurs en Belgique : au final l'ouvrier polonais coûtera 22 euros l'heure à son employeur du moment, contre 32 euros pour un ouvrier belge.

Si une enveloppe de 600 millions supplémentaires a été prévue par le gouvernement pour soutenir le secteur de la construction, on ne sait pas encore quand elle sera libérée. Pour Philippe de Backer et Willy Borsus, « la priorité actuelle reste l'éradication du dumping social, même si beaucoup a déjà été fait pour baisser les charges sociales en Belgique ».

AMANDINE CLOOT

AMANDINE CLOOT ■

## Belgiens Loyalität steht auf dem Spiel

Grenz Echo,  
Za. 09 Jul. 2016, Pagina 3

*Beim Nato-Gipfel in Warschau, bei dem seit gestern die Verteidigungsausgaben der Alliierten unter die Lupe genommen werden, steht die Loyalität und Zuverlässigkeit Belgiens auf dem Spiel.*

Beim vorigen Nato-Gipfel vor zwei Jahren in Wales hatten die Bündnispartner abgesprochen, ihre Einsparungen in der Verteidigung zu stoppen. Die Regierung Michel aber setzte in den letzten zwei Jahren weiter die Schere im Verteidigungshaushalt an, sodass unser Land inzwischen der schlechteste Schüler in der Nato-Klasse ist.

Premier Michel ist überzeugt, dass der Einsatz belgischer Soldaten in Afghanistan, Irak und gegen die Terrormiliz IS unserem Land Punkte eingebracht hat. Er verweist auf den Einsatz von F-16-Kampffägern, um von Jordanien aus IS im Irak zu bekämpfen, und auf die Beteiligung von belgischen Militärs, die irakische Truppen ausbilden. Überdies werde Belgien mit seinen **Benelux-Partnern** und mit Deutschland an einer verstärkten Militärpräsenz in den baltischen Staaten (Estland, Lettland und Litauen) sowie in Polen teilnehmen. Über diese multinationale Streitmacht als Abschreckungsmaßnahme gegen Russland werden die Staat- und Regierungschef in Warschau befinden. Kernstück ist die Verlegung von jeweils tausend Soldaten in die vier Länder, die sich seit dem Ausbruch des Ukraine-Konflikts verstärkt von Russland bedroht fühlen.

Die Nato rüstet im Osten auf, will aber nicht in eine neue Ära der Konfrontation mit Russland zurückfallen. „Die Einheit der Nato“ sei wichtig, so Michel, der ein starkes militärisches Signal an die Adresse der Russen schicken will und gleichzeitig auf den Dialog mit Moskau setzt. „Ich plädiere für einen politischen Dialog, aber ich bin überzeugt, dass eine robuste Verteidigung die beste Manier ist, um unseren Dialog mit Russland zu stärken.“

Die vergangene Woche von der Föderalregierung verabschiedete strategische Vision für die belgische Armee, wonach die Militärausgaben in den nächsten 15 Jahren von heute 0,9 Prozent des BIP auf 1,3 Prozent angehoben und mehr als neun Milliarden Euro in neues Material (u.a. neue Kampffäger) investiert werden, soll laut Michel zusätzlich helfen, das Bild Belgiens als glaubwürdiger und zuverlässiger Partner zu bekräftigen.

„Die ersten Kontakte, die ich zuletzt auf internationaler Ebene hatte, waren positiv“, erklärte Michel bei einer Ankunft in Warschau vor der Presse. „Man erkennt, dass der Wille meiner Regierung, eine Trendwende bei den Militärausgaben zu vollziehen und 20 Jahre Sparpolitik zu stoppen, um anschließend wieder auf Wachstum zu setzen, ehrlich, unterbaut und glaubwürdig ist.“ (gz)siehe auch Seite 18



## België's onmogelijke defensiekeuze

De Morgen,  
Wo. 06 Jul. 2016, Pagina 29

*Jens Franssen is journalist voor VRT Nieuws.*

Europa is politiek knock-out. De Britten weten voorlopig zelf niet goed aan hoe het nu verder moet. In Frankrijk en Nederland roept rechts om uitstapreferenda en in Hongarije is een semi-autoritair bewind aan de macht. De brexit toont aan dat het ondenkbare niet alleen politiek maar ook geostrategisch soms wél mogelijk is. Met de brexit is overigens Europa, en dus ook ons land, een stuk onveiliger geworden. Het VK is immers samen met Frankrijk een van de enige twee overgebleven EU-landen die over unieke defensiecapaciteiten beschikken in verschillende spectra - zoals vliegdekschepen, performante onderzeeërs met nucleaire capaciteit en getrainde elitesoldaten die snel overal ter wereld ontplooid kunnen worden. Door de brexit is dat uniek Brits militair gereedschap mogelijk een stuk minder beschikbaar voor een gecentraliseerd Europees veiligheidsbeleid. Bovendien levert het VK een netto bijdrage aan Europees Defensie Agentschap (EDA). Als ook die samenwerking wordt opgeschort, betekent dat dat de overheadkosten zullen moeten worden opgehoest door de resterende leden. Een eerste berekening leert dat dat voor ons land jaarlijks netto honderdduizenden euro's kan kosten.

Wie nog droomde van een krachtadig Europees leger kan die illusie dus maar beter opbergen. De al kwakkelende Europese defensieprogramma's om de kleine gefragmenteerde Europese legers beter op elkaar aan te sluiten, lijken in de nabije toekomst nog stroever en trager te zullen verlopen. Niet dat Europese militairen niet kunnen of willen samenwerken, Europese politici lijken alle kanten tegelijk uit te marcheren. Steeds duidelijker blijkt dat Londen, Parijs en Madrid simpelweg hun ultieme veiligheidspolis (wat defensie tenslotte is) niet zonder slag of staat in de handen van Europese bureaucraten willen leggen.

Betekent dat nu het einde van de Europese samenwerking wat defensie betreft? Niet noodzakelijk. Maar mogelijk ligt de toekomst voorlopig meer bij verregaande vormen van bilaterale samenwerking waarbij quick wins zoals inter-operationaliteit en korte beslissingslijnen de doorslag zullen geven. Ons land kijkt voor samenwerking dus best naar onze buurlanden. Een Belgo-Nederlandse marine waarbij het onderhoud en de inzet van militair materieel verregaand samen wordt gedaan, is vandaag al een feit. Nederlandse en Belgische militairen volgen ook steeds meer dezelfde opleidingen en ook onze gevechtsvliegtuigen bewaken beurt om beurt het **luchtruim van de hele Benelux**. Zo'n kleinere flexibele samenwerkingen tussen bureaus zullen we waarschijnlijk steeds vaker te zien krijgen tussen kleinere staten. In Centraal- en Noord-Europa zijn daar mogelijkheden zat.

Ook die tweede hoeksteen voor ons veiligheidsbeleid, de NAVO, ligt onder vuur. Amerikaans vuur deze keer. De Amerikaanse presidentskandidaat Trump heeft overigens wél een punt als hij zegt dat (vanuit Amerikaanse ogen) de NAVO geldverslinding is. Verhoudingsgewijs zit de bijdrage tussen de VS en Europa helemaal scheef. Washington wil wel solidair zijn, maar niet langer de nettobetaler zijn voor Europa's veiligheidspolis. Geen toeval dat in Amerika stemmen opgaan om de NAVO weer bij zijn volle naam te noemen, de Noord-



Atlantische Verdrags Organisatie. Het duidt op een verlangen om terug te keren naar de initiële prioriteiten van de NAVO, die een militaire levensverzekering inhouden voor Europa tegen de Russische bedreiging. Het betekent ook dat militaire avonturen in Afghanistan of in het Midden-Oosten, toch althans wat de VS betreft, niet langer zomaar op de to-dolijst van de NAVO staan. Dat betekent niet dat de VS Europa militair volledig zullen loslaten. Integendeel, voor Washington is een politiek stabiel Europa erg belangrijk. Het betekent wel dat ook ons land, bijvoorbeeld bij grote bestellingen van militair materieel, zich op zijn minst bewust moet zijn dat de nauwe vrienden vandaag binnen twee decennia misschien tot koele kennissen zijn geworden.

Een fragmenterend Europa en de afwezige Amerikaanse blik stellen militaire strategen en politici van kleine Europese landjes op de proef. Politici bedrijven de kunst van het haalbare, militaire strategen moeten rekening houden met het ondenkbare.

**JENS FRANSSSEN ■**

# 'Een tamelijk arrogante houding vanuit Nederland'



De Stem\* - 03 Dec. 2016  
Pagina 51

\* De Stem/Breda, De Stem/Bergen op Zoom, De Stem/Etten-Leur, De Stem/Moerdijk, De Stem/Oosterhout, De Stem/Rosendaal

In België wordt met enige ergernis gekeken naar de manier waarop Nederlandse politici omgaan met het Beneluxparlement. De noordelijke weerzin komt tot een hoogtepunt in 2013. Een meerderheid in de Tweede Kamer ziet geen heil meer in het Beneluxparlement en schaft het project net zo lief af.

Dat nieuws overvalt de Belgen en de Luxemburgers. De Hollandse laatdunkendheid valt slecht. "Een tamelijk arrogante houding vanuit Nederland", oordeelt de Vlaamse politica Maya Detiège, die kort daarna zelf voorzitter wordt van het Beneluxparlement.

Toch blijft een breuk uit. Op voorwaarde dat de internationale samenwerking concreter wordt. Gebeurt dat niet, dan haken burgers en bedrijfsleven af.

Het is de vraag of het is gelukt om de Benelux-gedachte nieuw leven in te blazen. Sinds kort gaat het parlement door het leven als Benelux Interparlementaire Assemblee. Vanuit het oogpunt van marketing klinkt dat niet per se als een vooruitgang. De successen van het Beneluxparlement hebben er in ieder geval nog niet de voorpagina's of de tv-journaals mee gehaald.

Dat wil niet zeggen dat er helemaal niets is bereikt. Integendeel. Zo mogen ziekenwagens de binnengrenzen tegenwoordig oversteken. Er is een tijd geweest dat patiënten aan de grens werden overgeladen.

Verder maken Belgische, Luxemburgse en Nederlandse brandweermannen gebruik van waterslangen met dezelfde doorsnee. Handig voor wanneer ze gezamenlijk optrekken.

Op dit moment maakt het Benelux-parlement zich sterk voor één roamingtarief in zowel Nederland, België als Luxemburg. Dit in afwachting van zo'n regeling voor de hele Europese Unie.

Copyright © 2016 De Persgroep Publishing. Alle rechten voorbehouden

# Is dit een krachteloze praatclub?



De Stem\* - 03 Dec. 2016  
Pagina 50

\* De Stem/Breda, De Stem/Bergen op Zoom, De Stem/Etten-Leur, De Stem/Moerdijk, De Stem/Oosterhout, De Stem/Roosendaal

*Het Benelux-parlement bemoeit zich graag met allerlei grensoverschrijdende problemen. Maar het is de vraag of die betrokkenheid ook nog zoden aan de dijk zet. "Voor enthousiaste verhalen moet je in België zijn."*

Het treinverkeer tussen Nederland, België en Luxemburg moet beter. Ook moet er iets worden gedaan tegen de overlast van vrachtwagens die in Nederlandse grensdorpen is veroorzaakt na de invoering van een trucktol in België. En als we dan toch bezig zijn: het moet makkelijker worden om aan de andere kant van de grens te gaan werken.

Jazeker, het Benelux-parlement heeft heel wat noten op zijn zang. Met name het afgelopen jaar heeft het samenwerkingsverband regelmatig van zich laten horen.

Maar wie denkt dit parlement, dat bestaat uit 49 leden uit België, Nederland en Luxemburg wel dat het is?

En leveren al die grote woorden ook iets op?

"Het Benelux-parlement? Ik zou er niet te hard op rekenen!" Eerste Kamerlid Hans-Martin Don van de SP kan allerlei gloedvolle betogen afsteken over de rol die het Benelux-parlement kan spelen bij het oplossen van problemen met grensoverschrijdende werkgelegenheid, zijn VVD-collega Helmi Huijbregts is niet zo enthousiast. Integendeel, de oud-burgemeester van Oosterhout vindt het Benelux-parlement maar een vreemde vogel in de politieke bijt.

"Natuurlijk, de bedoelingen zijn goed en er komt heus wel eens wat uit", zegt Huijbregts. "Maar het kost veel te veel moeite. En in Nederland zijn we toch een beetje van de kosten en de baten, hè"

De Oosterhoutse senator heeft het gevoel dat het Beneluxparlement nooddruftig op zoek is naar bestaansrecht. "Er worden dingen verzonnen om over te vergaderen", zegt Huijbregts. "Ik wil niemand voor het hoofd stoten, maar wat is dat voor een parlement zonder zeggenschap? Zonder mandaat? Het is echt niet zo, dat er in vliegende vaart besluiten uitgaan naar Den Haag, Brussel en Luxemburg, wanneer het Benelux-parlement een advies uitbrengt. Dus hoe zal ik het diplomatiek zeggen? Het Benelux-parlement mag best wel eens tegen het licht worden gehouden."

Wat Henk Leenders betreft mag de stekker nu al uit het project worden getrokken. Het Bredase PvdA-Tweede Kamerlid is lid van het Benelux-parlement, maar heeft tot nu toe geen enkele vergadering bijgewoond. Volgend jaar mag een andere volksvertegenwoordiger deze klus klaren, want Leenders wil er geen tijd aan verspillen.

In een poging diplomatiek te blijven, zegt Leenders: de waarde van dit parlement moet niet worden overschat. "Als Brabander én bewoner van een grensstad dacht ik als lid van het Benelux-parlement misschien iets voor elkaar te krijgen. Er zijn genoeg onderwerpen die te maken hebben met grensoverschrijdende samenwerking en mobiliteit. Je bent vanuit Breda nog steeds sneller in Amsterdam dan in Antwerpen. Dat is toch vreemd? Maar het Beneluxparlement brengt oplossingen niet dichterbij. Moet ik gaan vergaderen over onderwerpen die ook al in de nationale parlementen worden besproken? Weet je hoeveel tijd dat kost? En wat is het resultaat? Niet meer dan een advies! Sorry hoor, ik neem mijn rol als volksvertegenwoordiger erg serieus, maar ik gebruik mijn tijd liever om in Nederland naar buiten te gaan en met mensen te praten."

Voor het geld hoeft Leenders het ook niet te doen: "Het levert me niks extra's op, alleen maar een reiskostenvergoeding. Die gaat in vanaf het moment dat ik de grens met België oversteek. Maar overnachtingen en dergelijke moet ik zelf betalen."

Wat heeft het dan voor zin dat een delegatie van het Benelux-parlement een bezoek brengt aan Baarle-Nassau en Chaam, om te zien hoe ernstig de overlast van grensoverschrijdende vrachtverkeer is?

Het CDA-Tweede Kamerlid Martijn van Helvert is namens het parlement 'rapporteur Belgische tol' en hinkt op twee gedachten. Toen hij in de Kamer terecht kwam had de christen-democraat ook nog nooit met het Beneluxparlement te maken gehad. "En nog steeds ben ik sceptisch. Wat moet ik er mee? Het Beneluxparlement moet wakker worden. Er is de afgelopen jaren veel kritiek geweest omdat er eigenlijk niets gebeurde. Maar toch... Praten is beter dan elkaar de rug toekeren", zegt Van Helvert. "Het Beneluxparlement is een plaats waar parlementariërs uit drie landen met elkaar kunnen praten. Bovendien zijn het allemaal gekozen volksvertegenwoordigers, die direct hun minister kunnen bevragen. In Nederland doen we dat betrekkelijk weinig. In België en Luxemburg zijn ze er veel meer van overtuigd dat dit parlement goed is."

Dat het met name de zuiderburen zijn die het Benelux-parlement een warm hart toedragen, is Jack Biskop uit Roosendaal ook opgevallen. In 2011 en 2012 was hij er namelijk voorzitter van. "Voor enthousiaste verhalen moet je aan de andere kant van de grens in België zijn", zegt de West-Brabantse politicus. "In Brussel en Luxemburg-Stad vechten ze om een plek in het Benelux-parlement. Maar in Nederland schiet het niet op. Toch heeft het zin. Je ontmoet er wel je collega's. Die kunnen via hun fracties misschien invloed uitoefenen."

Dat deed Biskop zelf ook wel eens. De Roosendaalse politicus herinnert zich nog goed dat hij 'altijd even een belletje kon plegen met mijn maatje in het federale parlement van België als er weer iets was met de Beneluxtrein'.

Het gaat in het Benelux-parlement dan ook zelden over de grote geopolitieke onderwerpen, zegt Biskop: "En als je in Drenthe woont zal je het vast niet spannend vinden. Maar als grensbewoner heb je er wel degelijk iets aan. Al is het alleen maar omdat er dankzij het Beneluxparlement diplomagelijkstelling is in Nederland, België en Luxemburg. In de rest van de Europese Unie is dat een ramp. De



Benelux heeft gezegd: we regelen het zelf wel. Dit parlement is een bestuurlijk laboratorium. En dat vind ik toch heel erg de moeite waard."

Dat zegt ook wethouder Jan van Cranenbroek van Baarle-Nassau. Hij zit in zijn maag met de stroom vrachtwagens die de grens passeert en het dorp op slot zet. In juni is het Benelux-parlement komen kijken. „Ik verwacht niet dat het parlement het probleem oplost", zegt hij. „Maar we zijn blij dat we het probleem onder de aandacht kunnen brengen. Het is een belangrijke partner. Misschien helpt het. We zien ze graag."

**NICO SCHAPENDONK**

Copyright © 2016 De Persgroep Publishing. Alle rechten voorbehouden